

DÉLIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTE
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITES

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



31
mai
2024

Conseil départemental du Cantal
Réunion de la Commission Permanente

Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 31 Mai 2024
Horaire: 09:00

CANTAL ATTRACTIF

24CP05-1 Tour de France 2024 : Conventions avec les Communes de Laveissière et Aurillac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention Cmne Laveissière

ANNEXE - Convention Ville Aurillac

24CP05-2 Investir dans les exploitations d'élevage - Cofinancement du dispositif 201 du Feader

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau attributions

24CP05-3 Convention couleurcantal.tv avec la Fédération des Associations Laïques du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP05-4 Fonds Cantal Animation

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau d'attribution

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

24CP05-6 Transfert de domanialité d'une partie de la voirie communale de la Commune de Saint-Flour dite "Chemin du Chapelou au RD921" dans le domaine public départemental

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Vue aérienne

ANNEXE - 2-Plan cadastral

ANNEXE - 3-Délibération Commune

24CP05-7 Transfert de domanialité d'une partie d'un délaissé de la route départementale n°16 à la Commune de Ségur-Les-Villas

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Plan cadastral

ANNEXE - 2-Vue aérienne

ANNEXE - 3-Délibération Cmne Ségur

24CP05-8 Aménagement de la Route Départementale n°50 - Commune de Chaliers - Déclassement et cession d'un délaissé au profit d'un tiers

ANNEXE - Délibération

24CP05-9 Aménagement de la Route Départementale n°110 - Commune de Neuvéglise-sur-Truyère - Indemnisation de fermiers

ANNEXE - Délibération

24CP05-10 Aménagement des Routes Départementales n°679, n°617 et n°22 - Communes de Champs-Sur-Tarentaine-Marchal, Boisset et Trémouille - Acquisitions de terrains - Pas de DUP (article 1042)

ANNEXE - Délibération

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

24CP05-11 Appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle hors IAE 2025 »

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - AAP FSE+ Insertion hors IAE

24CP05-13 Appel à projets FSE+ « Inclusion sociale 2025 »

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - AAP FSE+ 2025 Inclusion sociale

24CP05-14 Appel à projets 2024-2027 : Animation et gestion de la plateforme Soliguide dans le Cantal - Axe 3 - Fiche action 3.2 Pacte des Solidarités

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Appel à Projets 2024-2027

24CP05-15 Attribution de subventions aux Ateliers-Chantiers d'Insertion (ACI) du Cantal pour l'appel à projets "Renforcement de l'accompagnement socio professionnel au sein des ACI"

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention Type

24CP05-16 Conventions relatives à l'accès aux données permettant la conduite d'une expérimentation portant sur l'accompagnement rénové des allocataires du RSA dans le cadre de la préfiguration de France Travail et à l'accès à la plateforme sécurisée permettant de suivre des formations mises à disposition par France Travail

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention Echange de données FT

ANNEXE - Convention accès plateforme formation

24CP05-17 Avenant n°1 au Contrat départemental des Solidarités et au titre de l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail 2024-2025

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Avenant n°1

2-Annexe 5 feuille de route 2024

3-Annexe 6 construction plan financement 2024

24CP05-18 Subventions au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau attributions

24CP05-19 Aide au développement et à la professionnalisation des Relais Petite Enfance - Attribution de subvention au Relais Petite Enfance de Hautes Terres Communauté

ANNEXE - Délibération

24CP05-20 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Hautes Terres Communauté - Restauration et valorisation des burons du territoire de Hautes Terres

ANNEXE - Délibération

24CP05-21 Fonds Cantal Ville 2022-2027 - Ville d'Ytrac - Création d'une salle multi-activités intergénérationnelle - Partie à vocation communale

ANNEXE - Délibération

24CP05-22 Fonds Cantal Innovation - Appels à projets : Modernisation des équipements sportifs, Résorption des dépôts sauvages et des anciennes décharges - Attribution des aides

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Dossiers - AAP Modernisation des équipements sportifs

ANNEXE - 2- Dossiers AAP Résorption des dépôts sauvages et des anciennes décharges

24CP05-23 Fonds Cantal Innovation - Appel à projets 2022 Petite Enfance - Modifications de subventions

ANNEXE - Délibération

24CP05-24 Fonds Cantal Innovation - Appel à projets 2024 : Logements Les Clefs du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - CCTP AAP Logements

ANNEXE - 2 - Lettre-type d'engagement - Logements Les Clefs du Cantal

24CP05-25 Patrimoine - Programmation 2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

24CP05-12 Appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle en IAE 2025 »

ANNEXE - Délibération

CANTAL RESPONSABLE

24CP05-26 Programme Agricole 2023-2027 modification du dispositif : Soutenir les Syndicats d'élevage

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Fiche action

24CP05-27 Soutenir les Syndicats d'élevage - Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau attributions

24CP05-28 Favoriser l'autonomie en eau des exploitations - Subvention à la Chambre d'Agriculture du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Programme et budget prévisionnel

ANNEXE - 2 - Convention

ADMINISTRATION GENERALE

24CP05-29 Convention de mise à disposition de bureaux en faveur de la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale et de la Mutuelle Nationale Territoriale au sein des Maisons de la Solidarité Départementale de Mauriac et de Saint-Flour

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP05-30 Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux en faveur de l'Union Départementale des Associations Familiales - UDAF

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°1

24CP05-31 Subvention d'investissement 2024 à la Protection Civile du Cantal

ANNEXE - Délibération

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-1

Tour de France 2024 : Conventions avec les Communes de Laveissière et Aurillac

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Pierre MATHONIER se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD05-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 relative à la politique sportive départementale et à l'accueil du Tour de France au Lioran le 10 juillet 2024 et à Aurillac le 11 juillet 2024 ;

Vu la délibération n°24CP04-1 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 avril 2024 relative au contrat à passer avec ASO pour l'accueil de ces deux étapes ;

- ADOPTE les conventions à passer avec la Commune de Laveissière et la Ville d'Aurillac pour l'arrivée de la onzième étape au Lioran le 10 juillet 2024 et le départ de la douzième étape le 11 juillet 2024 à Aurillac telles qu'elles figurent en annexe de la présente délibération.

- **ACTE** les montants de participation à la contribution globale de 264 000 € TTC versée par le Conseil départemental à ASO, respectivement à :

- 35 000 € TTC pour la Commune de Laveissière,
- 50 000 € TTC pour la Ville d'Aurillac.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer les dites conventions.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE PARTENARIAT relative au **Tour de France 2024 au Lioran**

ENTRE :

Le Conseil départemental du Cantal

Sis 28 avenue Gambetta

15 015 AURILLAC Cedex

Représenté par son Président, Bruno FAURE

ou son représentant,

Autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 31 mai 2024,

D'une part

La commune de Laveissière

Sise Mairie de Laveissière, 38 rue de Peyre Arse, 15 300 LAVEISSIERE

Représentée par son Maire, Daniel MEISSONIER

Autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal du xxxxx,

D'autre part

Vu le contrat TDF 2024 intervenant entre ASO, le Conseil départemental du Cantal et les Communes de Laveissière et d'Aurillac qui précise les conditions selon lesquelles les Collectivités hôtes accueilleront le Tour de France 2024.

Il est établi la convention suivante étant précisé que :

Poursuivant sa politique ambitieuse de communication territoriale, le Cantal accueillera en 2024 deux étapes du Tour de France avec une arrivée au Lioran le 10 juillet et un départ le 11 juillet à Aurillac.

Cette épreuve cycliste renommée est la garantie d'offrir à un large public populaire, un spectacle de grande qualité, de plus gratuit pour les spectateurs.

En accueillant ce type d'événement couvert par de nombreux médias nationaux et internationaux, les Collectivités hôtes renforcent l'attractivité de leur destination.

1. Objet de la convention

La présente convention définit les montants du partenariat financier entre la commune de Laveissière et le Conseil départemental du Cantal pour l'arrivée de la onzième étape du Tour de France le 10 juillet au Lioran.

2. Engagements du Conseil départemental du Cantal

Le Conseil départemental du Cantal s'engage à porter le financement global des deux étapes cantaliennes pour un montant TTC de 264 000 €. Ce montant sera réglé à la société organisatrice de l'événement, Amaury Sport Organisation.

3. Engagements de la commune de Laveissière

La commune de Laveissière verse une subvention de 35 000 € TTC au Conseil départemental du Cantal pour participer au financement de l'arrivée de la onzième étape du Tour de France le 10 juillet 2024 au Lioran.

4. Résiliation/annulation/caducité

En cas d'annulation de l'étape du Tour de France pour des raisons de force majeure ou pour toutes raisons extérieures à la volonté des deux parties, les obligations de la présente convention seront caduques et la subvention prévue ne sera pas versée.

Par ailleurs, en cas de litige sur la validité, l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à tout faire pour régler leur différend à l'amiable.

Toutefois, en cas de non-respect par l'une des deux parties de ses engagements au titre de cette convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

5. Durée

La présente convention est conclue pour une durée déterminée prenant effet à compter de la date de signature pour expirer, sans formalité, le 31 décembre 2024 suivant le déroulement de l'épreuve visée à la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à....., le

Daniel MEISSONIER

Bruno FAURE

Maire
Commune de Laveissière

Président
Conseil départemental du Cantal

CONVENTION DE PARTENARIAT relative au **Tour de France 2024 à AURILLAC**

ENTRE :

Le Conseil départemental du Cantal

Sis 28 avenue Gambetta

15 015 AURILLAC Cedex

Représenté par son Président, Bruno FAURE

ou son représentant,

Autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 31 mai 2024,

D'une part

La Ville d'Aurillac

Sise Mairie d'Aurillac, BP 509, 15 005 AURILLAC Cedex

Représentée par son Maire, Pierre MATHONIER

Autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal du 13 juin 2024,

D'autre part

Vu le contrat TDF 2024 intervenant entre ASO, le Conseil départemental du Cantal et les Communes de Laveissière et d'Aurillac qui précise les conditions selon lesquelles les Collectivités hôtes accueilleront le Tour de France 2024.

Il est établi la convention suivante étant précisé que :

Poursuivant sa politique ambitieuse de communication territoriale, le Cantal accueillera en 2024 deux étapes du Tour de France avec une arrivée au Lioran le 10 juillet et un départ le 11 juillet à Aurillac.

Cette épreuve cycliste renommée est la garantie d'offrir à un large public populaire, un spectacle de grande qualité, de plus gratuit pour les spectateurs.

En accueillant ce type d'événement couvert par de nombreux médias nationaux et internationaux, les Collectivités hôtes renforcent l'attractivité de leur destination.

1. Objet de la convention

La présente convention définit les montants du partenariat financier entre la Ville d'Aurillac et le Conseil départemental du Cantal pour le départ de la douzième étape du Tour de France le 11 juillet 2024 à Aurillac.

2. Engagements du Conseil départemental du Cantal

Le Conseil départemental du Cantal s'engage à porter le financement global des deux étapes cantaliennes pour un montant TTC de 264 000 €. Ce montant sera réglé à la société organisatrice de l'événement, Amaury Sport Organisation.

3. Engagements de la Ville d'Aurillac

La Ville d'Aurillac verse au Conseil départemental du Cantal une subvention de 50 000 € TTC pour participer au financement du départ de la douzième étape du Tour de France le 11 juillet 2024 à Aurillac.

4. Résiliation/annulation/caducité

En cas d'annulation de l'étape du Tour de France pour des raisons de force majeure ou pour toutes raisons extérieures à la volonté des deux parties, les obligations de la présente convention seront caduques et la subvention prévue ne sera pas versée.

Par ailleurs, en cas de litige sur la validité, l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à tout faire pour régler leur différend à l'amiable.

Toutefois, en cas de non-respect par l'une des deux parties de ses engagements au titre de cette convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

5. Durée

La présente convention est conclue pour une durée déterminée prenant effet à compter de la date de signature pour expirer, sans formalité, le 31 décembre 2024 suivant le déroulement de l'épreuve visée à la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à....., le

Pierre MATHONIER

Bruno FAURE

Maire
Ville d'Aurillac

Président
Conseil départemental du Cantal

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-2

Investir dans les exploitations d'élevage - Cofinancement du dispositif 201 du Feader

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP - 2022 - 06/07 - 13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés en 2023 ;

Vu le programme régional Feader 2023-2027 Auvergne-Rhône-Alpes - Mesure 201 ;

Vu les dossiers de demande d'aide financière présentés ;

Vu le Comité de Sélection Feader en date du 2 avril 2024 ;

- **DECIDE** d'accorder des subventions pour un montant global de 257 729,15 € à 16 agriculteurs pour la réalisation d'investissements dans les exploitations d'élevage selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération.

Les subventions accordées relèvent du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au Chapitre 204, Fonction 6312 du budget départemental.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe : Investir dans les exploitations d'élevage (dispositif 201 du Feader)

RAISON SOCIALE	ADRESSE	CP	COMMUNE	TYPE DE PROJET	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	ASSIETTE ELIGIBLE HT (en €)	TAUX D'AIDE PUBLIQUE	AIDE PUBLIQUE PLAFONNÉE (en €)	AIDE FEADER (en €)	TAUX CDTs	AIDE CDTs (en €)
GAEC ROQUE	Les Marcaudes	15190	SANT AMANDIN	06 - Alimentation en eau des élevages	Forage avec installation d'une pompe et pose de 4 bacs de 1000 litres pour l'alimentation des vaches laitières	11 171,11	40	4 468,44	2 851 06	16	1 787,38
GAEC ROUGIER	8 La Serre	15240	LE MONTEIL	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage et/ou extension partielle et/ou acquisition d'équipements	Rénovation de la toiture d'un bâtiment d'élevage et mise en place de caméra de surveillance	115 173,51	40	40 310,73	24 886,43	14	16 124,30
GAEC DU PUECH LABRIE	39 Route des Bijaides	15800	BADALHAC	06 - Stockage et FAF	Installation d'une fabrique d'aliments à la ferme	13 481,76	35	4 718,61	2 531 16	14	1 887,45
GAEC DE LACAN	Lacan Mourjou	15340	PUYCAPPEL	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage et/ou extension partielle et/ou acquisition d'équipements	Création d'une fumière couverte	138 883,21	40	54 753,28	32 851 96	16	21 901,32
GAEC MONTEIL	La Sabarde	15240	LE MONTEIL	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage et/ou extension partielle et/ou acquisition d'équipements	Couverture en bac acier des toitures de 4 bâtiments suite à désamiantage de ces toitures + bardage en bac acier et translucidité du bâtiment logement animaux	141 165,22	40	56 466,08	33 979 64	16	22 586,44
GAEC DE LA ROCHETTE	La Rochette	15260	NEUVESQUE SUR TRUYÈRE	04 - Rénovation de bâtiments d'élevage et/ou extension partielle et/ou acquisition d'équipements	Mise en place d'un robot de ramassage dans un bâtiment d'élevage	16 000,00	40	6 400,00	3 940 00	16	2 560,00
EARL LAFON SARRET	Bourcenac	15140	SANT ORQUES DE MALBERT	06 - Alimentation en eau des élevages	Projet de captage pour l'alimentation en eau des pâturages et du bâtiment	17 210,35	40	6 884 14	4 130 48	16	2 753,66
GAEC DES CLAUZELS	Escalzade	15250	JUSSAC	06 - Alimentation en eau des élevages	Cadrage d'eau de source et acquisition d'une réserve d'eau et d'abreuvoirs pour l'alimentation en eau des pâturages	17 483,38	40	6 993,35	4 197 21	16	2 798 14
GAEC DU BREDOU	Le Bredou	15400	RIOMES MONTAGNES	04 - Rénovation de bâtiments d'élevage et/ou extension partielle et/ou acquisition d'équipements	Construction d'un hangar métallique clos à vocation de couverture des silos couloirs existants, de stockage de fourrage et de logement de bovins en aire pallée intégrale	169 995,99	40	75 998,39	45 599 03	16	30 399,36
SCEA VIDALEUC DU COLOMBIER	7 Rue de Bellevue	15220	PIERREFORT	06 - Alimentation en eau des élevages	Amélioration de l'alimentation en eau des pâturages et du bâtiment	20 352,00	35	7 123,20	4 273 92	14	2 849,28
GAEC LACROIX	La Gardille	15190	LUGARDE	06 - Alimentation en eau des élevages	Cadrage d'eau de source et acquisition d'une réserve d'eau et d'abreuvoirs pour l'alimentation en eau des pâturages	30 003,00	35	10 503,15	6 301 89	14	4 201,26
GAEC LES CHAMPS FLEURS	Le Montail	15100	SOULAGES	04 - Rénovation de bâtiments d'élevage et/ou extension partielle et/ou acquisition d'équipements	Construction de deux bâtiments photovoltaïques en tiers investisseur dont un à usage de stockage de fourrage et un à usage de stabulation pour des bovins. Construction d'une fosse à lisier non couverte.	319 523,96	40	127 809,58	76 685 74	16	51 123,84

RAISON SOCIALE	ADRESSE	CP	COMMUNE	TYPE DE PROJET	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	ASSIETTE ELIGIBLE HT (en €)	TAUX D'AIDE PUBLIQUE	AIDE PUBLIQUE PLAFONNÉE (en €)	AIDE FEADER (en €)	TAUX CD15	AIDE CD15 (en €)
GAECD'ESCLAUZELS	Esclauzels	15250	JUSSAC	04 - Réhabilitation de bâtiments d'élevage et/ou extension partielle et/ou acquisition d'équipements	Construction d'un apperlis bois en extension d'une autre existante et aménagement qui relève entravée en l'absence d'un règlement d'usage des terres rattaché central. Création d'une fosse à leur couverture.	376 829,52	40	150 731,80	90 439,08	16	60 292,72
			MONTEBOUTIF	10 - Mécanisation en zone de montagne	Acquisition d'une autochargeuse	50 000,00	40	20 000,00	12 000,00	16	8 000,00
GAECDU BREDOU	Le Bredou	15400	RIOMES MONTAGNES	10 - Mécanisation en zone de montagne	Acquisition d'une autochargeuse	87 900,00	40	35 160,00	21 096,00	16	14 064,00
GAECLAFONA MOUGEAC	Mougeac	15220	MARCOLES	10 - Mécanisation en zone de montagne	Acquisition d'une autochargeuse	90 000,00	40	36 000,00	21 000,00	16	14 400,00
TOTAL						1 633 184,01		644 322,75	386 593,60		257 725,15

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-3

Convention couleuralcantal.tv avec la Fédération des Associations Laïques du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- **ARRETE** la contribution financière du Conseil départemental à 9 000 € pour l'année 2024 en faveur de la FAL, au titre des crédits de communication ;

- **ADOpte** la convention de partenariat entre le Conseil départemental et la FAL au titre de la télévision de proximité par Internet intitulée « couleuralcantal.tv », annexée à la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 11 du budget départemental.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

couleurcantal.tv

Télévision de proximité par Internet

Convention de partenariat

***Conseil départemental du Cantal
Fédération des Associations Laïques (FAL) du Cantal
2024***

Convention de partenariat

entre :

le Conseil départemental du Cantal
représenté par son Président M. Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération de la
Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du 31 mai 2024
Hôtel du Département
28 avenue Gambetta
15015 AURILLAC CEDEX

et :

la Fédération des Associations Laiques (FAL) du Cantal
représentée par son Président M. Alain CALMETTE
Centre laïque Antonin Lac
15012 Aurillac CEDEX

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 / objet de la convention

Le Conseil départemental du Cantal et la Fédération des Associations Laïques du Cantal (ci-après désignée par l'acronyme FAL) conviennent de s'engager dans une action commune visant à promouvoir par l'image les événements, actions et projets du territoire à travers la diffusion des programmes de **couleurcantal.tv**, télévision de proximité par Internet éditée et réalisée par la FAL du Cantal.

Article 2 / nature et contenus des programmes

Les programmes réalisés dans le cadre de la présente convention prendront principalement la forme de reportages vidéos de type magazine et de durées variables (de 1 à 5 minutes environ). Ils pourront occasionnellement, à la demande du Conseil départemental du Cantal, prendre une autre forme (clip de présentation, modules courts pour diffusion sur les réseaux sociaux, etc.)

Pour chacun des programmes réalisés, le Président et/ou un(e) élu(e) du Conseil départemental du Cantal et/ou les personnels concernés seront invité(e)s à s'exprimer sur le thème abordé dans le reportage réalisé.

Sauf cas particulier et/ou nécessité liée au sujet traité, le temps de tournage pour la réalisation d'un programme ne devra pas excéder deux demi-journées, et le temps de montage deux demi-journées également, soit quatre demi-journées au total. Dans le cas contraire, le temps de travail supplémentaire sera décompté comme partie d'un nouveau programme réalisé.

Article 3 / responsabilités des parties

Le Conseil départemental du Cantal dispose de la responsabilité éditoriale des programmes réalisés dans le cadre de la présente convention. Il détermine les sujets à traiter, en fixe le calendrier au moins à chaque début de trimestre pour le trimestre à venir et sollicite la FAL à intervalle régulier.

Le Conseil départemental du Cantal désigne le Directeur de Cabinet et la Cheffe de Cabinet comme interlocuteurs afin de solliciter la FAL pour les reportages à réaliser et pour procéder à leur validation.

La FAL du Cantal assure la responsabilité rédactionnelle, l'organisation matérielle, la réalisation (tournage et montage) et la mise à disposition des programmes réalisés auprès du Cabinet du Conseil départemental du Cantal.

Article 4 / modalités de diffusion

La diffusion des programmes réalisés par la FAL sera assurée principalement via Internet aux adresses :

- www.cantal.fr,
- www.couleurcantal.tv,
- www.facebook.com/cantalauvergne,
- www.facebook.com/webtv.couleurcantal,
- et sur tout autre support à la demande du Conseil départemental du Cantal <https://www.facebook.com/cantalauvergne>.

où ils seront librement et gratuitement accessibles au grand public pour visionnement (*streaming*).

Aucun programme ne pourra être diffusé par la FAL avant validation et/ou mise en ligne par les services du Conseil départemental du Cantal sur ses propres supports.

Article 5 / obligations des parties

La FAL du Cantal s'engage à consacrer trente (30) demi-journées à la réalisation d'actions de communication au profit du Conseil départemental du Cantal.

Ces trente demi-journées pourront être consacrées à :

- la réalisation de reportages portant sur l'actualité des événements, actions ou projets du territoire départemental et correspondant aux critères définis à l'article 2 de la présente convention ;
- la réalisation à l'issue de chaque séance publique de l'Assemblée départementale d'un sujet court avec interview du Président et/ou d'élus désignés par le Cabinet portant sur les enjeux de la séance et les décisions prises ;
- l'appui technique à la diffusion en direct des séances publiques du Conseil départemental du Cantal (streaming) et à leur rediffusion.

La FAL du Cantal s'engage par ailleurs à :

- assurer la mise en ligne de ces programmes sur ses propres supports (page Facebook Couleur Cantal et site Internet Couleur Cantal) ;
- permettre au Conseil départemental du Cantal d'utiliser gratuitement les programmes réalisés sur tout support de diffusion jugés utiles par lui : site Internet, réseaux sociaux, diffusions publiques, etc.

Le Conseil départemental du Cantal s'engage à verser à la FAL la somme de 9 000 € pour l'année 2024 correspondant à trente (30) demi-journées. Ce nombre pourra être révisé à la hausse ou à la baisse à tout moment à la demande du Conseil départemental du Cantal. Dans ce cas, une régularisation sera opérée en fin de convention et la somme facturée correspondra au nombre de demi-journées réellement réalisées au 31 décembre 2024. Le coût d'une demi-journée est de 250 € H.T.

Le Conseil départemental du Cantal s'engage par ailleurs à :

- faciliter par tous les moyens à sa disposition (information, documentation, contacts, accès, etc.) la réalisation des programmes précédemment définis ;
- assurer la mise en ligne de ces programmes sur ses propres supports.

Article 6 / durée de la convention :

La présente convention est établie pour l'année 2024.

Fait en deux exemplaires à Aurillac le

pour le Conseil départemental du Cantal
Le Président

pour la FAL du Cantal
Le Président

Bruno FAURE

Alain CALMETTE

Contact :
Couleur Cantal
FAL du Cantal
Paul Dufour
Chef de projet
contact@couleurcantal.tv
06 82 18 21 79

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-4

Fonds Cantal Animation

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Florian MORELLE et Christophe VIDAL se retirent et ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Locales ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°23CD05-28 du 18 décembre 2023 approuvant le renouvellement du dispositif d'aides dénommé Fonds Cantal Animation, ainsi que les modalités et conditions d'attributions et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

- ATTRIBUE des subventions aux manifestations ou associations locales de 11 cantons pour un montant global de 42 714 € au titre du Fonds Cantal Animation.

Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des

délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL ANIMATION
Commission Permanente du 31 mai 2024

Bénéficiaires	Objet	Subvention
CANTON D'ARPAJON SUR CERE		
Association Prévention Santé	soutien aux activités de l'association	250
Ecole de Ladinhac	organisation de la classe découverte à Paris du 24 au 27 juin 2024 pour 10 élèves	250
Cercle Sportif Arpajonnais	organisation du stage de Pâques du 16 au 19 avril 2024	400
Tour du Cantal Pédestre	organisation de l'édition 2024 du Tour du Cantal pédestre	200
Association Sportive La Ponétie	participation au Championnats de France UNSS de Rugby du 28 au 30 mai 2024 à Hyères	300
Maison des Jeunes et de la Culture M.J.C. de l'Oustal	organisation de la journée de l'Europe le 9 mai 2024	450
CANTON D'AURILLAC 1		
Pétanque Ytrac Club	organisation du National de Pétanque d'Ytrac 2024	800
Tout un cirque!	organisation du festival "Cirque Ensemble" 2024	500
Association A.V.F. Accueil des Villes Françaises	organisation de la 3e édition "des Puces des Couturières" le 2 juin 2024	200
Latino Dance	organisation des manifestations 2024	500
AS Espinat	fonctionnement 2024	300
Les Digitales Ytracoises	fonctionnement	600
Ecole Ytrac Jeunes Football E.Y.F.J.	participation au Tournoi à la Grande Motte en juin 2024	504
Ytrac Animations	organisation du projet "Ytrac fête de la musique" en 2024	200
CSA Caserne Capitaine GUILLON	participation au Championnat du monde HYROX à Nice en juin 2024	500
CANTON D'AURILLAC 2		
Tout un cirque!	organisation du festival "Cirque Ensemble" 2024	300
Torpédo Club du Cantal	fonctionnement 2024	200
CANTON DE MAURIAC		
Les Anciens du Stade Pleaudien	fonctionnement 2024	600
CANTON DE MAURS		
Association des donneurs de sang bénévoles Cère et Rance en châtaigneraie	fonctionnement 2024	150
Commune de Maurs	organisation de la Foire agricole de Maurs	500
ACCA de Quézac	réalisation de la fin des travaux du local de chasse pour l'ACCA de Quézac et l'ACCA de Saint-Julien de Toursac	1 000
ACCA de Leynhac	extension du local de chasse à Leynhac	1 000
ACCA de Vitrac	fonctionnement	200
ACCA de Sansac de Marmiesse	organisation d'un ball-trap en juillet 2024	300
CANTON DE NAUCELLES		
Handball Club NRJSC	fête 20 ans du club	250
Association du Trail de l'Authre Tour	organisation de la course nature et de la randonnée le 10 novembre 2024 à Naucelles	200
Club Canin Cantalien de Reilhac	développement de l'activité et organisation de manifestations	150
EHPAD Les Jardins de Saint-Ilhde	organisation des Olympiades inter-établissements le 4 juillet 2024	200
Association "Le Chaudron de Freix"	organisation des animations 2024	250
APE Ecole de Naucelles	réalisation des projets pour les enfants	200
Mairie de Saint-Cernin	organisation du Salon du Polar 2023	300
Athlétic Club Vélopidéique Aurillac	organisation du 17e Tour Cycliste de la CABA	150
CANTON DE NEUVEGLISE SUR TRUYERE		
La Vallée du Bès	organisation de la Fête de village le 27 juillet 2024	300

Association Intergénération Caldauguès-Aubrac	fonctionnement 2024	850
Association pour le Don de Sang Bénévole du Pays de Saint-Flour	réalisation d'actions en 2024	100
APE de l'Ecole Publique de Neuvéglise-sur-Truyère	organisation d'un voyage scolaire à Port Leucate du 27 mai au 31 mai 2024	360
Club d'animation Les Enfants en Aubrac	organisation d'activités culturelles de loisirs et sportives pour les enfants de 0 à 18 ans	850
Chaudes-Aigues Pétanque	organisation de concours et d'animations en 2024	300
CANTON DE SAINT-FLOUR 1		
Comité de Jumelage Saint-Flour / Haselünne	organisation de la réception de la délégation allemande 2024	250
Amicale Sapeurs - Pompiers de Saint-Flour	organisation de la 2ème édition de la journée du 14 juillet	400
Vélo Club du Pays de Saint-Flour	participation au Championnat du Cantal	500
Ecole Louis Thioleron	organisation d'un projet à l'occasion du 80e anniversaire de la Libération de la France	250
Musique et Cie	organisation du Festival de Jazz en 2024	500
ACCA de Menthières	acquisition d'une chambre froide	1 000
VTT Passion Massiac	organisation de la 5e randonnée VTT des deux chapelles le 20 juin 2024	600
Tennis Club de Saint-Flour	organisation d'une journée au tournoi de Lyon	500
Team Section 4/3	participation au Rallye Africa Raid	500
Association Amis Patrimoine de Talizat	organisation d'une exposition photo	300
Equi Club Volzac	redynamisation du Club	300
Pétanque Haute Auvergne	organisation du Championnat de France de pétanque les 29 et 30 juin à Saint-Flour	1 000
Comité des Fêtes de Lastic	organisation de la Fête patronale les 20 et 21 juillet 2024	300
La Sanfloraine Section Gymnastique	participation à la mise en place d'une formation	300
Entente Sportive de la Chapelle Laurent	aménagement du stade et acquisition d'équipements sportifs	500
ACCA de Laurie	participation au plan de chasse	250
CANTON DE SAINT-FLOUR 2		
APEL Notre Dame	organisation d'un voyage scolaire en Aveyron	650
Association pour l'Animation du Pays de Pierrefort	organisation du festival Caillou Costaud 2024	1 000
Amicale Sapeurs - Pompiers de Saint-Flour	organisation de la 2ème édition de la journée du 14 juillet	1 500
Vélo Club du Pays de Saint-Flour	participation au Championnat du Cantal	200
Comité des fêtes de Sainte-Marie	organisation de la fête patronale les 14 et 15 août 2024	500
Club du 3e Age de Villedieu	organisation de l'animation de Noël au Club des Aînés Rurax "Le lien" Villedieu	500
Club du 3e Age de Valuéjols	organisation de l'animation de Noël pour le Club	500
Club du 3e Age de Pierrefort	organisation de l'animation de Noël pour le Club	500
Les Foies Ternoises	organisation de la fête médiévale	500
Les Jeunes Agriculteurs du Cantal	organisation de la Fête de la Terre à Valuéjols	1 000
Alerte Sanfloraine - Club de Tir	participation au championnat de France les 16 et 17 mars 2024 à Haguenau	200
La Sanfloraine Judo	participation au championnat de la Coupe de France minimes en 2024	200
Lycée Professionnel Agricole Louis Mallet	organisation de sorties sport	200
Collège Blaise Pascal	acquisition de tenues adaptées	250
Equi Club Volzac	organisation du concours Hunter le 1er mai 2024	250
Comité de Jumelage Saint-Flour / Haselünne	fonctionnement	200
APE de Villedieu - Bouzentes	organisation d'un voyage scolaire aux Châteaux de la Loire	500
Collège des Gorges de la Truyère Pierrefort	organisation d'un voyage scolaire	550

Commune de Valuéjols	organisation d'une animation à la bibliothèque"partir en livre" du 17 au 20 juillet 2024	350
Pétanque Haute Auvergne	organisation du Championnat de France de pétanque les 29 et 30 juin à Saint-Flour	1 000
Tennis Club de Saint-Flour	organisation d'une journée au tournoi de Lyon	200
CANTON DE SAINT-PAUL DES LANDES		
Rugby Club des Landes	organisation d'une sortie au parc aquatique Quercyland à Souillac le 22 juin 2024	300
Comité des Fêtes de Saint-Saury	animations lors du passage du Tour de France le 11 juillet 2024	200
CANTON DE VIC SUR CERE		
LNT Association	Fonctionnement 2024	200
Sprinter Club Aurillac	organisation de la course en ligne "Souvenir Antonin Magne"	300
Association Cère Auto Rétro	Fonctionnement 2024	500
Association D'LIRE	fonctionnement 2024	500
Comice Agricole Jordanne et Cère	organisation du concours de la race Salers	500
ACCA de Vic sur Cère	participation aux travaux de la salle de découpe	400
Association des chevaux de trait du Val de Cère	organisation d'un concours de chevaux de trait le 31 août 2024 à Polminhac	500
Association Vic Volley Ball	acquisition d'équipements sportifs	350
ACAMPAR - Académie des Musiques Populaires d'Auvergne	fonctionnement	500
Association les Amis de l'Eglise de Jou (A.D.E.J.)	organisation d'une manifestation autour du patrimoine et de ses métiers	500
Association La Pastourelle	soutien à la Pastourelle	1 000
Vertical Vic	soutien au projet de voie de vitesse enfants	500
Association Cheval Découverte	soutien à la TEAM TREC Cheval	300
Comité des Fêtes de Badailhac	organisation de la Fête du village les 22 et 23 juin 2024	500
Association Les Cités Cantaliennes de l'Automne Résidence Docteur Jean Liandier	organisation du spectacle de Noël 2024	500
EHPAD Raulhac Animation Bénévole et Amis	organisation des animations à l'EHPAD	300
Nanga, Boussum en Carladès	10e anniversaire du Tournoi du Soleil le 22 juin 2024	500
Association One Two Tripoux	organisation de la manifestation One Two Tripoux 2024	300
2 CV du Carladéz	soutien aux manifestations 2024	200
Club de Plongée Aurillacois - Cantal Apnée	soutien à la manifestation au Lac des Graves	200
Mairie de Vezels-Roussy	animations pour le Cantal Tour cadet cycliste	500
Comité des Fêtes de Velzic	organisation des animations à Velzic en 2024	300
TOTAL		42 714

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-5

Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- DECIDE d'attribuer les subventions suivantes :

- 100 euros pour l'association des Radios Amateurs du Cantal ;
- 300 euros pour l'association Virage Dorien ;
- 500 euros pour l'association Félibrige Maintenance d'Auvergne ;
- 300 euros pour le comité FNACA de Saint-Cernin ;
- 500 euros pour l'association sportive du collège de Saint-Mamet ;
- 300 euros pour le Lions Club d'Aurillac ;
- 400 euros pour le Club de la Presse Auvergne.

Les montants seront imputés sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.-

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-6

Transfert de domanialité d'une partie de la voirie communale de la Commune de Saint-Flour dite "Chemin du Chapelou au RD921" dans le domaine public départemental

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER.

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L131-4 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération de la Commune de Saint-Flour en date du 18 mars 2024 approuvant le transfert de domanialité de la voie communale non revêtue dite « Chemin du Chapelou au RD 921 » comme indiqué sur le plan joint ;

Considérant que la construction du Pôle Routier Départemental sur la parcelle BM 346 nécessite l'aménagement d'un accès aménagé sur environ 55 mètres de la voie communale non revêtue dite « Chemin du Chapelou au RD 921 » ;

- **EMET** un avis favorable au transfert de domanialité d'une partie de la voie communale non revêtue dite « Chemin du Chapelou au RD 921 » dans le domaine public départemental figurant sous teinte rose sur le plan joint en annexe.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Partie à revêtir



Département :
CANTAL

Commune :
SAINT FLOUR

Section : BM
Feuille : 000 BM 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 19/04/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC45
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

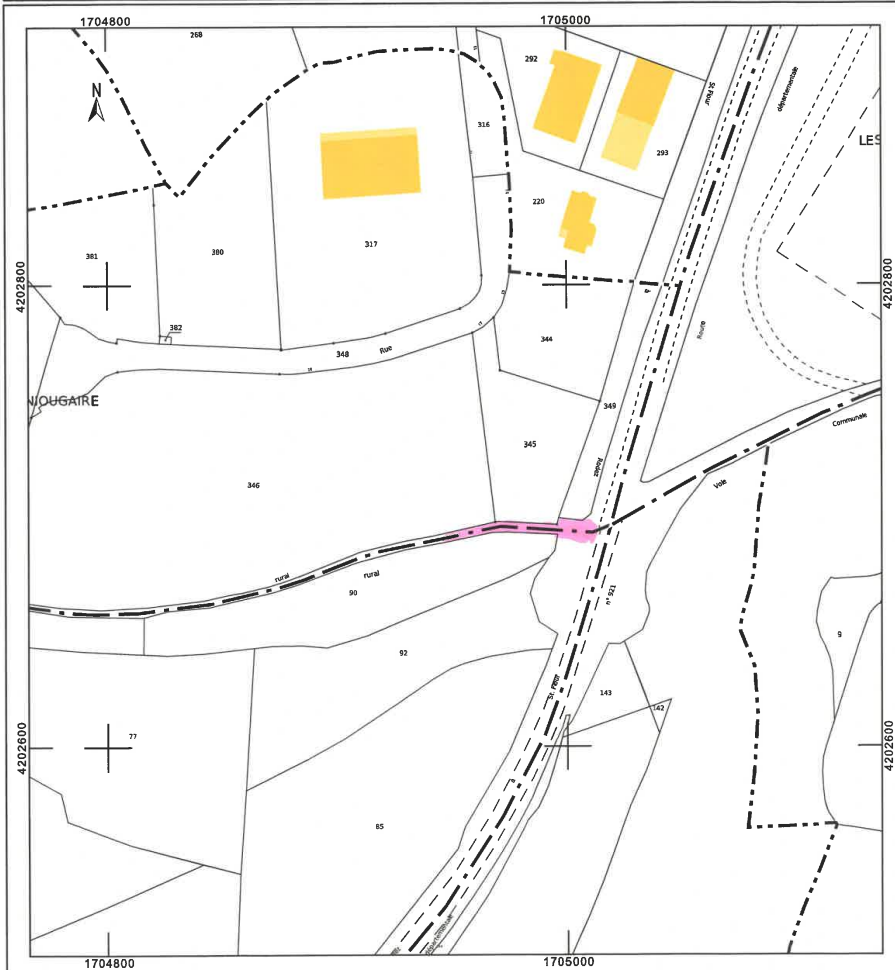
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
AURILLAC
3 Place des Carmes 15012
15012 AURILLAC CEDEX
tél. 04 71 43 44 84 - fax 04 71 43 44 77
cdif.aurillac@dgflp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



COMMUNE DE SAINT-FOUR
CONSEIL MUNICIPAL DU 18 MARS 2024
DELIBERATION N°18/03/2024-46

Conseillers en exercice :	29	L'an deux mille vingt-quatre, le dix-huit Mars, à dix-neuf heures, le
Présents :	19	Conseil Municipal de la Commune de SAINT-FOUR s'est réuni
Absents représentés :	7	en séance ordinaire au lieu habituel de ses séances, après
Absents excusés :	3	convocation légale, sous la présidence de Monsieur Philippe
Votants :	26	DELORT, Maire.

Étaient présents :

M. Philippe DELORT, Maire, M. Eric BOULDOIRES, MME Marie PETITIMBERT, M. Frédéric DELCROS, MME Annick MALLET, MM. Jean-Pierre JOUVE, Jérôme GRAS, MME Florie PAROU, Adjoint,
MM. Jean-Claude PRIVAT, Jean-Luc PERRIN, Géraud DELPUECH, MMES Emmanuelle NIOCEL-JULHES, Maryline VICARD, MM. Yannick MOURET, Marc POUGNET, MMES Martine GUIBERT, Christiane MEYRONEINC, M. Jonathan LAROUSSINIE, MME Marie-Pierre MURAT, Conseillers Municipaux.

Absents représentés :

MME Bonnie DELEPINE par M. Philippe DELORT,
MME Corinne AMAT par M. Frédéric DELCROS,
M. Christian GRENIER par MME Florie PAROU,
M. Nicolas FERNANDEZ par M. Eric BOULDOIRES,
MME Mathile BOUT par MME Annick MALLET,
MME Marine NEGRE par MME Emmanuelle NIOCEL-JULHES,
M. Adrien LAMAT par M. Marc POUGNET.

Absents excusés :

MME Patricia RENAUD,
M. Tarek EL MAROUANI,
MME Nathalie LESTEVEN.

Madame Florie PAROU a été désignée pour remplir les fonctions de Secrétaire.

Le Maire certifie qu'un extrait de la présente délibération a été publié le **04 AVR. 2024** et que la convocation avait été faite le 12 Mars 2024.

Le présent extrait a été transmis le **29 MARS 2024**
à Madame le Sous-Préfet de SAINT-FOUR.

Tout recours contentieux à l'encontre de la présente délibération doit être déposé, dans un délai de deux mois à compter de sa date de réception en Sous-Préfecture, auprès du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télerecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

OBJET : TRANSFERT DE DOMANIALITE D'UNE PARTIE DE LA VOIRIE COMMUNALE NON REVETUE DITE « CHEMIN DU CHAPELOU AU RD 921 » DANS LE DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL

RAPPORTEUR : Monsieur Frédéric DELCROS

Le Département du Cantal a engagé des travaux pour la construction d'un Pôle Routier Départemental sur la parcelle BM 346 située sur la Commune de Saint-Flour.

Un accès aménagé est nécessaire sur une partie de la voie communale non revêtue dite « Chemin du Chapelou au RD 921 » appartenant au domaine public routier de la Ville de Saint-Flour bordant la parcelle BM 346.

Le projet consiste à emprunter cette partie de voie communale appartenant à la Commune de Saint-Flour pour accéder à la voie située sous les futurs quais de chargement.

Cette voie d'accès sera revêtue par la mise en place d'une structure de chaussée réalisée avec une couche de roulement en béton bitumineux sur une distance d'environ 55 mètres linéaires. Les travaux d'aménagements seront effectués et pris en charge par le Conseil Départemental.

Cette voie sera, bien évidemment, partagée avec les utilisateurs actuels et les réseaux déjà en place seront conservés.

Le Département propose à la Commune de transférer cette partie de voirie communale (55 mètres linéaires) dans le domaine public départemental.

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé du rapporteur,
Après avoir délibéré,

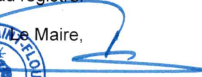

- APPROUVE le transfert de domanialité d'une partie (55 mètres linéaires) de la voirie communale non revêtue dite « Chemin du Chapelou au RD 921 » comme précisé sur le plan joint.

- PRECISE que l'ensemble des frais afférents à cette affaire seront à la charge du Conseil Départemental.

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

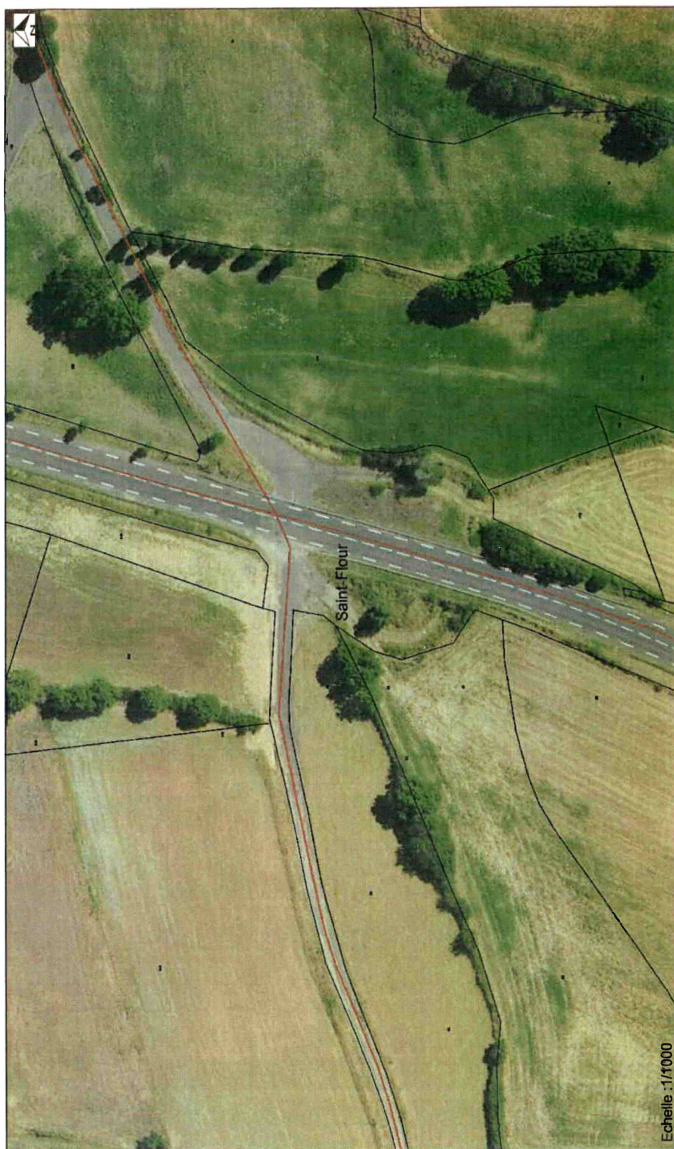
POUR : 26 voix

Ainsi délibéré en séance ordinaire les jour, mois et an susdits, et les membres présents ont signé au registre


Le Maire,
 Philippe DELORT

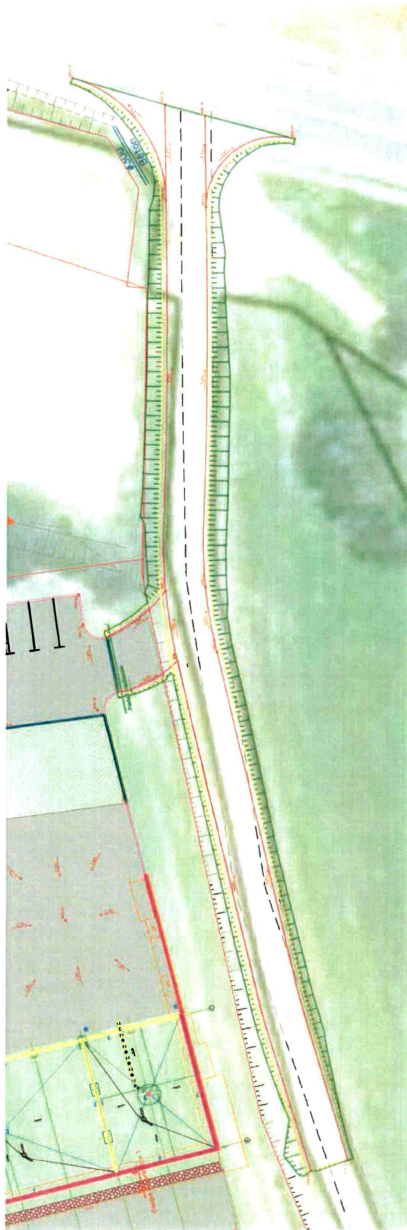
L'élu secrétaire de séance,


Florie PAROU



Echelle : 1/1000

Jeudi 18 février 2021



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-7

Transfert de domanialité d'une partie d'un délaissé de la route départementale n°16 à la Commune de Ségur-Les-Villas

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER.

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L131-4 ;
Vu la délibération de la Commune de Ségur-Les-Villas en date du 29 mars 2024 acceptant le transfert de domanialité d'une partie de l'ancienne Route Départementale n°16 ;

Considérant que l'aménagement de la Route Départementale n°16 a abouti à la création d'un délaissé de route utile à la Commune de Ségur-Les-Villas au niveau du Pont de la Gazelle pour l'implantation d'un équipement sur le réseau AEP ;

- **EMET** un avis favorable au transfert de domanialité d'une partie de l'ancienne portion de la Route Départementale n°16 à la Commune de Ségur-Les-Villas, figurant sous teinte rouge sur le plan et la vue aérienne joints en annexe de la présente délibération.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Département :
CANTAL

Commune :
SEGUR-LES-VILLAS

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
AURILLAC
3 Place des Carmes 15012
15012 AURILLAC CEDEX
tél. 04 71 43 44 84 -fax 04 71 43 44 77
cdif.aurillac@dgfip.finances.gouv.fr

Section : B
Feuille : 000 B 02

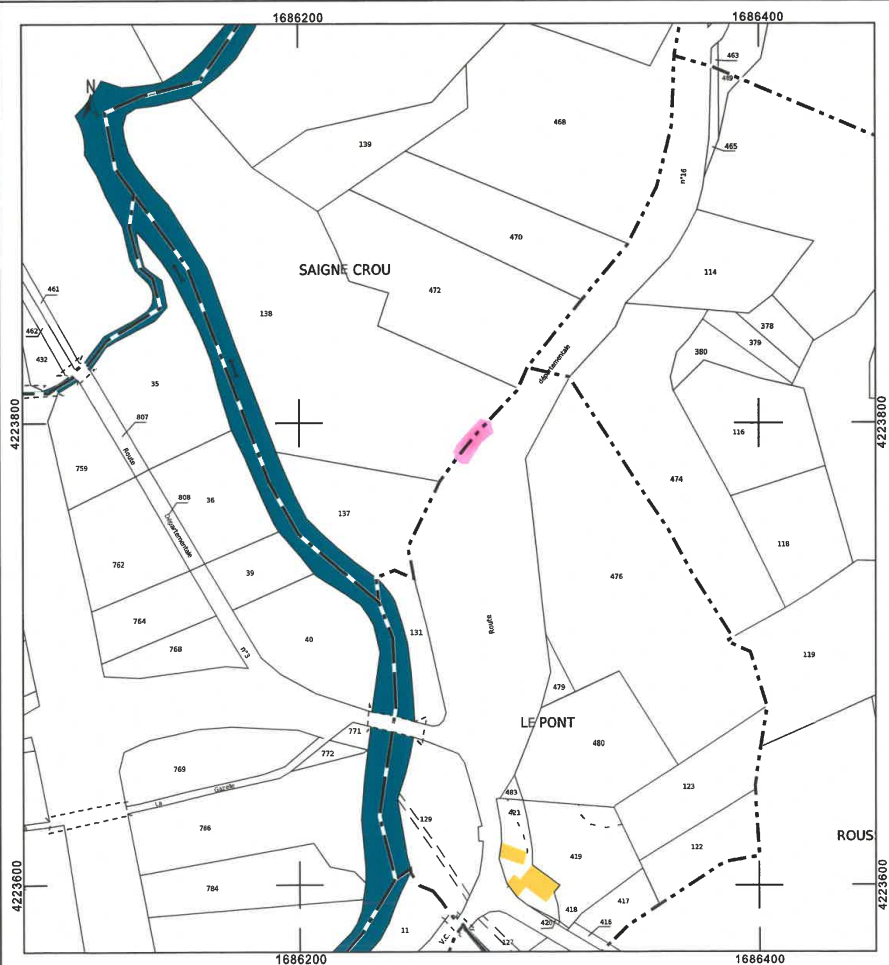
Échelle d'origine : 1/2500
Échelle d'édition : 1/2000

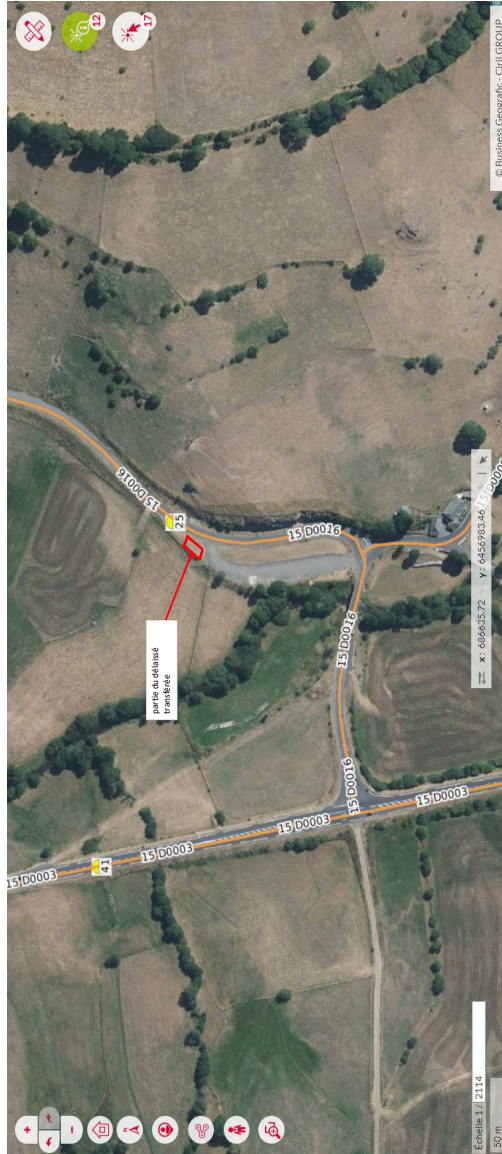
Date d'édition : 19/04/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC45
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





Séance du vendredi 29 mars 2024

Date de la convocation: 25/03/2024

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-neuf mars l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Gilles AMAT,

Membres en exercice :
9

Présents : 9

Votants : 9

Présents : Robert FLAGEL, Gilles AMAT, Joël CHABRIER, Jérôme CUZOL, Michel CUZOL, David ESCOUROLLE, Guillaume LAJOIGNIE, Aurélie LYONNET ÉPOUSE LAJOIGNIE, Hubert MARCOMBE

Représentés :

Excusés :

Absents :

Secrétaire de séance : Hubert MARCOMBE

2024_003 - Objet : Transfert de domanialité d'un délaissé RD 16 - Réseau AEP

Objet : TRANSFERT DE DOMANIALITE D'UN DELAISSE DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE N° 16

L'aménagement de la Route Départementale n° 16 a créé une portion de route au Pont de la Gazelle au PR 25 qui n'a plus d'intérêt pour la voirie départementale.

La commune de Ségur-les-Villas est intéressée par une partie de ce délaissé (plan joint) en vue de l'implantation d'un équipement pour le réseau d'AEP de la commune. Cet ouvrage devra se situer à 4 mètres minimum du bord de chaussée comme le prévoit le règlement de la voirie routière du Conseil départemental.

Le Département propose à la Commune de transférer cette partie de délaissé dans le domaine public communal.

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **ACCEPTE** le transfert de domanialité du délaissé de l'ancienne route départementale n° 16 comme précisé sur le plan joint,



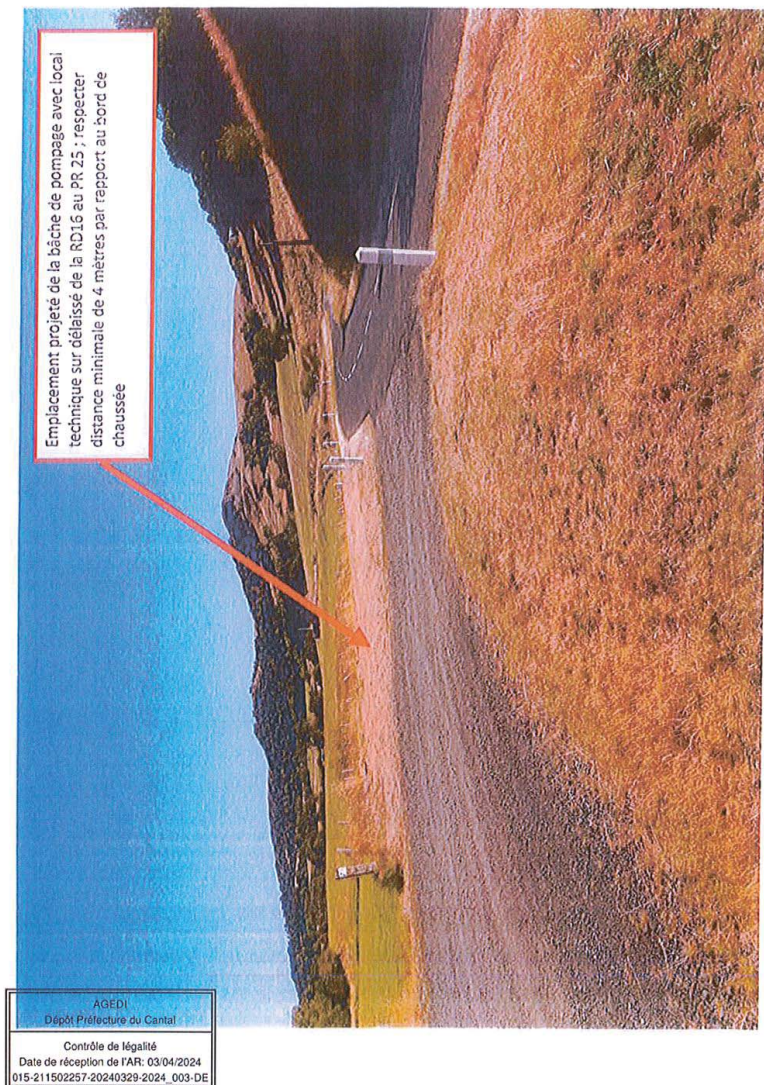
Pour copie certifiée conforme ,

le maire
Gilles AMAT



Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
le 03/04/2024
et publié ou notifié
le 03/04/2024

AGEDI Dépôt Préfecture du Cantal
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 03/04/2024 015-211502257-20240329-2024_003-DE



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-8

Aménagement de la Route Départementale n°50 - Commune de Chaliers - Déclassement et cession d'un délaissé au profit d'un tiers

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.112-8 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président, faisant office de notaire, à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales ;

Considérant l'inutilité de cette parcelle nullement gérée ;

- DECIDE de déclasser et de procéder à la cession du terrain tel qu'il figure au tableau ci-après :

**ROUTE DEPARTEMENTALE N°50
Commune de CHALIERS**

Acquéreur : Madame

Dossier AAF37

Cadastre et Superficie

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
C	820	Prat Long	51	Délaissé

Montant de la vente arrondi à 150 €.

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité de vendeur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer l'acte authentique en la forme administrative correspondant ainsi que tout document s'y rapportant.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-9

Aménagement de la Route Départementale n°110 - Commune de Neuvéglise-sur-Truyère - Indemnisation de fermiers

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la voirie routière et notamment l'article L.131-5 ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 adoptant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

Vu la convention départementale d'indemnisation des propriétaires et exploitants agricoles conclue le 7 août 1990 entre le Préfet du Cantal, les Services Fiscaux, le Département et les Organismes Agricoles ;

- **DECIDE** l'indemnisation des exploitants selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-dessous :

GRC 2023 "Fontille" SIERIS – RD 110
Commune de NEUVEGLISE-SUR-TRUYERE - 01183

Fermiers	Propriétaires	N° parcelle	Surface en m ²	Nature	Indemnité d'éviction	Indemnité clôtures	Indemnité totale en €
EARL CAIRON ROLLIN		227D106	211	Terre	53,64 €	510,00 €	563,64 €
GAEC DAVID	CONSORTS PEYRAC JEMINET	227D108	85	Terre	21,61 €	300,00 €	321,61 €
GAEC DAVID	CONSORTS DAVID	227D125	166	Terre	42,20 €	360,00 €	402,20 €

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention d'indemnisation à intervenir dans ces affaires.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-10

**Aménagement des Routes Départementales n°679, n°617 et n°22 - Communes de
Champs-Sur-Tarentaine-Marchal, Boisset et Trémouille - Acquisitions de terrains - Pas de DUP
(article 1042)**

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

- VALIDE les acquisitions de terrains nécessaires à l'aménagement des Routes Départementales n°679, n°617 et n°22 selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-après :

**Route Départementale n°679
Dégagement de visibilité - 01192**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : CHAMPS-SUR-TARENTEINE-MARCHAL

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité Principale et totale
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	
	G660	22	6678	TAILF	Arrondi à 15,00 €
	G664	102	3458	TAILF	Arrondi à 15,00 €
CONSORTS SERRE	H219	70	15030	TAILF	Arrondi à 15,00 €
	H221 - H227	11	21737	PRE	Arrondi à 15,00 €
	H286	60	124732	TAILF	Arrondi à 15,00 €

**Route Départementale n°617
Accès "le Moulègre" Planché du Souq - 01199**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : BOISSET

Nom du Propriétaire	Parcelles			Indemnité Principale et totale
	Références cadastrales	Surface en m²	Nature	
	BC119	1920	PRE	604,80 €

**Route Départementale n°22
Dégagement de visibilité La Crégut - 01191**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : TREMOUILLE

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité Principale et totale
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	
	A232	33	11147	TAILF	Arrondi à 15,00 €

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions et de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans ces affaires ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent ;

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-11

Appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle hors IAE 2025 »

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE) N°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 du 13 décembre 2013 est paru au Journal officiel de l'Union européenne du 30 juin 2021 ;

Vu le Règlement (UE) N°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture ;

Vu le projet d'Accord de Partenariat des autorités françaises 2021-2027 portant pour les fonds européens FEDER-FSE+-FTJ et FEAMP adopté par la Commission européenne en date du 2 juin 2022 ;

Vu le Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences 2021FR05SFPR001 adopté par la Commission européenne en date du 28 octobre 2022 ;

Vu le Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu le Vademécum sur le recours aux options de coûts simplifiés dans le cadre du lancement de la programmation 2021-2027 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Après avoir pris connaissance de l'avis émis par le Comité de Pilotage du 6 mars 2024 ;

- **APPROUVE** l'appel à projets « Insertion professionnelle hors IAE 2025 » joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au suivi de l'appel à projets.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

INTITULÉ ET CODE : 2025_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle hors IAE (ARA-OI955)

RÉGION ADMINISTRATIVE : Auvergne-Rhône-Alpes

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Département du Cantal

SERVICE GESTIONNAIRE : Conseil départemental du Cantal - Service Cantal Europe

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 03/06/2024

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2025 au 31/12/2025

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 1 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 12 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 800 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+/FTJ : 6 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+/FTJ MAXIMUM : 60 %

THÈME Insertion professionnelle . repérage-orientation-accompagnement ; levée des feins socioprofessionnels ; coordination-animation-ingénierie ; démarche inclusive dans les entreprises-administrations

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 10 000 €

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 01/09/2024



Financé par
l'Union
européenne

DESCRIPTION ET CONTEXTE :

Le **Conseil départemental du Cantal est organisme intermédiaire (OI) du Fonds Social Européen +** pour la période de programmation européenne 2021-2027. Ainsi, l'Organisme Intermédiaire Cantal pilote et gère des crédits européens FSE+ à travers la convention de subvention globale FSE+ intitulée "**Inclusion sociale et insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027**". Dans ce cadre, l'OI a adopté le 31 mai 2024 un appel à projets pour développer l'insertion socioprofessionnelle au sein des structures de l'insertion par l'activité économique.

Diagnostic :

Malgré un taux de chômage faible (4,1% - donnée révisée INSEE 2022) dans le Cantal, l'impact économique de la crise sanitaire s'est accompagné de chocs profonds sur l'emploi et sur l'accès à l'emploi pour les personnes les plus défavorisées. Le département enregistre de fortes fractures sur le marché de l'emploi. Les contrats à durée déterminée et précaires se multiplient et certains groupes sociaux demeurent exclus ou du moins désavantagés. Or l'inclusion dans l'emploi représente le premier gage de sortie de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Stratégie :

Le présent document expose les grands principes de la mise en œuvre de cet appel à projets. Il s'inscrit dans le cadre de l'objectif de l'Union européenne visant l' "investissement pour l'emploi et la croissance" formalisée en France par le **Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences** au sein de la priorité 1 " Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ ou des exclus " répondant à l' Objectif spécifique (OS) H " Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés". Il détermine les conditions d'éligibilité des projets déposés (règles communes et règles spécifiques, calendrier de dépôt des dossiers, indicateurs de résultats et de réalisation, etc.).

La mobilisation de la priorité 1 OSH a vocation à permettre l'accompagnement de projets d'insertion professionnelle et sociale, dans et par l'emploi à travers :

- **l'accompagnement renforcé vers l'emploi des personnes en recherche d'emploi ainsi que l'articulation de l'accompagnement professionnel et social ;**
- **l'implication des entreprises dans une démarche inclusive, sous la forme de conseils ou appui aux services des RH ou d'accompagnement par les partenaires sociaux ;**
- **l'insertion professionnelle, l'insertion sociale par l'emploi et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap.**

Les opérations d'accompagnement dans les SIAE sont inéligibles à cet appel à projets.



Financé par
l'Union
européenne

Le public cible accompagné correspond à **toute personne éloignée de l'emploi et/ou défavorisée, rencontrant des freins à une insertion professionnelle durable et de qualité.**

L'AAP concerne les opérations dont la période de réalisation est comprise entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2025. Les dossiers de demande de financement devront être déposés avant la fin de la période de réalisation de l'opération.

Lignes de partage FSE+ 2021-2027 entre la DREETS et l'OI Cantal :

Afin de permettre un déploiement du FSE+ en cohérence avec les compétences des différents acteurs publics sur les territoires, l'autorité de gestion nationale a confié principalement la mise en œuvre de cette priorité aux OI (conseils départementaux, métropoles, PLIE). Pour autant, la DREETS financera des projets sur la P1 ES04.8 (H), dans des cas particuliers comme les opérations se réalisant sur plusieurs départements et/ou opérations visant soit une finalité ou des publics très spécifiques (personnes placées sous main de justice...).

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

- **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

- **Objectif spécifique**

1.h Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

- **Contexte de l'objectif spécifique**

Cet appel à projets a vocation à structurer les actions concourant à l'insertion sociale et professionnelle des individus. **L'objectif spécifique H vise à soutenir des projets d'accompagnement global en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi et/ou les plus défavorisées.** Il permettra de mettre en place des actions d'insertion professionnelle et/ou des actions de levée de freins, pour garantir un parcours d'accompagnement global et sans rupture, prenant en compte tous les aspects de la vie de la personne. Il s'agit de répondre à l'enjeu national de la lutte contre la pauvreté, en dotant les individus d'un capital de ressources pratiques, juridiques, psychologiques facilitant leur insertion sociale et professionnelle. Les actions menées dans ce cadre peuvent être uniquement orientées « emploi » ou être combinées avec des actions d'insertion sociale.

Les acteurs cantaliens ont défini une politique commune en matière d'insertion et d'emploi via le **Pacte Territorial pour l'insertion et pour l'Emploi (PTIE)** où la priorité est de mettre en place toutes les étapes de parcours vers l'emploi (accompagnement social, accompagnement



Financé par
l'Union
européenne

socioprofessionnel, accompagnement professionnel) et de mobiliser l'ensemble des opérateurs pour une insertion dans l'emploi réussie. Cette palette de dispositif doit répondre aux besoins et aux attentes des usagers en fonction de leur situation propre. Ainsi, c'est un véritable parcours d'accompagnement individualisé et renforcé des usagers éloignés de l'emploi pour leur retour à l'emploi qui est visé par les signataires du PTIE.

• Objectifs

L'inclusion dans l'emploi représente le premier gage de sortie de la pauvreté. C'est pourquoi, cet objectif spécifique permettra de soutenir des projets :

- **d'accompagnement des personnes les plus éloignées de l'emploi et/ou les plus défavorisées (y compris les personnes en situation de handicap) vers l'emploi en mettant en œuvre des actions d'insertion professionnelle et/ou des actions de levée des freins socioprofessionnels pour garantir un parcours d'accompagnement prenant en compte tous les aspects de la vie de la personne et sans rupture.**
- **de coordonner et de mobiliser les acteurs du territoire dans les politiques d'insertion et d'emploi**

L'objectif principal est de soutenir des projets d'accompagnement global en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi et/ou les plus défavorisées comme :

- **augmenter le nombre de personnes accédant à un emploi durable et/ou à une formation ;**
- **améliorer l'inclusion socioprofessionnelle des personnes éloignées de l'emploi ;**
- **accroître le nombre de personnes très éloignées de l'emploi accompagnées dans le cadre de parcours intégrés d'accès à l'emploi ;**
- **renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement en développant l'ingénierie de parcours afin que ces derniers soient mieux adaptés aux difficultés rencontrées par les personnes ;**
- **améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion ;**
- **accroître le nombre d'employeurs impliqués dans l'accompagnement vers l'emploi des personnes très éloignées de l'emploi ;**
- **renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement en prenant d'avantage en compte la relation avec les employeurs et en favorisant la mise en situation professionnelle.**

Il s'agit de permettre la **constitution d'un environnement favorable à l'insertion socioprofessionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi ou les plus fragilisées** tant les démarches des structures pour l'ingénierie et la coordination des acteurs que les démarches d'accompagnement des personnes en combinant autant que nécessaires les actions professionnelles et d'ordre social. L'objectif est de pouvoir structurer des parcours d'insertion mobilisant l'ensemble des solutions et l'ensemble des partenaires nécessaires dans un objectif d'insertion professionnelle des bénéficiaires ultimes.

• Actions visées



Financé par
l'Union
européenne

Les actions visant à permettre l'accompagnement renforcé vers l'emploi des personnes en recherche d'emploi ainsi que l'articulation de l'accompagnement professionnel et social, pouvant comprendre :

- Le repérage, l'orientation et l'accompagnement personnalisé et adapté vers l'emploi (hors actions de formation) : premier accueil, diagnostic social et professionnel, caractérisation des besoins, définition du projet professionnel, actions de remobilisation, de valorisation des compétences (dont VAE), mise à l'emploi pendant le parcours, suivi durant le parcours notamment grâce à des « référents de parcours », appui intensif, actions de préparation opérationnelle à l'emploi, etc.
- La levée des freins : soutien et accompagnement dans les domaines de la mobilité, l'accueil /garde collective des jeunes enfants notamment aux horaires atypiques, l'accès aux droits, l'accès aux soins y compris psychologiques, et prise en charge des addictions, accès au logement et maintien dans le logement, aide matérielle ou financière nécessaire à l'accès à l'emploi ; accompagnement dans l'aptitude à mener des démarches en ligne (inclusion numérique). Dans le cadre d'un accompagnement ce soutien peut prendre la forme d'une prise en charge de frais et d'aides financières ponctuelles (hors allocations et hors loyer).
- La coordination des acteurs dans l'accompagnement des personnes suivies, l'animation territoriale, l'ingénierie de projets et de parcours, ainsi que le suivi des parcours, y compris par le développement, le déploiement, la mise en réseau et la mise à jour technologiques de systèmes d'information.

Les actions visant à impliquer les entreprises dans une démarche inclusive, sous la forme de conseils ou appui aux services de ressources humaines ou d'accompagnement par les partenaires sociaux, ces actions peuvent notamment concerner les thématiques suivantes :

- Evolution des pratiques de recrutement à travers notamment la médiation vers l'emploi ;
- Appui à l'émergence des pratiques (équilibre vie professionnelle/vie privée, emploi de personnes handicapées, etc.), leur capitalisation et leur essaimage ;
- Développement des aspects sociaux et des achats responsables dans la commande publique et de la commande privée (dont clauses sociales) ;
- Lutte contre les discriminations ;
- Coordination de la relation aux employeurs.

Les actions favorisant l'insertion professionnelle, l'insertion sociale par l'emploi et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap et des personnes souffrant d'une maladie de longue durée, notamment l'appui aux entreprises adaptées, à la fluidité des parcours, l'accompagnement dans l'emploi des personnes handicapées, l'appui aux entreprises et la coopération des acteurs.

• **Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique**

Personnes morales de droit public ou privé ayant la capacité juridique et relevant du champ de l'insertion et de l'emploi, et en particulier : les collectivités territoriales, les acteurs publics et privés (y compris associatifs) de l'insertion et de l'emploi...



Financé par
l'Union
européenne

• Public cible

Les **personnes en recherche d'emploi** inscrites ou non auprès du service public de l'emploi, y compris les personnes en activité réduite subie, présentant notamment une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- femmes, les jeunes (opération avec des publics mixtes), les seniors, les personnes handicapées ou souffrant d'une affection de longue durée
- demandeurs d'emploi de longue durée
- travailleurs indépendants souhaitant retrouver un emploi salarié
- personnes inactives
- bénéficiaires de minimas sociaux
- ressortissants de pays tiers (opération avec des publics mixtes, sinon l'opération relève de la compétence du FAMI) ;
- personnes placées sous-main de justice
- personnes vivant dans des zones urbaines ou rurales prioritaires
- salariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique, et des entreprises adaptées et des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

Le service gestionnaire attend **une justification d'inscription auprès d'une des structure du service public de l'emploi (France Travail, Mission Locale, Cap Emploi) pour chaque participant.**

• Profils de plan de financement

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants plus salaires et indemnités des participants (au réel)

Opération entièrement mise en œuvre via des prestations externes

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

• Autre

Les actions visant à soutenir le développement de **l'insertion par l'activité économique** comme solution de mise à l'emploi et comme parcours d'accompagnement vers l'emploi durable (salarié ou indépendant) sont **inéligibles à cet appel à projets.**

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+/FTJ

• Textes de référence

Règlement UE 2021/1057 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement UE n°1296/2013



Financé par
l'Union
européenne

Règlement UE 2021/1060 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE+, au Fonds de cohésion, au FTJ et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds [...]

Décret no 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

• Architecture et gestion - lignes de partage

Présentation du FSE+

Le Fonds Social Européen Plus (FSE+) est l'un des fonds de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Pour la période 2021-2027, il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi ;
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année ;
3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,7 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée, des groupes désavantagés sur le marché du travail et des personnes inactives. Il soutient également l'emploi indépendant et l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par chacun des programmes. Pour la période 2021-2027, la mise en œuvre du FSE+ en France sera partagée entre :



Financé par
l'Union
européenne

- Les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes régionaux « FEDER-FSE+ », notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi ;
- L'Etat dans le cadre d'une part du programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences » dont une partie de l'enveloppe est déléguée à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles...) pour des actions d'inclusion, et d'autre part du programme national FSE+ « Soutien européen à l'aide alimentaire ».

Le programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences »

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 7 priorités :

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, pour l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants ;
- La priorité 7 en réponse aux défis spécifiques des territoires d'outre-mer.

Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

Le programme national Fonds de transition juste « Emploi et compétences »

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du programme national FTJ consiste à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. Ce programme a vocation à réduire l'impact social de la transition vers une économie neutre en carbone dans les territoires les plus émetteurs de CO2 d'origine industrielle, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles correspondent à des zones départementales et infra-départementales de 6 régions métropolitaines :

- Le territoire Normandie – Axe Seine et Bresle ;



Financé par
l'Union
européenne

- Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Des territoires des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Haut-Rhin ;
- Le territoire du Pacte de Cordemais en Pays-de-la-Loire ;
- Des territoires des départements du Rhône et de l'Isère ;
- Le département des Bouches-du-Rhône.

Les PTTJ peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste.

Le programme FTJ comporte une priorité unique. Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

Cadre d'intervention des programmes nationaux FSE+ et FTJ

Dans le cadre des programmes nationaux FSE+ et FTJ, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres appels à projets en cohérence avec les règlements européens et les orientations de chaque programme. Ces appels à projets tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;
- Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA).

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+ ou du FTJ, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ et le FTJ n'accordent pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux individus mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national.

Le FSE+ et le FTJ n'interviennent jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

• Critères communs de sélection des opérations

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.



Financé par
l'Union
européenne

2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.
4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important».

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029. Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme. Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMP au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du



Financé par
l'Union
européenne

financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.

7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:
 - a. soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
 - b. soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :

1. Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.
2. Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
 - a. veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;
 - b. veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorable soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorable;
 - c. veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;[...]
 - f. vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;
 - g. s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;[...]

Aux termes de l'article 1654 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée.



Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autre postes équivalent dans la structure non financés FSE.

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

Les financements européens seront exclusivement attribués à des opérations individuelles et à des personnes morales, **après instruction de la demande par le service instructeur** pour assurer sa conformité et à la suite de la **validation par la Commission permanente du Conseil départemental** agissant en qualité de comité de programmation FSE+.

Contrat d'engagement républicain :

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. **A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain qui sera déposée dans MDFSE + dans les pièces jointes à la demande de concours.** Ce formulaire est à télécharger sur le site internet de la DREETS : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/Mobiliser-le-Fonds-Social-Europeen>

Conditions d'éligibilité des opérations

Les critères d'éligibilité conditionnent la capacité d'octroi d'une subvention FSE+. **Si l'un des critères suivant n'était pas rempli, l'opération serait déclarée inéligible et ne pourrait pas bénéficier d'un concours du Fonds Social Européen au titre de cet appel à projets.** L'analyse de l'opération se fera sur la base du descriptif détaillé de l'opération, des objectifs à atteindre et des moyens opérationnels mobilisés à cette



Financé par
l'Union
européenne

fin présentés dans le dossier de demande et sur la base du bilan des opérations antérieures, le cas échéant, et selon les critères d'éligibilité suivants :

- Le projet doit viser les actions attendues de l'appel à projets en respectant les lignes de partage nationales et régionales
- Le projet doit viser les publics éligibles de l'appel à projets en respectant les lignes de partage nationales et régionales
- Le porteur de projet doit justifier de la capacité juridique à intervenir dans le domaine
- Le porteur de projet doit justifier de la cohérence entre les moyens (humains, qualifications, outils) mobilisés et les résultats attendus.
- Le porteur de projet doit justifier de la capacité à mettre en œuvre les moyens nécessaires, humains et administratifs, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE+.
- Le projet FSE+ ne doit pas s'assimiler au fonctionnement global de la structure porteur de projet. Le FSE+ finance des projets, des opérations mais ne finance pas des structures.
- Le porteur de projet doit justifier de la capacité financière à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de la subvention FSE+. Il doit disposer d'une trésorerie compatible avec le développement de leur projet. La liquidation de la subvention FSE+ se fera après la réalisation de l'opération et son contrôle en vue de rembourser les dépenses justifiées. Le FSE+ ne finance pas les projets portés par des structures en difficultés financières.
- L'opération doit être compatible avec la réglementation sur les aides d'Etat.
- L'opération doit se dérouler sur le territoire cantalien
- L'opération ne doit pas être achevée à la date de dépôt de la demande de financement.
- Les candidats ont jusqu'au 1er septembre 2024 à 23h59 pour déposer leurs demandes dans l'outil de gestion « Ma démarche FSE+ ». Toute demande arrivée après cette date ou en dehors de l'outil de gestion « Ma démarche FSE+ » sera irrecevable

Contreparties nationales

La subvention FSE+ intervient en cofinancement aux côtés d'autres ressources. Il s'agit d'une aide supplémentaire. **Il appartient par conséquent aux porteurs de projets de rechercher des contreparties nationales.** Il est rappelé que si la programmation n'est pas conditionnée par la production des attestations de cofinancement (ou des lettres d'intention), ces pièces sont utiles au travail d'instruction et permettent de s'assurer de la capacité financière du porteur à mener le projet FSE+ à terme. Dans tous les cas, le porteur est tenu de produire les attestations de versement des contreparties mobilisées en accompagnement du bilan final. À défaut, les ressources non certifiées s'imputent sur la part d'autofinancement de l'organisme bénéficiaire et sont traitées comme telles dans le cadre du contrôle de service fait, selon les règles fixées en la matière dans le cadre du PN FSE + Emploi-Inclusion-Jeunesse-Compétences.

Modalités de sélection

Une fois le dossier déposé sur MDFSE+, **le service gestionnaire** du Conseil départemental **émet un avis technique** après avoir étudié sa recevabilité et sa régularité au regard de l'appel à projets. A l'appui de l'analyse du service gestionnaire FSE, fondée sur des critères d'évaluation, le dossier est présenté dans un premier temps en pré-comité ; puis dans un deuxième temps en Comité régional de Programmation pour avis ; enfin à la **Commission permanente du Conseil départemental qui assure** en dernier ressort la



Financé par
l'Union
européenne

validation, l'ajournement ou le rejet des projets proposés en séance. La décision est notifiée au porteur de projet. Si le dossier est validé, une convention est signée entre le bénéficiaire et le Département. Cette convention précise l'ensemble des obligations à la charge du bénéficiaire. **Une avance pourra être versée jusqu'à 50% du montant FSE+ conventionné.**

• **Critères spécifiques de sélection des opérations**

Les opérations doivent répondre aux orientations de l'Union européenne pour le FSE+ 2021-2027. Ainsi, seules les opérations respectant le cadre du PN FSE+2021-2027, les objectifs de la convention de subvention globale du Cantal (N°SG2022026) et les critères de l'appel à projets pourront être retenues.

Ainsi, la sélection des projets prendra en compte l'ensemble des caractéristiques et critères d'éligibilité du présent appel à projets. L'analyse de l'opération se fera selon les critères spécifiques suivants :

- **Impact du projet sur l'objectif poursuivi, le public accompagné et le territoire**
- **Ciblage plus spécifique du public ou des zones géographiques en réponse à un besoin particulier**
- **Adéquation entre la capacité financière et l'envergure du projet**

• **Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses**

Conformément aux règlements européens et nationaux, les dépenses présentées au réel sont éligibles si :

- Elles relèvent des catégories de dépenses autorisées par la réglementation en particulier le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée. Dans le cadre de l'instruction du projet, le service FSE peut ainsi être amené à écarter des dépenses si le lien à l'opération n'est pas clairement défini.
- Elles sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables).
- La mise en concurrence des dépenses de prestation déclarées au réel est justifiée.
- Elles peuvent être justifiées par des pièces justificatives probantes (comptables et non comptables).
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de subvention.

Structuration du plan de financement et options de coûts simplifiés (OCS) :



Financé par
l'Union
européenne

Afin de garantir le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des porteurs de projet, les profils de plan de financement sont désormais définis dans l'appel à projets au regard des catégories de projets. Dans un souci de simplification, la forfaitisation des coûts limite la production de pièces justificatives, diminuant ainsi la charge administrative pour le bénéficiaire comme pour le service gestionnaire.

NB : Pour les opérations de moins de 200 000€, le recours à une OCS est obligatoire. Chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une OCS, et seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel.

L'appel à projets propose 5 profils de plan de financement :

- Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes - codification : DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI15%.
- Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes - codification : DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%.
- Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants plus salaires et indemnités des participants (au réel) - codification : DPE_R/DPAR_R/CR40%
- Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants - codification : DPE_R/CR40%.
- Seules les opérations entièrement mises en œuvre via des prestations externes de plus de 200 000 euros pourront présenter un plan de financement au réel sans recours au OCS.

Taux d'intervention et montant FSE+ :

Cet appel à projets prévoit un taux d'intervention FSE+ minimum de 20% et maximum de 60%. Le montant minimum FSE+ demandé est de 6 000€. Le coût total opération minimum demandé est de 10 000 euros. La dotation globale de l'AAP est de 800 000€ de FSE+ pour l'ensemble des opérations.

Dépenses directes de personnels :

- Aux termes de l'article 16 §4 du règlement FSE+2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE.
- Seules sont éligibles les dépenses de personnel mensuellement fixes supérieures à 20% de leur temps de travail total dans la structure. La justification du temps d'affectation sur l'opération FSE+, se fera par lettre de mission et/ou contrat de travail mentionnant l'affectation du personnel sur l'opération FSE et son taux d'affectation mensuellement fixe, ainsi que son temps de travail global dans la structure.



Financé par
l'Union
européenne

- Les personnels valorisant moins de 20% de leur temps de travail sur l'opération FSE+, ou intervenant de manière aléatoire sur l'opération, ne sont pas éligibles en dépenses directes. La prise en charge de ces dépenses sera comprise en dépenses indirectes.
- Le montant des rémunérations inscrites en dépenses directes de personnel (base salariale) est plafonné à 100 000 € bruts annuels chargés par salarié.

Dépenses directes de prestation

Tout projet cofinancé par des fonds européens doit respecter la réglementation européenne et nationale en vigueur. Il s'agit d'une obligation transversale que les dépenses soient couvertes par un forfait ou pas. L'ensemble de la réglementation est agrégé dans le code de la commande publique en date du 1er avril 2019. Tout achat, quel que soit le marché, le montant, doit respecter les principes fondamentaux de la commande publique suivants :

- Le libre accès à la commande publique : toute entreprise doit pouvoir se porter candidate à un marché. A ce titre la publication la plus large possible doit être organisée.
- L'égalité de traitement des candidats : tout pouvoir adjudicateur doit adopter un comportement objectif et non discriminatoire envers l'ensemble des candidats – et un égal accès à l'information (favoritisme est pénalement sanctionné).
- La transparence des procédures : tous les candidats doivent être en mesure de savoir comment leur candidature va être traitée en assurant une publicité et une traçabilité suffisante afin de pouvoir justifier de ses choix. Si les critères de sélection ne sont pas clairement définis dans le cahier des charges, le critère du prix sera alors décisif.

Si ces obligations s'appliquent à l'ensemble des dépenses du projet, elles devront être justifiées systématiquement au bilan pour les dépenses directes de prestation tant pour la publicité que pour la procédure de marché public. Cette dernière au demeurant appelle une justification de toute dépense, selon les seuils dont relève ladite dépense (achat de biens, etc).

Dépenses directes de fonctionnement

Dès lors qu'une clé de répartition est appliquée sur une dépense de fonctionnement, celle-ci ne peut être qualifiée de dépense directe de fonctionnement car elle n'est pas intégralement et directement imputable au projet FSE+. Elle doit alors être qualifiée de dépense indirecte de fonctionnement. Les dépenses du poste « Dépenses directes de fonctionnement » doivent être imputables à 100% sur l'opération FSE+ car directement et intégralement liées à cette opération. Le poste « Dépenses directes de fonctionnement » doit comprendre uniquement les dépenses qui n'auraient pas été supportées par la structure sans l'opération FSE+.

• Autre

Obligations liées à la gestion du Fonds social européen :



Financé par
l'Union
européenne

- **la preuve de réalisation de l'action** : recueillir tous les livrables permettant de justifier la réalisation du projet ;
- **la traçabilité des finances du projet** : tracer l'ensemble des dépenses et ressources liées au projet ;
- **la publicité** : respecter les obligations de publicité conventionnées. Le règlement (UE) 2021 /1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 prévoit que « Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas les obligations qui lui incombent [...], et qu'aucune action corrective n'a été mise en place, l'autorité de gestion applique des mesures, dans le respect du principe de proportionnalité, en annulant jusqu'à 3 % du soutien octroyé par les Fonds à l'opération concernée. ».

Le respect de la réglementation des aides d'Etat :

Toute entité répondant à la définition d'« entreprise » au sens du droit de l'Union Européenne est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat. Cette notion d'entreprise est définie de façon très large. Est considérée comme entreprise toute entité exerçant une activité économique (c'est-à-dire une activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné), indépendamment de son statut juridique et de son mode de financement.

Déclaration des cofinancements :

Le porteur s'engage à déclarer toutes les ressources publiques et privées perçues contribuant à la mise en œuvre de l'opération. Ces cofinancements ne doivent pas comporter de crédits européens, de quelque fonds ou programme que ce soit. **Toute omission ou déclaration erronée, dûment constatée par le service gestionnaire, pourra faire l'objet d'un signalement pour fraude.**

Éligibilité des participants :

Le porteur s'engage à **communiquer les pièces justifiant de l'éligibilité des participants à l'opération** déterminées lors de la phase d'instruction et précisées au sein de la convention. Indicateurs de réalisation et de résultat : Les indicateurs sont déterminés au niveau de chaque priorité d'investissement et objectif spécifique. Le porteur s'engage à suivre et à communiquer dans le cadre de ses bilans de réalisation sur les indicateurs conventionnés. Concernant la priorité 1 – ESO4.8 (H), les indicateurs sont les suivants :

a) Indicateurs de réalisation : les indicateurs de réalisation ont trait aux opérations soutenues, ils se mesurent en unités physiques :

- nombre de chômeurs de longue durée,
- nombre de participants handicapés,
- nombre de personnes sans emploi,
- nombre de bénéficiaires des minima sociaux,
- nombre de participants de quartiers prioritaires de la politique de la ville,



Financé par
l'Union
européenne

- nombre de salariés en insertion.

b) Indicateurs de résultat : les indicateurs de résultats reflètent les changements survenus dans la situation des entités ou participants, ils mesurent les effets induits par le programme.

- nombre de personnes exerçant un emploi au terme de leur participation,
- nombre de participant exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation,
- nombre de salariés en insertion en emploi durable à six mois,
- nombre de chômeur de longue durée exerçant au terme de leur participation,
- nombre de chômeur de longue durée exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation.

Le respect de l'ensemble des règles d'éligibilité et de justifications des dépenses, sera vérifié lors de l'instruction de la demande de subvention, ainsi que lors du contrôle de service fait de l'opération subventionnée. **Le non-respect de ces règles engendre un risque de correction financière.**

Documents et informations :

Les candidats sont invités à prendre connaissance préalablement au dépôt de leur projet (et ne sauraient se prévaloir d'une absence de connaissance) des informations disponibles sur le site <https://fse.gouv.fr/> et sur le site d'aide aux porteurs de projets : <https://klee-in-touch.fr/confluence/display/MLFPDP>

Le candidat est invité à consulter régulièrement les sites internet de l'Union européenne, du gouvernement français et du Conseil départemental du Cantal liés aux fonds européens et à leur utilisation, avant la remise de son projet.

Contacts :

Service Cantal Europe du Conseil départemental du Cantal

Nathalie MEALET - 04 71 49 33 82 - nmealet@cantal.fr

Céline MOISSINAC - 04 71 46 22 51 - cbonhommet@cantal.fr

Si vous n'avez jamais monté de dossier FSE, il vous est fortement conseillé de prendre contact en amont du dépôt de votre opération avec les agents gestionnaires.

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES



Financé par
l'Union
européenne

• Publicité et information

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :
 - i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;
 - ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;
- e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

• Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.



Financé par
l'Union
européenne

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie de participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Consulter l'annexe de suivi des indicateurs](#)



Financé par
l'Union
européenne

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-13

Appel à projets FSE+ « Inclusion sociale 2025 »

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE) N°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 du 13 décembre 2013 est paru au Journal officiel de l'Union européenne du 30 juin 2021 ;

Vu le Règlement (UE) N°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture ;

Vu le projet d'Accord de Partenariat des autorités françaises 2021-2027 portant pour les fonds européens FEDER-FSE+-FTJ et FEAMP adopté par la Commission européenne en date du 2 juin 2022 ;

Vu le Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences 2021FR05SFPR001 adopté par la Commission européenne en date du 28 octobre 2022 ;

Vu le Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu le Vademécum sur le recours aux options de coûts simplifiés dans le cadre du lancement de la programmation 2021-2027 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en oeuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ "Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences " ;

Après avoir pris connaissance de l'avis émis par le Comité de Pilotage du 6 mars 2024 ;

- **APPROUVE** l'appel à projets « Inclusion sociale 2025 » joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au suivi de l'appel à projets.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

INTITULÉ ET CODE : Appel à projets 2025_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Inclusion sociale des enfants à risque ou en situation d'exclusion (ARA-OI948)

RÉGION ADMINISTRATIVE : Auvergne-Rhône-Alpes

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Département du Cantal

SERVICE GESTIONNAIRE : Conseil départemental du Cantal - Service Cantal Europe

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 03/06/2024

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2025 au 31/12/2025

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 1 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 12 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 175 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+/FTJ : 6 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+/FTJ MAXIMUM : 60 %

THÈME Inclusion sociale des enfants à risque ou en situation d'exclusion - Lutte contre la pauvreté et soutien à l'insertion sociale des enfants à risque ou en situation d'exclusion - Soutien au développement des enfants à risque ou en situation d'exclusion

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 10 000 €

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 01/09/2024



Financé par
l'Union
européenne

DESCRIPTION ET CONTEXTE :

Le **Conseil départemental du Cantal est organisme intermédiaire (OI) du Fonds Social Européen Plus** pour la période de programmation européenne 2021-2027. Ainsi, l'Organisme Intermédiaire Cantal pilote et gère des crédits européens FSE+ à travers la convention de subvention globale FSE+ intitulée **"Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027"**. Dans ce cadre, l'OI a adopté le 31 mai 2024 un appel à projets pour développer **l'inclusion sociale des enfants à risque ou en situation d'exclusion**.

Plus de 13% de la population cantalienne vit sous le seuil de pauvreté. Bien que ce taux soit inférieur à la moyenne nationale (14,8%) et européenne (16,8%), la pauvreté touche davantage certains groupes et catégories de la population, notamment **les enfants & les jeunes de moins de 30 ans**.

Le présent document expose les grands principes de la mise en œuvre de cet appel à projets. Il s'inscrit dans le cadre de **l'objectif de l'Union européenne visant l' "investissement pour l'emploi et la croissance"** formalisée en France par le **Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences** au sein de la priorité 1 " Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ ou des exclus " répondant à l'Objectif spécifique (OS) L " Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants ". Il détermine les conditions d'éligibilité des projets déposés (règles communes et règles spécifiques, calendrier de dépôt des dossiers, indicateurs de résultats et de réalisation, etc.).

La mobilisation de la priorité 1 OSL vise à permettre la mise en œuvre d'actions déconnectées d'un objectif immédiat d'accès à l'emploi, soit qu'il s'adresse à des publics trop éloignés de l'emploi nécessitant une remobilisation sociale préalable soit qu'il s'adresse à des publics qui ne sont pas sur le marché de l'emploi (enfants ou retraités par exemple). Les actions qui ciblent spécifiquement les enfants doivent avoir comme objectif premier la prévention et/ou la lutte contre l'exclusion et la pauvreté infantile, en lien avec la Garantie européenne pour l'enfance. Il a vocation à permettre l'accompagnement à travers les **actions visant à soutenir le développement des enfants à risque ou en situation d'exclusion**.

Le public cible accompagné correspond aux **enfants en situation d'exclusion**.

L'AAP concerne les opérations dont la période de réalisation est comprise entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2025. Les dossiers de demande de financement devront être déposés avant la fin de la période de réalisation de l'opération.

Lignes de partage FSE+ 2021-2027 entre la DREETS et l'OI Cantal :



Financé par
l'Union
européenne

Afin de permettre un déploiement du FSE+ en cohérence avec les compétences des différents acteurs publics sur les territoires, l'autorité de gestion nationale a confié principalement la mise en œuvre de cette priorité aux OI (conseils départementaux, métropoles, PLIE). Pour autant, la DREETS financera des projets sur la P1 ESO4.12 (L), dans des cas particuliers comme les opérations se réalisant sur plusieurs départements et/ou opérations visant soit une finalité ou des publics très spécifiques (personnes placées sous main de justice...).

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

- **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

- **Objectif spécifique**

1.I Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants

- **Contexte de l'objectif spécifique**

Le présent appel à projet s'inscrit dans le cadre de la priorité 1 – ESO4.12 (L) du programme national FSE+. En cohérence avec la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, cet objectif spécifique permettra de se concentrer sur l'accompagnement social des plus vulnérables. Les actions mise en œuvre doivent être déconnectées d'un objectif immédiat d'accès à l'emploi, soit parce qu'elles s'adressent à des publics trop éloignés de l'emploi nécessitant une remobilisation sociale préalable, soit parce qu'elles visent des publics qui ne sont pas sur le marché de l'emploi (enfants ou retraités par exemple). Les constats faits sur la base des données récoltées au cours des dernières années, démontrent la nécessité d'agir d'abord sur la levée des freins sociaux pour rapprocher les individus en situation de grande exclusion de la société, en vue de leur remobilisation et intégration.

Le FSE+ doit également permettre la mise en œuvre effective de la garantie européenne pour l'enfance. En 2019, la part d'enfants menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale s'élève à 22,5% de l'ensemble de la population. La prévention et la lutte contre l'exclusion de la pauvreté infantile représentent donc un enjeu majeur au sein du PN FSE+. Les actions qui ciblent spécifiquement les enfants doivent avoir comme objectif premier la prévention et/ou la lutte contre l'exclusion et la pauvreté infantile. Les enfants restent éligibles à toutes les actions de cet OS. En revanche, les actions ayant comme objectif premier l'accès à l'éducation et l'intégration socio-éducative des enfants doivent être positionnées sur la Priorité 2.



Financé par
l'Union
européenne

• Objectifs

L'objectif principal est de **soutenir l'accompagnement social des enfants à risque ou en situation d'exclusion**, sans le rattacher à une finalité d'accès ou retour à l'emploi, en vue de leur remobilisation et intégration.

Exemples de résultats attendus :

- **Renforcer la coordination des acteurs territoriaux de la lutte contre la pauvreté, améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion sociale des enfants à risque ou en situation d'exclusion.**
- **Renforcer la professionnalisation des personnels de l'enfance.**

• Actions visées

L'objectif spécifique ESO4.12 (L) « Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants (FSE+) », vise à soutenir les actions suivantes :

Actions visant à soutenir le développement des enfants à risque ou en situation d'exclusion :

- accompagnement des enfants vers l'intégration sociale via des activités de type culturel, sportif et/ou de loisir,
- éducation et information à la santé,
- accès à l'éducation pouvant intégrer la fourniture de matériels.

• Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique

Personnes morales de droit public ou privé ayant la capacité juridique et relevant de son champ d'intervention de l'inclusion sociale, et en particulier : les collectivités territoriales, les acteurs publics et privés (y compris associatifs) de l'aide sociale à l'enfance.

• Public cible

Les publics directement ciblés par les actions visant les enfants, tous ceux concernés par une situation d'exclusion dont les enfants :

- vivant dans des contextes informels,
- sans abri, relevant des dispositifs ASE y compris MNA,
- bénéficiant d'une prise en charge alternative (protection de remplacement),
- ayant des besoins spécifiques (handicap...),
- en situation ou à risque de pauvreté.



Financé par
l'Union
européenne

- **Profil de plan de financement**

Opération entièrement mise en œuvre via des prestations externes

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

- **Autre**

Justificatif d'éligibilité des participants

Lors des contrôles des opérations cofinancées par le FSE+, le bénéficiaire devra justifier de l'éligibilité des participants accompagnés à travers des pièces probantes. Si toutes les personnes en situation, ou menacées, d'exclusion sociale sont éligibles. Il s'avère complexe de fournir un justificatif. Dès lors, l'OI Cantal recommande vivement de produire comme pièce d'éligibilité des participants, pour tous les participants, une attestation de l'Aide Sociale à l'Enfance.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+/FTJ

- **Textes de référence**

Règlement UE 2021/1057 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement UE n°1296/2013

Règlement UE 2021/1060 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE+, au Fonds de cohésion, au FTJ et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds [...]

Décret no 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

- **Architecture et gestion - lignes de partage**

Présentation du FSE+

Le Fonds Social Européen Plus (FSE+) est l'un des fonds de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Pour la période 2021-2027, il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).



Financé par
l'Union
européenne

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi ;
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année ;
3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,7 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée, des groupes désavantagés sur le marché du travail et des personnes inactives. Il soutient également l'emploi indépendant et l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par chacun des programmes. Pour la période 2021-2027, la mise en œuvre du FSE+ en France sera partagée entre :

- Les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes régionaux « FEDER-FSE+ », notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi ;
- L'Etat dans le cadre d'une part du programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences » dont une partie de l'enveloppe est déléguée à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles...) pour des actions d'inclusion, et d'autre part du programme national FSE+ « Soutien européen à l'aide alimentaire ».

Le programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences »

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 7 priorités :

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;



Financé par
l'Union
européenne

- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, pour l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants ;
- La priorité 7 en réponse aux défis spécifiques des territoires d'outre-mer.

Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIEETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

Le programme national Fonds de transition juste « Emploi et compétences »

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du programme national FTJ consiste à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. Ce programme a vocation à réduire l'impact social de la transition vers une économie neutre en carbone dans les territoires les plus émetteurs de CO2 d'origine industrielle, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles correspondent à des zones départementales et infra-départementales de 6 régions métropolitaines :

- Le territoire Normandie – Axe Seine et Bresle ;
- Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Des territoires des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Haut-Rhin ;
- Le territoire du Pacte de Cordemais en Pays-de-la-Loire ;
- Des territoires des départements du Rhône et de l'Isère ;
- Le département des Bouches-du-Rhône.

Les PTJ peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste.

Le programme FTJ comporte une priorité unique. Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

Cadre d'intervention des programmes nationaux FSE+ et FTJ



Financé par
l'Union
européenne

Dans le cadre des programmes nationaux FSE+ et FTJ, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres appels à projets en cohérence avec les règlements européens et les orientations de chaque programme. Ces appels à projets tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;
- Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA).

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+ ou du FTJ, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ et le FTJ n'accordent pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux individus mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national.

Le FSE+ et le FTJ n'interviennent jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

• Critères communs de sélection des opérations

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.
2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.
4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à « ne pas causer de préjudice important ».



Financé par
l'Union
européenne

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.
Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMP au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.
7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:
 - a. soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
 - b. soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.



Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :

1. Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.
2. Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
 - a. veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;
 - b. veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorisante soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorisante;
 - c. veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;
 - [...]
 - f. vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;
 - g. s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;
 - [...]

Aux termes de l'article 16§4 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autre postes équivalents dans la structure non financés FSE.

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain.



RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

Les financements européens seront exclusivement attribués à des opérations individuelles et à des personnes morales, **après instruction de la demande par le service instructeur** pour assurer sa conformité et à la suite de **la validation par la Commission permanente du Conseil départemental** agissant en qualité de comité de programmation FSE+.

Contrat d'engagement républicain :

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. **A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain qui sera déposée dans MDFSE + dans les pièces jointes à la demande de concours.** Ce formulaire est à télécharger sur le site internet de la DREETS : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/Mobiliser-le-Fonds-Social-Europeen>

Conditions d'éligibilité des opérations

Les critères d'éligibilité conditionnent la capacité d'octroi d'une subvention FSE+. **Si l'un des critères suivant n'était pas rempli, l'opération serait déclarée inéligible et ne pourrait pas bénéficier d'un concours du Fonds Social Européen au titre de cet appel à projets.**

L'analyse de l'opération se fera sur la base du descriptif détaillé de l'opération, des objectifs à atteindre et des moyens opérationnels mobilisés à cette fin présentés dans le dossier de demande et sur la base du bilan des opérations antérieures, le cas échéant, et selon les critères d'éligibilité suivants :

- Le projet doit viser **les actions attendues** de l'appel à projets en respectant les lignes de partage nationales et régionales.
- Le projet doit viser **les publics éligibles** de l'appel à projets en respectant les lignes de partage nationales et régionales.
- Le porteur de projet doit justifier de **la capacité juridique** à intervenir dans le domaine.
- Le porteur de projet doit justifier de **la cohérence entre les moyens** (humains, qualifications, outils) mobilisés **et les résultats** attendus.
- Le porteur de projet doit justifier de la capacité à mettre en œuvre **les moyens nécessaires, humains et administratifs**, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE+.



Financé par
l'Union
européenne

- Le projet FSE+ ne doit pas s'assimiler au fonctionnement global de la structure porteur de projet. **Le FSE+ finance des projets** menés par les structures.
- Le porteur de projet doit justifier de la **capacité financière** à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de la subvention FSE+. Il doit disposer d'une trésorerie compatible avec le développement de leur projet. La liquidation de la subvention FSE+ se fera après la réalisation de l'opération et son contrôle en vue de rembourser les dépenses justifiées. **Le FSE+ ne finance pas les projets portés par des structures en difficultés financières.**
- L'opération doit être **compatible avec la réglementation sur les aides d'Etat.**
- L'opération doit se dérouler **sur le territoire cantalien.**
- **L'opération ne doit pas être achevée à la date de dépôt de la demande de financement.**
- **Les candidats ont jusqu'au 1er septembre 2024 à 23h59 pour déposer leurs demandes dans l'outil de gestion « Ma démarche FSE+ ». Toute demande arrivée après cette date ou en dehors de l'outil de gestion « Ma démarche FSE+ » sera irrecevable.**

Contreparties nationales

La subvention FSE+ intervient en cofinancement aux côtés d'autres ressources. Il s'agit d'une aide additionnelle. Il appartient par conséquent aux porteurs de projets de **rechercher des contreparties nationales**. Il est rappelé que si la programmation n'est pas conditionnée par la production des attestations de cofinancement (ou des lettres d'intention), ces pièces sont utiles au travail d'instruction et permettent de s'assurer de la capacité financière du porteur à mener le projet FSE+ à terme. Dans tous les cas, le porteur est tenu de produire les attestations de versement des contreparties mobilisées en accompagnement du bilan final. À défaut, les ressources non certifiées s'imputent sur la part d'autofinancement de l'organisme bénéficiaire et sont traitées comme telles dans le cadre du contrôle de service fait, selon les règles fixées en la matière dans le cadre du PN FSE + Emploi-Inclusion-Jeunesse-Compétences.

Modalités de sélection

Une fois le dossier déposé sur MDFSE+, le service gestionnaire du Conseil départemental émet un **avis technique après avoir étudié sa recevabilité et sa régularité** au regard de l'appel à projets. A l'appui de l'analyse du service gestionnaire FSE+, fondée sur une grille d'analyse, le dossier est présenté dans un premier temps en pré-comité ; puis dans un deuxième temps en Comité régional de Programmation pour avis ; enfin à **la Commission permanente du Conseil départemental qui assure en dernier ressort la validation**, l'ajournement ou le rejet des projets proposés en séance. La décision est notifiée au porteur de projet. Si le dossier est validé, une convention est signée entre le bénéficiaire et le Département. Cette convention précise l'ensemble des obligations à la charge du bénéficiaire. **Une avance pourra être versée jusqu'à 50% du montant FSE+ conventionné.**

• Critères spécifiques de sélection des opérations

Les opérations doivent répondre aux orientations de l'Union européenne pour le FSE+ 2021-2027. Ainsi, seules les opérations respectant le cadre du PN FSE+2021-2027, les objectifs de la convention de subvention globale du Cantal (N°SG2022026) et les critères de l'appel à projets pourront être retenues.



Financé par
l'Union
européenne

Ainsi, la sélection des projets prendra en compte l'ensemble des caractéristiques et critères d'éligibilité du présent appel à projets. L'analyse de l'opération se fera selon les critères spécifiques suivants :

- **Impact du projet sur l'objectif poursuivi, le public accompagné et le territoire**
 - **Ciblage plus spécifique du public ou des zones géographiques en réponse à un besoin particulier**
 - **Adéquation entre la capacité financière et l'envergure du projet**
- **Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses**

Conformément aux règlements européens et nationaux, les dépenses présentées au réel sont éligibles si :

- Elles relèvent des catégories de dépenses autorisées par la réglementation en particulier le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée. Dans le cadre de l'instruction du projet, le service FSE+ peut ainsi être amené à écarter des dépenses si le lien à l'opération n'est pas clairement défini.
- Elles sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables).
- La mise en concurrence des dépenses de prestation déclarées au réel est justifiée.
- Elles peuvent être justifiées par des pièces justificatives probantes (comptables et non comptables).
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de subvention.

Structuration du plan de financement et options de coûts simplifiés (OCS) :

Afin de garantir le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des porteurs de projet, les profils de plan de financement sont désormais définis dans l'appel à projets au regard des catégories de projets. Dans un souci de simplification, la forfaitisation des coûts limite la production de pièces justificatives, diminuant ainsi la charge administrative pour le bénéficiaire comme pour le service gestionnaire.

NB : Pour les opérations de moins de 200 000€, le recours à une OCS est obligatoire. Chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une OCS, et seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel. Cette obligation ne concerne pas les projets dont le régime d'aide d'Etat est "aides de minimis".



Financé par
l'Union
européenne

L'appel à projets propose 4 profils de plan de financement :

- Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes - codification : DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI15%.
- Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes - codification : DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%.
- Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants - codification : DPE_R/CR40%.
- Seules les opérations entièrement mises en œuvre via des prestations externes de plus de 200 000€ pourront présenter un plan de financement au réel sans recours au OCS.

Taux d'intervention et montant FSE+ :

Cet appel à projet prévoit un taux d'intervention FSE+ minimum de 20% et maximum de 60%. Le montant minimum FSE+ demandé est de 6 000€. Le coût total opération minimum demandé est de 10 000 euros. La dotation globale de l'AAP est de 175 000€ de FSE+ pour l'ensemble des opérations.

Dépenses directes de personnels :

- Aux termes de l'article 16 §4 du règlement FSE+2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE+.
- Seules sont éligibles les dépenses de personnel mensuellement fixes supérieures à 20% de leur temps de travail total dans la structure. La justification du temps d'affectation sur l'opération FSE+, se fera par lettre de mission et/ou contrat de travail mentionnant l'affectation du personnel sur l'opération FSE et son taux d'affectation mensuellement fixe, ainsi que son temps de travail global dans la structure.
- Les personnels valorisant moins de 20% de leur temps de travail sur l'opération FSE+, ou intervenant de manière aléatoire sur l'opération, ne sont pas éligibles en dépenses directes. La prise en charge de ces dépenses sera comprise en dépenses indirectes.
- Le montant des rémunérations inscrites en dépenses directes de personnel (base salariale) est plafonné à 100 000 € bruts annuels chargés par salarié.

Dépenses directes de prestation

Tout projet cofinancé par des fonds européens doit respecter la réglementation européenne et nationale en vigueur. Il s'agit d'une obligation transversale que les dépenses soient couvertes par un forfait ou pas. L'ensemble de la réglementation est agrégé dans le code de la commande publique en date du 1er avril 2019. Tout achat, quel que soit le marché, le montant, doit respecter les principes fondamentaux de la commande publique suivants :



Financé par
l'Union
européenne

- Le libre accès à la commande publique : toute entreprise doit pouvoir se porter candidate à un marché. A ce titre la publication la plus large possible doit être organisée.
- L'égalité de traitement des candidats : tout pouvoir adjudicateur doit adopter un comportement objectif et non discriminatoire envers l'ensemble des candidats – et un égal accès à l'information (favoritisme est pénalement sanctionné).
- La transparence des procédures : tous les candidats doivent être en mesure de savoir comment leur candidature va être traitée en assurant une publicité et une traçabilité suffisante afin de pouvoir justifier de ses choix. Si les critères de sélection ne sont pas clairement définis dans le cahier des charges, le critère du prix sera alors décisif.

Si ces obligations s'appliquent à l'ensemble des dépenses du projet, elles devront être justifiées systématiquement au bilan pour les dépenses directes de prestation tant pour la publicité que pour la procédure de marché public. Cette dernière au demeurant appelle une justification de toute dépense, selon les seuils dont relève ladite dépense (achat de biens, etc).

Dépenses directes de fonctionnement

Dès lors qu'une clé de répartition est appliquée sur une dépense de fonctionnement, celle-ci ne peut être qualifiée de dépense directe de fonctionnement car elle n'est pas intégralement et directement imputable au projet FSE+. Elle doit alors être qualifiée de dépense indirecte de fonctionnement. Les dépenses du poste « Dépenses directes de fonctionnement » doivent être imputables à 100% sur l'opération FSE+ car directement et intégralement liées à cette opération. Le poste « Dépenses directes de fonctionnement » doit comprendre uniquement les dépenses qui n'auraient pas été supportées par la structure sans l'opération FSE+.

• Autre

Obligations liées à la gestion du Fonds social européen :

- **la preuve de réalisation de l'action** : recueillir tous les livrables permettant de justifier la réalisation du projet ;
- **la traçabilité des finances du projet** : tracer l'ensemble des dépenses et ressources liées au projet ;
- **la publicité** : respecter les obligations de publicité conventionnées. Le règlement (UE) 2021 /1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 prévoit que « Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas les obligations qui lui incombent [...], et qu'aucune action corrective n'a été mise en place, l'autorité de gestion applique des mesures, dans le respect du principe de proportionnalité, en annulant jusqu'à 3 % du soutien octroyé par les Fonds à l'opération concernée. ».

Le respect de la réglementation des aides d'Etat :

Toute entité répondant à la définition d' « entreprise » au sens du droit de l'Union Européenne est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat. Cette notion d'entreprise est



Financé par
l'Union
européenne

définie de façon très large. Est considérée comme entreprise toute entité exerçant une activité économique (c'est-à-dire une activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné), indépendamment de son statut juridique et de son mode de financement.

Déclaration des cofinancements :

Le porteur s'engage à déclarer toutes les ressources publiques et privées perçues contribuant à la mise en œuvre de l'opération. Ces cofinancements ne doivent pas comporter de crédits européens, de quelque fonds ou programme que ce soit. **Toute omission ou déclaration erronée, dûment constatée par le service gestionnaire, pourra faire l'objet d'un signalement pour fraude.**

Eligibilité des participants :

Le porteur s'engage à **communiquer les pièces justifiant de l'éligibilité des participants à l'opération** déterminées lors de la phase d'instruction et précisées au sein de la convention. Indicateurs de réalisation et de résultat : Les indicateurs sont déterminés au niveau de chaque priorité d'investissement et objectif spécifique. Le porteur s'engage à suivre et à communiquer dans le cadre de ses bilans de réalisation sur les indicateurs conventionnés. Concernant la priorité 1 – ESO4.12 (L), les indicateurs sont les suivants :

a) Indicateurs de réalisation : les indicateurs de réalisation ont trait aux opérations soutenues, ils se mesurent en unités physiques :

- nombre total de participants,
- nombre de personnes sans domicile fixe ou confrontées à l'exclusion de leur logement,
- nombre de bénéficiaires des minima sociaux,
- nombre de structures bénéficiant d'un soutien d'ingénierie de lutte contre l'exclusion et les violences,
- nombre de participants de moins de 16 ans.

b) Indicateurs de résultat : les indicateurs de résultats reflètent les changements survenus dans la situation des entités ou participants, ils mesurent les effets induits par le programme.

- nombre de Participants en exclusion du logement accompagnés ayant accédé à un logement pérenne à 6 mois,
- nombre de Structures soutenues déclarant une meilleure prise en charge des personnes exclues ou violentée.

Le respect de l'ensemble des règles d'éligibilité et de justifications des dépenses, sera vérifié lors de l'instruction de la demande de subvention, ainsi que lors du contrôle de service fait de l'opération subventionnée. **Le non-respect de ces règles engendre un risque de correction financière.**



Financé par
l'Union
européenne

Documents et informations :

Les candidats sont invités à prendre connaissance préalablement au dépôt de leur projet (et ne sauraient se prévaloir d'une absence de connaissance) des informations disponibles sur le site <https://fse.gouv.fr/> et le site d'aides aux porteurs de projet <https://klee-in-touch.fr/confluence/display/MLFPDP>

Le candidat est invité à consulter régulièrement les sites internet de l'Union européenne, du gouvernement français et du Conseil départemental du Cantal liés aux fonds européens et à leur utilisation, avant la remise de son projet.

Contacts :

Service Cantal Europe du Conseil départemental du Cantal

Nathalie MEALET - 04 71 49 33 82 - nmealet@cantal.fr

Céline MOISSINAC - 04 71 46 22 51 - cmoissinac@cantal.fr

Si vous n'avez jamais monté de dossier FSE, il vous est fortement conseillé de prendre contact en amont du dépôt de votre opération avec les agents gestionnaires.

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

• **Publicité et information**

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public,



Financé par
l'Union
européenne

présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :

- i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;
 - ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;
- e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

• Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

• Suivi des indicateurs



Financé par
l'Union
européenne

[Consulter l'annexe de suivi des indicateurs](#)



Financé par
l'Union
européenne

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-14

**Appel à projets 2024-2027 : Animation et gestion de la plateforme Soliguide dans le Cantal - Axe 3
- Fiche action 3.2 Pacte des Solidarités**

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'instruction ministérielle n°DGCS/SD1B/2023/169 du 23 novembre 2023 relative à la mise en œuvre territoriale du Pacte national des solidarités à travers des pactes et contrats locaux des solidarités conclus entre l'Etat et les Conseils départementaux pour les années 2024-2027 ;

Vu la délibération n°24CD01-5 du Conseil départemental du 29 mars 2024 approuvant le Contrat départemental des Solidarités et au titre de l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail ;

- APPROUVE la publication de l'appel à projets 2024-2027 relatif à l'animation et gestion de la plateforme Soliguide dans le Cantal joint en annexe.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



APPEL À PROJETS 2024-2027

Animation et gestion de la plateforme Soliguide dans le Cantal

Pacte des Solidarités 2024-2027

Axe 3 : Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits

Fiche-action 3.2 : garantir la pérennité de l'outil Soliguide

Le Conseil départemental du Cantal a adopté le Pacte des Solidarités 2024-2027, co-porté avec l'Etat, en séance publique du Conseil départemental le 29 mars 2024 et a délégué la mise en œuvre d'un appel à projets concernant la pérennité de l'outil Soliguide dans le Cantal (axe 3 - fiche action 3.2) au Président du Conseil départemental.

Soliguide s'inscrit pleinement dans les objectifs du Pacte territorial des solidarités, au regard notamment de son ambition à renforcer la bonne information des usagers sur leurs droits ainsi que sur les lieux et dispositifs pouvant être mobilisés, mais également à travers le renforcement de la coordination et du bon partage d'information entre les différents acteurs de l'aide sociale.

Le présent document expose les modalités de mise en œuvre complémentaire au Pacte des Solidarités auquel il convient de se référer. La demande d'aide est obligatoirement à déposer **avant le 1^{er} août 2024**, par courrier ou par courriel, à l'attention du Président du Conseil départemental – Direction Action Sociale Emploi Insertion Logement - Conseil départemental du Cantal - Hôtel de Département - 28, avenue Gambetta - 15 015 AURILLAC Cedex.

APPEL À PROJETS - Animation et gestion de la plateforme Soliguide dans le Cantal

Référence au Pacte de Solidarités – Axe 3 « Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits »

- Fiche Action 3.2 : Garantir la pérennité de l'outil Soliguide : animation et gestion de la plateforme Soliguide dans le Cantal

Contexte

Soliguide

Soliguide.fr est une plateforme en ligne qui référence les lieux, dispositifs et services utiles aux personnes en difficultés. En quelques clics, toutes les personnes aidant les publics fragiles (travailleurs sociaux, SIAO, personnel médical, bénévoles et professionnels associatifs) accèdent à des informations fiables et à jour sur les droits et services de première nécessité, autour de l'alimentation, de l'accueil, de l'hébergement, de l'hygiène, ou encore l'insertion professionnelle. Grâce à Soliguide, les acteurs de la solidarité orientent les bénéficiaires vers des dispositifs répondant réellement à leurs besoins, tout en veillant à ce qu'ils ne soient pas saturés. Conçu comme un portail unique d'orientation, Soliguide est ergonomique, simple et rapide d'utilisation. Le guide est traduit en 8 langues et accessible en plusieurs formats : site internet, appli, API, widget, papier, chat en ligne. Implanté sur 31 territoires, l'outil a déjà permis près de 4 millions de recherches en 2023 à l'échelle nationale.

Pour les acteurs de la solidarité, Soliguide permet d'accéder à un outil d'aide à la décision : **Solidata** qui met gratuitement à disposition des acteurs réalisant des études et diagnostics sur l'action sociale d'un territoire, les différentes données récoltées via le Soliguide. En proposant des analyses automatiques interactives, Soliguide aide à la fois les collectivités à adapter leurs politiques publiques et les acteurs associatifs à mieux répondre aux besoins sur les territoires.

Déploiement dans le Cantal

Dans le Cantal, le projet Soliguide est co-porté par l'association Solinum (initiatrice du projet) et le Conseil Départemental du Cantal depuis Aout 2021, projet engagé dans le cadre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté.

Ainsi, à l'échelle du département, 240 structures sont référencées et leurs informations sont mises à jour de manière biannuelle. En 2023, 170 professionnels avaient un compte actif sur Soliguide et plus de 7500 recherches ont été effectuées via Soliguide. L'outil est donc reconnu et utilisé par les acteurs sociaux du territoire pour orienter les publics au quotidien.

Afin de poursuivre la dynamique de mise en commun de l'information et de collaboration initié par la mise en place du Soliguide, **le Conseil départemental souhaite déléguer les missions de gestion de la base de données et d'animation locale à un acteur cantalien qui collaborera avec l'association Solinum au développement et à la communication de cet outil.**

Cette méthodologie de portage du Soliguide par un acteur local est déjà implémenté avec succès dans plusieurs départements (Cher, Indre, Haute-Savoie, Puy-de-Dôme). La structure porteuse rejoindra ainsi un réseau d'acteurs porteurs du Soliguide permettant d'échanger des bonnes pratiques.

Objectifs stratégiques

- Rendre accessible l'**information** à tous ceux qui en ont besoin ;
- Faciliter l'**orientation** des publics en difficulté et contribuer à leur réinsertion ;
- Gérer et alimenter une **cartographie** exhaustive et à jour de toutes les structures référencées ;
- Renforcer la coordination des acteurs institutionnels et associatifs sur le Département.

Objectifs opérationnels

Appuyer les acteurs institutionnels et associatifs dans la coordination de leur action via le Soliguide et les impliquer dans l'évolution du projet via des instances de co-construction.

Faire connaître Soliguide aux différents professionnels, aux bénévoles et aux personnes en situation de précarité via des actions de diffusion

Maintenir à jour les informations présentes sur Soliguide et enrichir la base de données en ajoutant les structures pertinentes du territoire.

Types d'opérations prévues

La structure porteuse sera accompagnée par l'association Solinum, elle pourra :

1. Accéder à une formation des porteurs de projets effectuée par l'Association Solinum ;
2. Accéder à une « Boîte à outils » décrivant la mise en œuvre, les référentiels et bonnes pratiques ;
3. Obtenir les supports et outils de communication ;
4. Bénéficier d'un accompagnement & d'un suivi du porteur tout au long de la mise en œuvre du projet ;

En cohérence avec les objectifs opérationnels, les actions réalisées par la structure porteuse concerneront **la co-construction du projet, la diffusion du Soliguide et la gestion de la base de données Soliguide.**

La co-construction

- Organisation de 2 comités de pilotage (en conviant notamment DDETSPP, Cd, CAF/CPAM, SIAO, France Travail, ...) par an ;
- Organisation de 2 comités opérationnels thématiques (avec des acteurs du territoire, référencés sur Soliguide) par an.

La diffusion

- Organisation de sessions de formation au Soliguide pour les agents des acteurs majeurs du territoire (Cd, SIAO, Accueil Mairie et CCAS, France Travail, CAF/CPAM, autres acteurs institutionnels ou associatifs) ;
- Organisation d'actions de diffusion du Soliguide dans la presse locale, auprès du public accueilli et des bénévoles des structures référencées (ateliers de présentation, distribution de flyers, stand lors d'un événement, ...) ;
- Recueil des actualités du territoire pour la newsletter Soliguide mensuelle du département ;

La gestion de la base de données Soliguide.

La base de données est l'essence même de l'outil Soliguide, elle se doit d'être solide et mise à jour pour la bonne orientation des bénéficiaires. Pour une base de données conforme aux besoins des utilisateurs, il est primordial de :

1. Suivre la méthodologie de gestion de la base de données Soliguide et ses étapes (récupération des listings existants, passage en brouillon, validation des informations puis passage en ligne, création d'un compte pro, etc.) ;
2. Veiller à la cohérence de la base de données, en n'y inscrivant que des services utiles aux personnes en situation de précarité ;
3. Assurer l'accessibilité des fiches, en les écrivant de manière facile à lire et à comprendre pour les bénéficiaires visés ;
4. Respecter les périodes de mise à jour de la base de données à raison de deux fois par an (en période estivale et hivernale), et s'engager à mettre à jour 100 % de la base de données à ces périodes ;
5. Accompagner les acteurs à la prise en main de leur compte professionnel dans une démarche d'autonomisation ;
6. Centraliser la totalité des informations utiles à la base de données sur les outils fournis par Solinum ;
7. Viser l'exhaustivité, au terme du déploiement, des services disponibles sur le territoire sur toutes les catégories de Soliguide ;
8. Respecter les thématiques prioritaires établies lors des comités de pilotage.

Types de bénéficiaires visés

Tout acteur institutionnel ou associatif œuvrant dans le champ du social, médico-social, sanitaire, éducatif, de l'insertion socio-professionnelle, bénévoles, personnes en situation de précarité.

Principaux groupes cibles visés par ces actions

Soliguide s'adresse aux personnes en situation de précarité (notamment les personnes sans-abri, en squat, en hôtels sociaux, étudiants précaires, familles en grande précarité, bénéficiaires de minima sociaux, demandeurs d'emploi, demandeurs d'asile, réfugiés, ...) ; et aussi à ceux qui les accompagnent (notamment les associations, écouteurs d'urgence du 115 et SIAO, travailleurs sociaux, bénévoles, maraudeurs, personnel médical, ...).

Éligibilité temporelle

La période de réalisation des opérations doit être incluse entre le 1er janvier 2024 et le 31 décembre 2027.

Les dépenses liées à la réalisation des opérations seront retenues suite au bilan annuel devant être transmis avant le 31 janvier de l'année N+1 au Conseil départemental.

Modalité d'intervention

Pour porter l'action sur un territoire, la structure candidate devra signer une convention de collaboration avec Solinum en assurant :

- Être reconnue pour son implication auprès de publics en situation de précarité ;
- Être en capacité de dédier une personne :
 - à 0,3 ETP chaque année.

- Avoir la capacité de fédérer sur son territoire afin de mobiliser les parties prenantes adéquates : la DDETSP ; le Commissariat à la lutte contre la pauvreté ; le Conseil départemental ; le SIAO ; les associations (la Croix rouge, le Secours Catholique, le Secours Populaire, ...) ; d'autres structures telles que la CAF, la CPAM, France Travail, CLIC et l'ARS, partenaires publics et privés et partenaires locaux.
- Avoir un statut juridique défini et une gouvernance solide (organismes à but non lucratif, organismes à gestion désintéressée ou entreprises de l'ESS) ;
- Avoir une expertise territoriale permettant d'être en capacité de porter pleinement le projet et de garantir un traitement égal des acteurs sur le territoire.

L'appui opérationnel pour le déploiement **Soliguide** sur les territoires est effectué par l'association Solinum et vous serez accompagné par :

- Un ou plusieurs représentants de l'équipe opérationnelle Soliguide ;
- Un responsable régional ;
- Un ou plusieurs représentants des fonctions supports accompagnant le développement (communication, innovation, responsable des connaissances, ...).

Le plafond de subvention pour cet AMI est de 14 k€. Cette action est co-financée par l'Etat à hauteur de 50 %.

À la suite de la décision du Conseil départemental et après signature de la convention attributive de l'aide départementale, le Département pourra procéder au versement d'une avance équivalent à maximum 60 % de la subvention octroyée. Le solde sera versé après transmission au Conseil départemental du bilan annuel au 31 janvier de l'année N+1.

CONTACTS

Pour toutes informations complémentaires sur cet appel à projet,
merci de bien vouloir contacter la DASEIL :

par courriel à : dasei@cantal.fr

par téléphone :

Valérie GAUZENTES COEURDANE : 04.71.46.99.84

FRANCK SALSON : 04.71.49.79.91

ou par courrier à : Direction Action Sociale Emploi Insertion Logement –

Conseil départemental du Cantal

Hôtel de Département, 28, avenue Gambetta

15 015 AURILLAC Cedex

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-15

Attribution de subventions aux Ateliers-Chantiers d'Insertion (ACI) du Cantal pour l'appel à projets "Renforcement de l'accompagnement socio professionnel au sein des ACI"

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 24 voix pour - 6 non-participation(s), Didier ACHALME, Marie-Hélène CHASTRE, Gilles COMBELLE et Vincent DESCOEUR se retirent et ne participent pas au vote et Marina BESSE par le pouvoir donné à M. ACHALME et Jean Yves BONY par le pouvoir donné à Mme CHASTRE.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi (PTIE) 2021-2025 et la fusion du PDIE et PTIE en un seul document intitulé Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 (PDIE-PTIE) ;

Vu la délibération n°24CP02-20 de la Commission Permanente du 23 février 2024 approuvant le lancement de l'appel à projets « Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel au sein des Ateliers-Chantiers d'Insertion » pour 2024 ;

- **APPROUVE** le versement des subventions d'un montant global de 208 000 € aux ateliers-chantiers d'Insertion (ACI) qui sont listés ci-après :

Nom de la structure	Nombre d'Equivalent Temps de Conseiller en Insertion mis à disposition	Montant de la subvention maximum retenu au titre de la dotation CIP	Montant de la subvention maximum retenu au titre de la dotation	Montant global maximum de la subvention allouée à la structure
ACI Dispo Services	2 ETP	30 000 €	10 000 €	40 000 €
ACI Oxygène	1 ETP	15 000 €	10 000 €	25 000 €
ACI ACART	2 ETP	30 000 €	10 000 €	40 000 €
ACI Aurore	0,5 ETP	7 500 €	10 000 €	17 500 €
ACI ADAPEI	2 ETP	30 000 €	10 000 €	40 000 €
ACI Hautes Terres Communautés	0,7 ETP	10 500 €	10 000 €	20 500 €
ACI YDEALIS	1 ETP	15 000 €	10 000 €	25 000 €
				208 000 €

- **VALIDE** la convention-type à intervenir entre le Conseil départemental et les ACI précisant le cadre et les modalités de l'aide attribuée pour la mise en œuvre et la conduite de l'opération « Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel au sein des ACI » dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention-type avec chacun des ACI attributaires.

La dépense d'un montant global de 208 000 € sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 011, nature 6288, fonction 420 du Budget départemental.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION À L'ATELIER-CHANTIER D'INSERTION XXXXX
DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJETS :
« RENFORCEMENT DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIO-
PROFESSIONNEL AU SEIN DES ATELIERS-CHANTIERS
D'INSERTION »

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC,
représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission
Permanente du 31 Mai 2024

ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

Et

L'ATELIER-CHANTIER D'INSERTION XXXXXXXX, rue XXXXXXXX, représenté par son/sa
Président/e, Monsieur/Madame XXXXXX, ci-après désigné par les termes « **ACI XXX** »,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte
Territorial pour l'Insertion et l'Emploi (PTIE) 2021-2025 et la fusion du PDIE et PTIE en un seul
document intitulé Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial d'Insertion et
d'Emploi 2021-2025 (PDIE-PTIE) ;

Vu la délibération n° 24CP02-20 de la Commission Permanente du 23 février 2024 approuvant le
lancement de l'appel à projets « Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel au sein des
Ateliers-Chantiers d'Insertion » pour 2024 ;

Vu l'arrêté n°16-0831 du 29 avril 2016 portant sur le règlement comptable et financier des aides du
Département ;

Vu la délibération n°24CP02-20 du Conseil départemental du 23 février 2024 approuvant le lancement
de l'appel à projets « Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel au sein des Ateliers-
Chantiers d'insertion »

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention, de l'ACI XXXX jugée complète en date du XX
XXXX 2024 ;

IL EST CONVENU CE QUI

SUIT :

PRÉAMBULE

La loi du 1er décembre 2008, généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion entend « lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires ».

A ce titre, le Conseil départemental, chef de file dans la définition et la conduite de la politique d'insertion, élabore deux documents pluriannuels stratégiques et de planification, en concertation avec l'ensemble des acteurs impliqués : le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi et le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi. Pour la période 2021-2025, le Département a fait le choix d'élaborer un document unique, réunissant le PDIE et le PTIE dans un souci de bonne articulation, regroupant les actions d'insertion sociale et professionnelle adaptées aux besoins des cantaliens et mettant l'accent sur le retour à l'emploi des publics inscrits dans un parcours d'insertion.

L'enjeu de ce PDIE-PTIE est d'accélérer le retour à l'emploi des allocataires du RSA, des jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou des publics travailleurs handicapés par une prise en charge plus rapide et un accès facilité aux emplois de proximité.

Les ateliers-chantiers d'insertion (ACI) qui ont développé une offre de services à destination des publics les plus éloignés de l'emploi sont idéalement positionnés. Levier vers un emploi classique et durable en réduisant la sélectivité du marché du travail, les Ateliers Chantiers d'insertion favorisent pour les publics les plus éloignés de l'emploi une meilleure appréhension de l'environnement socio-économique.

Cette proximité représente également un atout pour l'accompagnement des personnes allocataires du RSA orientés vers un parcours d'insertion professionnelle. Elle est utile pour repérer les opportunités qui vont permettre d'aboutir à des mises en situation de travail rapides (stages, PMSMP...). En début d'accompagnement, les salariés vont ainsi pouvoir expérimenter, découvrir un cadre de travail avec son organisation, ses acteurs... et le cas échéant, après retour sur expérience, engager des actions complémentaires utiles à leur intégration professionnelle. Les mises en situation de travail en début d'accompagnement peuvent également susciter de nouveaux intérêts pour des personnes éloignées de l'emploi depuis un temps long. Enfin, la mise en situation de travail « est parfois le « bon moyen » pour les personnes de faire la preuve de leurs compétences, de qualités qui se révèlent « chemin faisant », en s'affranchissant des critères standards de sélection (CV, expérience ou niveau de diplôme).

La présente convention est l'un des outils concrets qui tend à la réalisation de ces objectifs. Elle vise à favoriser le retour et le maintien dans l'emploi des personnes allocataires du revenu de solidarité active et à inciter les Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI) bénéficiant d'une aide au titre de l'année 2024 à proposer un accompagnement renforcé, intensif et adapté.

ARTICLE1- OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention vient définir et préciser, pour une durée d'un an, le cadre et les modalités selon lesquels est apportée l'aide du Département à l'ACI XXXX du Cantal pour la mise en œuvre et la conduite de l'opération « Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel au sein des ACI » permettant à

des personnes en difficulté d'insertion professionnelle l'acquisition de compétences et de qualifications de nature à faciliter leur retour vers un emploi durable.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE L'ACI XX

Par la présente convention, l'ACI XXXX s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre l'opération « Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel au sein des Ateliers-Chantiers d'Insertion ».

ARTICLE 3 – PUBLIC ELIGIBLE

La convention vise l'ensemble des personnes éloignées de l'emploi résidant sur le territoire cantalien sous réserve que la part des allocataires du RSA participant au projet représente à minima 40% de l'ensemble des participants recrutés à compter du 01/01/2024.

Les participants doivent bénéficier d'un agrément PASS IAE via la plateforme de l'inclusion (conditions d'éligibilité fixées dans ce cadre).

ARTICLE 4 - MOYENS MIS À DISPOSITION

Pour la mise en œuvre des parcours d'accompagnement, l'ACI XXXX s'engage à mettre à disposition XXXX Conseillers en Insertion Professionnelle (CIP) à hauteur de XXXXX ETP.

En cas d'arrêt prolongé ou de départ anticipé des Conseillers en Insertion Professionnelle, l'ACI xxx s'engage à identifier rapidement un autre accompagnateur disposant de compétences équivalentes afin de ne pas créer de rupture dans l'accompagnement.

L'ACI XXXXXX met à disposition des locaux adaptés à l'accueil du public tant au niveau de l'accompagnement individuel que collectif.

ARTICLE 5 - RÉGLEMENTATION APPLICABLE AU REGARD DE L'ENCADREMENT DES AIDES

Compte tenu des éléments portés dans le dossier de demande de subvention, l'activité de l'association peut être considérée comme économique au sens du droit de la concurrence.

La subvention départementale n'affecte pas les échanges entre Etats membres de l'UE, elle n'est donc pas susceptible de constituer une aide d'Etat au sens des articles 106 et 107 du TFUE.

ARTICLE 6 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le coût total éligible prévisionnel de l'opération était de XXXXXX € maximum (dotation CIP + dotation RSA) pour la durée de cette convention soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Sur la base du dossier de candidature transmis par l'ACI XXXXXX, la subvention prévisionnelle maximum est établie à XXXXXX €. Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention sera versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

ARTICLE 7– MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

7.1 Dotation CIP

L'ACI XXXXXX, dans sa candidature, propose d'affecter XXXXXX ETP sur l'opération. Sur la base de cette offre de service, une dotation maximale de XXXXXX € est donc allouée à l'ACI XXXXXX.

Le versement de l'aide départementale se fera sur la base des justificatifs suivants :

- Contrats de travail des CIP,
- Fiches de poste ou lettres de mission précisant la quotité d'heures consacrées à l'accompagnement socio-professionnel des salariés en insertion au sein de l'ACI XXXXXX,
- CV + diplômes.

La dotation CIP sera versée à l'ACI XXXXXX dès notification de la présente convention.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue du contrôle de service fait et amener le Service Emploi Insertion à exiger de l'ACI XXXXXX le reversement des sommes indûment perçues.

7.2 Dotation RSA

Le Département attend que la part des allocataires du RSA participant au projet représente à minima 40% de l'ensemble des participants recrutés à compter du 01/01/2024 jusqu'au 31/12/2024.

Une dotation maximale de 10 000 € par porteur de projets est allouée pour encourager le recrutement de salariés en CDDI dont le statut lors du recrutement est allocataire du RSA. La dotation sera proportionnelle par tranche selon le tableau ci-dessous. Pour percevoir la dotation maximum, l'ACI XXXXXX devra recruter au minimum 40 % de BRSA sur la période donnée.

Modalité de calcul de la dotation

Taux de BRSA recrutés à compter du 01/01/2023	Montant de la dotation
≥ 40 %	100%
≥ 30 %	75%
≥ 20%	30%
≥10 %	15%
≥5%	5%
<5%	Pas de dotation

Afin qu'il soit procédé au calcul définitif et au paiement de l'aide allouée au titre de la dotation RSA, l'ACI XXXXXX devra présenter, au terme de l'action et au plus tard le 31/01/2025, l'ensemble des justificatifs suivants pour les salariés en insertion :

- Attestation RSA datée du mois du recrutement,
- Contrat de travail,
- Pass IAE,

L'ACI XXXXXX devra également fournir la liste de l'ensemble des salariés (tout statut confondu) en CDDI accueillis sur l'année 2024.

La dotation RSA sera attribuée au plus tard 30 jours après la production par l'ACI XXXXXX de l'ensemble des pièces nécessaires.

La contribution financière est créditée au compte de l'ACI XXXXXX selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

XXXXXX
Domiciliation bancaire : XXXXXX
N° IBAN : XXXXXX
BIC : XXXXXX

ARTICLE 8- OBLIGATIONS DE L'ACI XXXXXX

L'ACI XXXXXX s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les parties sont susceptibles de recueillir et échanger des données personnelles concernant les allocataires, s'inscrivant dès lors dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En application des principes posés par ces dispositions, chacune des parties garantit l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi informatique et libertés ») et du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Toute donnée personnelle, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre ou à laquelle les parties pourraient avoir accès dans le cadre de la présente convention, ne peut être utilisée que pour la mise en œuvre de son objet.

Ces données personnelles sont conservées par l'ACI XXXXXX pendant la durée de mise en œuvre de la présente convention et seront détruites par ce dernier à son terme, sauf disposition législative ou réglementaire contraire.

Conformément à la loi « Informatique et Liberté », les allocataires pourront exercer leurs droits d'accès aux données, de rectification ou d'opposition en contactant le délégué à la protection des données du Département à l'adresse suivante : dpo@cantal.fr ou à Délégué à la Protection des Données, Direction des Affaires Juridiques, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta 15015 Aurillac.

En cas de violation de ces données personnelles traitées par l'ACI XXXXXX (perte, vol, divulgation, altération, ...), celui-ci en informe le délégué à la protection des données du Département dans un délai de 48h après en avoir pris connaissance.

Chacune des parties convient du caractère confidentiel des informations échangées dans le cadre de la présente convention et s'engage à faire respecter cette confidentialité par ses salariés concernés.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'ACI XXXXXX, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.1 Utilisation de la subvention

L'ACI XXXXXX accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Conseil départemental, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, l'ACI XXXXXX s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier ; d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 13 ci-après.

8.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, l'ACI XXXXXX s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

- L'ACI XXXXXX s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux cofinancements publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération ;
- Toute communication ou publication de l'ACI XXXXXX au bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

8.3 Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

L'ACI XXXXXX s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le Service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le Service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

L'ACI XXXXXX s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, l'ACI XXXXXX se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le Service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le Service Emploi Insertion à exiger de l'ACI XXXXXX le reversement des sommes indûment perçues.

8.4 Information du Département

L'ACI XXXXXX devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 13 ci-après.

ARTICLE9 - REVERSEMENT

Au terme des opérations de contrôle visées à l'article 8, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- Que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à l'ACI XXXXXX en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement. Cette lettre précise le délai dont dispose l'ACI XXXXXX pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 10 - CADUCITÉ ET DECHEANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à l'ACI XXXXXX de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 11– JUSTIFICATIFS DE REALISATION - ÉVALUATION

11.1 Justificatif de réalisation

Au terme de l'opération, l'ACI XXXXXX s'engage à fournir au plus tard au 31/01/2025 :

- Bilans individuels de fin de parcours pour chaque salarié en CDDI ou un bilan intermédiaire si le salarié n'est pas sorti de l'ACI au 31/12/2024,
- Feuilles d'emargement co-signées par le salarié en CDDI et le CIP lors de chaque entretien,
- Bilan d'exécution présentant la mise en œuvre de l'opération et les résultats obtenus

11.2 Suivi du dispositif et évaluation

Le suivi et l'évaluation de l'opération « Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel au sein des ACI » se feront aux moyens de :

- Commissions de suivis des parcours trimestriels : ils permettront d'effectuer un suivi régulier de l'action, de prendre connaissance des bilans,
- Du comité de pilotage composé du responsable de la structure, des salariés en charge de l'accompagnement et des agents du Service Emploi Insertion en charge du suivi de l'opération,
- Du bilan d'exécution qui portera sur des éléments qualitatifs et quantitatifs du public accompagné : bénéficiaires accompagnés, date d'entrée, date de sortie, nombre d'entretiens réalisés, propositions faites (entrée en emploi, en formation, en PMSMP, en alternance et solutions trouvées aux freins périphériques à l'insertion socioprofessionnelle).

ARTICLE 12 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du 1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION

13.1 A l'initiative de l'ACI XXXXXX

L'ACI XXXXXX peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au Service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

L'ACI XXXXXX est tenue de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

13.2 A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'ACI XXXXXX, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de l'ACI XXXXXX est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque l'ACI XXXXXX n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque l'ACI XXXXXX refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

L'ACI XXXXXX dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du Service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles. A compter de la date de l'accusé de réception de la lettre de l'ACI XXXXXX, le Service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision à l'ACI XXXXXX par lettre recommandée avec accusé réception.

13.3: Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de l'ACI xxxxxx ou de notification définitive de la résiliation par le Service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à l'ACI xxxxxxxx.

Les sommes dues à l'ACI XXXXXX à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par l'ACI XXXXXX déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le Service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le Service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance consentie aux termes de l'article 7.

ARTICLE 14 - ÉLECTION DE DOMICILE/LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Conseil départemental

Le Président de l'ACI XXXXXX,

Bruno FAURE

XXXXXX

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-16

Conventions relatives à l'accès aux données permettant la conduite d'une expérimentation portant sur l'accompagnement renoué des allocataires du RSA dans le cadre de la préfiguration de France Travail et à l'accès à la plateforme sécurisée permettant de suivre des formations mises à disposition par France Travail

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi ;

- **APPROUVE** la convention relative à l'accès aux données permettant la conduite d'une expérimentation portant sur l'accompagnement renoué des allocataires du revenu de solidarité active dans le cadre de la préfiguration de France Travail dont le projet est joint en annexe.

- **APPROUVE** la convention relative à l'accès à la plateforme sécurisée permettant de suivre des formations mises à disposition par France Travail dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer lesdites conventions.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Convention relative à l'accès aux données permettant la conduite d'une expérimentation portant sur l'accompagnement rénové des allocataires du revenu de solidarité active dans le cadre de la préfiguration de France Travail

ENTRE

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, établissement public administratif, représenté par Monsieur Frédéric TOUBEAU, directeur régional, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité 13 rue Crépet, 69007 LYON,

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

ET

Le Conseil départemental du Cantal, représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC

ci-après dénommé « le partenaire » d'autre part,

ci-après dénommés ensemble « les parties ».

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

En application de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, Pôle emploi est devenu France Travail au 1^{er} janvier 2024. Cette transformation consiste en un changement de dénomination et un élargissement des missions de l'établissement public au sein du réseau pour l'emploi mentionné à l'article L.5311-7 du code du travail.

En tant qu'opérateur, France Travail est notamment chargé d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de veiller à la continuité de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il prescrit toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle. France Travail aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements, prospecte le marché du travail et a également pour mission de développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications (article L.5312-1, I du code du travail). France Travail est organisé en 17 directions régionales.

Le Département du Cantal

En application de la Loi NOTRe du 7 août 2015, le Conseil départemental du Cantal exerce ses compétences en matière de solidarités (enfance et famille, seniors et grand âge, handicap, santé et prévention, insertion et emploi, logement), il construit, rénove,

entretient et équipe les collèges publics, il aménage et entretient la voirie départementale, il favorise l'accès à la culture et au tourisme sur son territoire. Il s'appuie sur un budget de 284 millions d'euros, et est administrée par 30 conseillères et conseillers départementaux, issus de 15 cantons.

En septembre 2022, a été lancée la concertation nécessaire à la création de l'opérateur France Travail et du réseau pour l'emploi, en charge de l'organisation, de la mise en œuvre et de la continuité des parcours d'accompagnement individualisés vers l'emploi. Dans le cadre d'un partage de données plus poussé entre les acteurs, l'opérateur France Travail développe des outils permettant d'aller vers un objectif de plein emploi d'ici 2027.

Le rapport de synthèse de la concertation a été remis au Gouvernement le 19 avril 2023.

Dans le cadre de préfiguration de France Travail et de l'inscription au 1^{er} janvier 2025 sur la liste des demandeurs d'emploi de toutes les personnes qui demandent le revenu de solidarité active, le lancement d'expérimentations visant, en avance de phase et à droit constant, à coconstruire une offre renouvelée concernant l'accompagnement des allocataires du RSA a été proposé aux collectivités territoriales concernées volontaires. Les principes de cette rénovation sont ambitieux : assurer un accompagnement intensif vers et dans l'emploi, effectif et individualisé, adapté aux besoins des individus. Cet accompagnement s'appuie sur un partenariat renforcé entre les parties, sur la pluralité des expertises locales et la richesse des ressources disponibles, en mobilisant les employeurs et l'ensemble des acteurs de l'insertion, dans le cadre d'une gouvernance plus efficace.

Afin de soutenir l'intensification de l'accompagnement et, en cas de besoin, les développements informatiques permettant l'interopérabilité entre les différents outils et systèmes d'information, l'Etat mobilise des moyens supplémentaires via des conventions signées avec les conseils départementaux des territoires pilotes. Ces conventions précisent en particulier les engagements des conseils départementaux en termes de partage de données et de transmission à France Travail des informations nécessaires à la réalisation de statistiques publiques, notamment afin de permettre le suivi des indicateurs de pilotage partagés.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'échange de données et de mise à disposition des outils de France Travail auprès du partenaire afin d'assurer la conduite et le pilotage, sur le territoire du Cantal, de l'expérimentation décrite en préambule.

Dans le cadre de cette expérimentation et à des fins de connaissance et de suivi statistiques, le système d'information de France Travail est utilisé. Les allocataires du revenu de solidarité active orientés vers France Travail au titre du code de l'action sociale et des familles (CASF) sont inscrits sur la liste des demandeurs d'emploi, en catégorie 1, 2 ou 3. Les allocataires du RSA non orientés vers France Travail au titre du CASF sont enregistrés dans le système d'information de France Travail à des fins statistiques ; cela signifie une inscription sur la liste des demandeurs d'emploi, en catégorie 5 (personnes non tenues de réaliser des actes positifs de recherche d'emploi).

Article 2 – Engagements des parties

2.1 – Engagements de France Travail

France Travail met à la disposition du partenaire les interfaces applicatives de programmation (API) listées à l'annexe 2, dans les conditions de disponibilité et de sécurité décrites à cette même annexe.

France Travail s'engage par ailleurs à habiliter les professionnels du partenaire pour accéder à l'outil « Suivi de parcours » dans les conditions mentionnées à l'annexe 3.

2.2 – Engagements du partenaire

Le partenaire s'engage à informer ses agents des conditions et modalités d'accès aux outils mis à disposition par France Travail.

Il s'engage à respecter les conditions générales des différents outils mis à disposition telles que figurant aux annexes 2 et 3.

Le partenaire signale à France Travail tout dysfonctionnement rencontré lors de l'utilisation d'un outil par le biais de l'adresse électronique dédiée.

Le partenaire s'engage à utiliser les données mises à disposition par France Travail pour les seules finalités poursuivies. Il s'engage par ailleurs à renseigner dans les champs de texte libre, dans les outils auxquels il accède, les seules données nécessaires, exactes et tenues à jour.

Article 3 – Confidentialité

Les informations échangées dans le cadre de la convention, en particulier les données personnelles, sont considérées par les parties comme confidentielles. Les parties s'engagent à ne divulguer ces informations confidentielles qu'à leurs seuls préposés et, le cas échéant, prestataires (sous-traitants au sens du règlement général sur la protection des données -RGPD-) ayant à en connaître.

Conformément à la loi « informatique et liberté » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) n°2016/679 du 27 avril 2016, les parties sont tenues de prendre toutes mesures nécessaires pour préserver la sécurité et la confidentialité des données dont elles pourraient avoir connaissance.

Les parties se portent garantes du respect de cette obligation de confidentialité par leurs préposés et, le cas échéant, prestataires. Elles portent cette obligation à leur connaissance et prennent toutes mesures nécessaires à son respect.

Cette obligation de confidentialité s'applique sans limitation de durée.

Article 4 - Protection des données personnelles

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment :

- le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD)
- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- le décret n°2019-341 du 19 avril 2019 relatif à la mise en œuvre de traitements comportant l'usage du numéro d'inscription au répertoire d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques ou nécessitant la consultation de ce répertoire ;
- le secret professionnel, dont la violation est sanctionnée par les articles 226-13 et suivants du code pénal et auquel elles sont soumises en application de l'article L. 262-44 du code de l'action sociale et des familles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie.

Les parties s'engagent à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par leur personnel :

- utiliser les données transmises, dont le traitement est expressément autorisé par l'article 6-1 e du règlement européen sur la protection des données, aux seules fins de la réalisation de l'objet de la convention, y compris la production de statistiques, des besoins de l'exécution ainsi que de son suivi et ne pas utiliser les informations traitées à des fins autres que celles spécifiées dans la présente convention ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet de la présente convention,
- ne pas divulguer ces informations à des tiers non prévus par la présente convention,
- prendre toutes mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse du fichier,
- prendre toutes les mesures de sécurité, notamment matérielles, pour s'assurer la conservation et l'intégrité des informations traitées.

Les parties traitent les données personnelles uniquement pour :

- la réalisation de l'objet de la convention ;
- les besoins de l'exécution et du suivi de la convention ;
- la partie statistique s'il y a lieu

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Les parties répondent aux demandes des personnes concernées dans le délai d'un mois. Elles collaborent entre elles, si nécessaire, pour apporter ces réponses.

Les parties font leurs meilleurs efforts pour réaliser les opérations de traitement de données sur le territoire de l'Union européenne et limiter au maximum les transferts de données en dehors de l'Union européenne.

Les parties s'engagent à respecter les durées de conservation légales ou réglementaires applicables. Si aucun texte ne prévoit de durée de conservation applicable au traitement mis en œuvre, les parties s'engagent à déterminer les durées de conservation en fonction de la finalité du traitement qu'elles réalisent chacune pour leur propre compte et à les respecter.

Chaque partie informe l'autre partie de la survenance de toute violation de données personnelles susceptibles d'avoir, directement ou indirectement, des conséquences pour l'autre partie, ainsi que de toute plainte qui lui serait adressée par une personne concernée par le traitement. Cette information intervient dans les plus brefs délais et au plus tard 48 heures après la découverte de la violation de données ou la réception de la plainte et comprend toute la documentation le cas échéant utile à sa notification auprès de la CNIL et à l'information des personnes.

Article 5 - Sécurité des systèmes d'information

Les parties prennent toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité des données communiquées ou auxquelles elles ont accès. Elles veillent notamment à assurer :

- la confidentialité des données, en empêchant leur divulgation à des tiers non autorisés, notamment par la mise en œuvre de procédés d'authentification adaptés ;

- l'intégrité des données, en empêchant leur modification ou destruction intentionnelle ou accidentelle en dehors de la convention ;
- la disponibilité des données, leur conservation et la disponibilité des systèmes d'information utilisés dans le cadre de la convention ;
- la traçabilité des opérations et de l'origine des données.

Les parties se tiennent informées de toute difficulté ou anomalie détectée.

Article 6 – Propriété intellectuelle

La signature de la convention n'entraîne aucune cession de droits de propriété intellectuelle sur les données, logiciels ou applications et matériels utilisés dans le cadre de sa mise en œuvre.

Article 7 – Conditions financières

La présente convention est conclue à titre gratuit.

Article 8 – Durée, résiliation et modification

La présente convention est conclue à compter de sa signature par les deux parties et prend fin au 31 décembre 2024.

A l'exception de l'annexe 5, toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant, notamment pour tenir compte des évolutions des données échangées ou des outils mis à la disposition du partenaire.

En cas de manquement du partenaire à l'une des obligations essentielles découlant de la présente convention ou si celui-ci refuse l'avenant mentionné au précédent alinéa, la convention est dénoncée par lettre recommandée avec avis de réception postale. En ce cas, la résiliation prend effet dans un délai d'un mois à compter de la notification de sa dénonciation par l'autre partie.

Article 9 – Compétence juridictionnelle

A défaut d'accord amiable et dans un délai d'un mois calendaire à compter de la mise en demeure envoyée en courrier recommandé avec avis de réception postale par l'une des parties et restée sans effet, tout litige né de l'interprétation et/ou de l'exécution de la présente convention peut être porté devant la juridiction administrative compétente pour le siège de la direction régionale de France Travail signataire de la présente convention.

Article 10 – Contenu de la convention

La convention comprend 5 annexes dont elles sont partie intégrante :

- annexe 1 : Echange de fichiers relatifs à l'inscription du flux ou à la reprise de stock
- annexe 2 : Echange de données par API
- annexe 3 : Suivi de parcours
- annexe 4 : Suivi et pilotage de l'expérimentation
- annexe 5 : Correspondants.

Fait à, le

Pour France Travail

Pour le Conseil départemental
Du Cantal

Frédéric TOUBEAU
Directeur régional

Bruno FAURE
Président

Annexe 1 – Echange de fichiers relatifs à l'inscription du flux ou à la reprise de stock

Des fichiers sont transmis par le partenaire afin de permettre à France Travail d'enregistrer dans son système d'information les personnes allocataires du revenu de solidarité active entrées dans le dispositif RSA et orientées vers un parcours avant le début de l'expérimentation. Ces fichiers comprennent :

- les données d'identification :
 - o civilité ;
 - o nom ;
 - o prénom ;
 - o date de naissance ;
 - o NIR/NIA ;
 - o sexe ;
 - o nationalité ;
- le statut :
 - o demandeur ou conjoint ;
- les coordonnées de contact :
 - o numéro de téléphone ;
 - o courriel ;
 - o adresse postale ;
- la date d'entrée RSA : jj/mm/aaaa ;
- le code organisme : CAF/MSA ;
- l'orientation et le type de parcours (social, socioprofessionnel, professionnel) ;
- le référent unique ou la structure en charge de l'accompagnement ;
- la date de l'orientation.

Les fichiers sont mis à disposition, de manière hebdomadaire, sur une solution de partage de fichiers sécurisée et conforme au RGPD type Fil'R et un délai d'expiration court est défini. Le lien permettant l'accès aux fichiers est envoyé par courrier électronique.

Annexe 2 – Echange de données par API

Dans le cadre de l'expérimentation décrite en Préambule, et afin d'échanger les données nécessaires à cette expérimentation, France Travail met à la disposition du partenaire les interfaces applicatives de programmation (API) suivantes :

1. ☒ API Recherche usager ;
2. ☒ API Statut usager ;
3. ☒ API Diagnostic individu ;
4. ☒ API Métiers recherchés et projets d'évolution ;
5. ☒ API Création, reprise ou franchise entreprise.

La liste des données est spécifiée, pour chaque API, au point 10 de la présente annexe.

1. Accès aux API

Sauf dérogation expresse acceptée par le responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) de France Travail, tous les flux entre les systèmes d'information du partenaire et de France Travail transitent obligatoirement par la plateforme francetravail.io (Point d'Accès Externe) de France Travail.

L'accès aux API nécessite l'ouverture d'un compte sur la plateforme francetravail.io par une personne autorisée par le partenaire. Afin de permettre l'ouverture du service, le partenaire fournit à France Travail les informations suivantes :

- Utilisateur : Prénom, nom, adresse électronique ;
- Application : [Nom de l'application] – [URL d'accès] [Description de l'application]

Si « l'utilisateur » de la plateforme, n'est pas un membre du personnel du partenaire mais de l'un de ses sous-traitants, France Travail doit en être informé.

Chaque personne concernée par l'utilisation de la plateforme francetravail.io se soumet aux conditions d'utilisation de cette plateforme.

Le partenaire est responsable du mot de passe permettant d'accéder à ce compte, ainsi que de l'usage qui en est fait. Le Partenaire garantit que toute information fournie à France Travail relative à ce compte est exacte et à jour.

Le partenaire est responsable des codes d'accès à l'API et aux données, ainsi que de l'usage qui en est fait. Il veille notamment à ce que ces codes ne puissent pas être « aspirés » par un usager de son application mobile ou de son service web.

2. Engagements généraux

Tout événement ou opération technique entraînant une remise en cause du fonctionnement des API et des engagements liés fait l'objet d'une communication et d'une validation de planning de mise en œuvre entre les parties.

3. Disponibilité et niveaux de service

Disponibilité et capacité

Indicateur Mensuel	Cible
Taux de disponibilité des services *	98 %
performance des APIs **	90 % < à 1 seconde

* Les services sont ouverts 24/24H.

**Temps de réponse pouvant atteindre 6 secondes et exceptionnellement plus, pour une requête complexe

L'engagement cible de France Travail pour l'accès aux services définis est un taux de disponibilité mensuel, mesuré à 98% (hors indisponibilité du partenaire).

Retour au service

Deux types d'incidents sont distingués :

1. **Applicatif** : incident portant sur la complétude, la cohérence et la qualité des données échangées ;
2. **Disponibilité de service** : interruption ou dégradation de service de l'une des applications utilisées.

Dysfonctionnement constaté par France Travail => Délai maximum d'information du partenaire		Retour au service	
Applicatif	Disponibilité de Service	Applicatif	Disponibilité de Service
24 heures	1 h	6 jours *(Changement suivant)	1 jour (8 heures ouvrables)

Tout incident de disponibilité de service, signalé par le partenaire est pris en compte par France Travail dans les 15 minutes suivant son signalement.

Si besoin, la remise en service suite à un incident applicatif peut faire l'objet d'une planification convenue avec le partenaire.

4. Surveillance des API

Engagements de France Travail

Les API font l'objet d'une surveillance systématique à travers un dispositif de supervision.

Des sondes sont mises en place, sur les serveurs du site de production de France Travail, permettant de vérifier la disponibilité des services.

En cas de défaillance des API, la sonde de surveillance (active 5j/7, sur la plage horaire d'ouverture du service) envoie un message d'alerte au centre de service opération de France Travail.

France Travail prend immédiatement en compte l'alerte et effectue, grâce à ses sondes techniques, les vérifications nécessaires de sa chaîne de liaison.

Dans le cas où l'équipe de supervision de France Travail ne peut rétablir le service à partir des fiches d'exploitation prévues, une escalade vers les équipes de développement est mise en place, pour permettre un retour au service dans les délais prévus.

Une communication sur le dysfonctionnement rencontré et sur le délai prévisible de retour au service est transmise à l'équipe de supervision du partenaire.

5. Gestion des incidents

France Travail offre un support en cas d'incident, accessible par le formulaire « nous contacter » dans la rubrique « contact » de la plateforme [francetravail.io](https://francetravail.io/contact) à l'adresse <https://francetravail.io/contact>.

En particulier, le partenaire s'engage à communiquer à France Travail la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes pour l'utilisateur final, le fournisseur de service ou France Travail. Cette communication intervient dans les plus brefs délais et au maximum quarante-huit heures après la découverte de la faille de sécurité ou suivant réception d'une plainte.

Traitement des incidents à France Travail

À l'issue de sa déclaration, le demandeur reçoit une notification qui lui confirme la prise en charge de l'incident par France Travail.

France Travail qualifie l'incident et escalade le dossier vers les équipes compétentes pour corriger le dysfonctionnement.

Le partenaire est informé des raisons de la défaillance et des délais prévisionnels de remise en service.

Avant la résolution définitive de l'incident, une solution de contournement temporaire peut être mise en place pour permettre un retour (partiel ou total) au service dans les plus brefs délais.

Engagements du partenaire

Dès qu'un dysfonctionnement est identifié par le partenaire, ce dernier s'engage à :

- effectuer un pré-diagnostic par sa propre équipe de support avant de le signaler auprès de France Travail ;
- décrire auprès des équipes de France Travail, tous les éléments relatifs au problème rencontré ;
- vérifier dans la mesure du possible, selon les moyens mis à disposition, l'efficacité des actions correctives apportées ;
- tester et valider auprès de France Travail le retour au service pour clôturer l'incident ;
- valider la clôture de l'incident.

6. Gestion de la continuité d'activité

Engagements de France Travail afin de garantir la disponibilité des applications quel que soit le type de panne (de la panne d'équipement au sinistre majeur du centre informatique)

D'un point de vue général, France Travail a défini son organisation de gestion de crise interne qui permet la remontée d'alertes et leur diagnostic ainsi que la prise de décision dans la réponse à apporter pour traiter la panne.

Dans le cadre de son plan de continuité d'activité (PCA), France Travail a mis en œuvre les dispositifs suivants :

- un centre informatique divisé en deux salles informatiques permettant que :
 - o l'infrastructure matérielle de l'application en question soit redondée ;
 - o les données fonctionnelles et les données de configuration matérielle y soient répliquées de façon synchrone ;
- de plus, des sauvegardes sont réalisées quotidiennement et des tests de restauration sont effectués régulièrement ;
- dans le cas de sinistre majeur, les délais de remise en service de l'interconnexion seront communiqués par la cellule de crise.

7. Gestion des changements et mise en production

On entend par « changement » toute modification, création ou suppression d'un des composants ayant un impact sur le dispositif d'échange objet de la convention.

Sont considérées comme mises en production, la livraison et le déploiement de ces changements.

France Travail s'engage à mettre à disposition de manière durable son service en ligne sur la plateforme de tests du partenaire pour effectuer les tests et recettes nécessaires.

Environnement de qualification – Pré-requis en termes de plateforme et de données de tests

Dès que les développements sont en état d'être testés, ils sont portés sur les différents environnements de test de l'infrastructure du partenaire en lien avec le système d'information de France Travail.

Pour la première mise en place et à chaque changement, France Travail s'engage à communiquer des jeux de données définis en collaboration avec le partenaire permettant ainsi de simuler/tester des appels de l'API entre les deux systèmes d'information.

Ce raccordement des environnements de tests doit pouvoir être maintenu durablement ou réactivé selon le besoin des parties par une opération simple faite dans un délai convenu.

France Travail raccorde enfin son environnement de production avec celui du partenaire afin d'ouvrir le service.

Gestion des changements des APIs sans évolution du SI du partenaire

Lors de toute évolution des API, hors des fonctionnalités liées à l'application du partenaire, France Travail est responsable des tests de non régression et sur le raccordement en pré-production.

France Travail est seul responsable de la décision de livrer la nouvelle version des API en production.

Les évolutions mineures et/ou résolutions d'incidents non bloquants, ne remettant pas en cause le contrat de service défini et ne nécessitant pas de tests de bout en bout, passent par un dispositif de gestion des changements hebdomadaires.

Tout changement de ce type, initié par France Travail fait l'objet d'une communication auprès du partenaire au moins 5 jours avant la mise en production.

Gestion des changements du contrat d'interface des API

En cas d'évolution du contrat d'interface des API (liste des données et règles -variables, etc-, évolution sur les paramètres d'entrée et sur les données résultats), la mise en production fera l'objet d'une décision commune entre les parties.

Lors d'une évolution d'une API ayant des impacts sur les fonctionnalités de l'application du partenaire, France Travail est responsable de la mise en œuvre et des tests des évolutions de ses services sur ses environnements.

France Travail a la responsabilité des tests en environnement raccordé en pré-production. Ce n'est qu'après validation et synchronisation des parties que la nouvelle version de l'API est mise en production.

Afin de simplifier la synchronisation, les parties s'accordent, pour certaines évolutions, sur la conservation en ligne de la version précédente (n-1) des API, pendant une durée maximale de 6 mois.

Toute évolution applicative majeure ou évolution impactant le contrat de service (hors résolution d'incidents bloquants) s'inscrit dans le cadre d'une planification conjointe,

tenant compte des contraintes des parties, avec un délai minimum de prévenance de 3 mois avant la date de mise en production.

Mise en production d'une nouvelle version des API par France Travail

Pour toute mise en production d'une nouvelle version des API, France Travail a la responsabilité de livrer dans son environnement de production les éléments validés sur l'environnement de tests du partenaire.

Si la version de l'API comporte des dysfonctionnements, France Travail s'engage à mettre en production à tout moment une version antérieure et de prévenir le partenaire, selon les modalités définies au point 5 « Gestion des incidents ».

8. Gestion de la sécurité du SI

Interlocuteur sécurité et comités de suivi spécifiques

Pour faciliter le suivi des aspects sécurité, notamment des engagements sécurité, un contact privilégié est identifié au sein du partenaire. Au sein de France Travail, le RSSI fait office de point de contact sécurité, avec possibilité de délégation.

Des comités de suivi spécifiques aux aspects sécurité pourront être organisés à la demande de France Travail ou du partenaire, par exemple si le besoin est identifié dans le cadre du suivi global du partenariat.

De la même manière, à la demande de France Travail ou du partenaire, des indicateurs de sécurité peuvent être définis et mis en œuvre après accord des parties.

9. Pilotage, animation, modalités de suivi et évolutions

Les modalités relatives à la mise en œuvre des API et les souhaits d'évolution de ces dernières sont abordés dans le cadre du pilotage.

Au minimum une fois par an, au cours d'un comité de pilotage, les parties procèdent à une revue d'exécution du contrat.

10. Descriptifs des données échangées par API

Pour chaque API, les données traitées (en entrée et en sortie) sont listées ci-dessous.

1. API Recherche usager

L'API permet de rechercher un usager à partir d'un NIR et d'une date de naissance. A partir de la saisie du NIR et de la date de naissance, cette API fournit un identifiant crypté dès lors que l'individu est connu de France Travail (individu identifié inscrit ou radié depuis moins de 3 ans).

Cet identifiant permet la consommation d'autres services API nécessitant un identifiant individu en clé d'appel.

Données d'entrée (appel)	Information complémentaire
Date de naissance (AAAA-MM-JJ)	
NIR complet	
Données retournées par France Travail	
Code retour	le code retour fonctionnel sur 4 caractères au format SXXX ou RXXX
Message	Le libellé du retour fonctionnel uniquement pour les codes retour au format RXXX
Identifiant	Identifiant national chiffré

Top Identité certifiée	Valeur "Oui" ou "Non"
------------------------	-----------------------

2. API Statut usager

L'API permet, à partir de la saisie d'un identifiant crypté fourni par l'API « recherche usager », de restituer le statut, la durée, le motif et la catégorie d'inscription, ainsi que la situation au regard de l'emploi de l'individu.

Données d'entrée (appel)	Information complémentaire
IdNat	Identifiant national chiffré de l'individu
Données retournées par France Travail	
idNat	Identifiant national chiffré de l'individu
statutDE	Statut du DE (Identifié, Inscrit, Cessé, Radié)
dateEffetStatut	Date d'effet du statut DE au format "AAAA-MM-JJ"
dateInscription12	Date d'inscription dans les 12 derniers mois
dateInscription24	Date d'inscription dans les 24 derniers mois
dateInscription36	Date d'inscription dans les 36 derniers mois
motifInscriptionCode	Code du motif d'inscription
motifInscriptionLib	Libellé du motif d'inscription
categInscriptionCode	Code de la catégorie d'inscription
categInscriptionLib	Libellé de la catégorie d'inscription
situationRegEmpCode	Code Situation au regard de l'emploi
situationRegEmpLib	Libellé Situation au regard de l'emploi
motifClotureCode	Code du motif de clôture
motifClotureLib	Libellé du motif de clôture
messageErreur	Message alimenté en cas d'erreur

3. API Diagnostic Individu

A partir de la saisie d'un identifiant national crypté fourni par l'API « recherche usager », ce service permet de restituer les données propres aux diagnostics d'un demandeur d'emploi.

Ressource « besoins individus » : cette ressource permet de récupérer, à partir d'un identifiant national chiffré, les besoins par diagnostic d'un demandeur d'emploi.

Données d'entrée (appel)	Information complémentaire
IdRci	Identifiant National chiffré du demandeur d'emploi récupéré auprès de l'API 'Recherche Usager'.
Données retournées	
BesoinsParDiagnostic	Retourne la liste des besoins par diagnostics du demandeur d'emploi
idMetier	Liste de besoin par diagnostic.
Besoin	Identifiant chiffré du métier rattaché au diagnostic.
code	Besoin d'un diagnostic.
Libelle	Code du besoin.
	Libellé du besoin.

Valeur	Valeur du besoin
--------	------------------

Ressource « diagnostics individus » : cette ressource permet de récupérer, à partir d'un identifiant national chiffré, les diagnostics d'un demandeur d'emploi.

Données d'entrée (appel)	Information complémentaire
IdRci	Identifiant National chiffré du demandeur d'emploi récupéré auprès de l'API 'Recherche Usager'.

Données retournées	Cette ressource permet de récupérer, à partir d'un identifiant national chiffré, les diagnostics d'un demandeur d'emploi.
listeDiagnostics	Liste des diagnostics du demandeur d'emploi
Diagnostic	Diagnostic du demandeur d'emploi
dateMiseAJour	Date de dernière modification du diagnostic
conseiller	Nom, prénom, structure du professionnel ayant mis à jour le diagnostic.
estPrioritaire	Indicateur de priorité du diagnostic
idMetierChiffre	Id Métier chiffré du diagnostic
nomMetier	Nom du métier du diagnostic
statut	Statut du diagnostic
typologie	Typologie du diagnostic

Ressource « Diagnostics Individus Enregistrement » : cette ressource permet de mettre à jour un diagnostic à partir de son identifiant métier lié.

Données d'entrée (appel)	Information complémentaire
IdRci	Identifiant National chiffré du demandeur d'emploi récupéré auprès de l'API 'Recherche Usager'.
diagnostic	Diagnostic à modifier. À transmettre dans une liste de un élément.
conseiller	Nom, prénom et structure de rattachement du professionnel mettant à jour le diagnostic.
idMetierChiffre	ID métier chiffré associé au diagnostic à modifier.
nomMetier	Nom du métier.
typologie	Typologie du diagnostic.

Données retournées	Cette ressource permet de mettre à jour un diagnostic à partir de son identifiant métier lié.
Code 200	L'enregistrement des données s'est bien déroulé

Contraintes Individus : cette ressource permet de récupérer, à partir d'un identifiant national chiffré, les contraintes d'un demandeur d'emploi.

Données d'entrée (appel)	Information complémentaire
--------------------------	----------------------------

IdRci	Identifiant National chiffré du demandeur d'emploi récupéré auprès de l'API 'Recherche Usager'.
Données retournées	Cette ressource permet de récupérer, à partir d'un identifiant national chiffré, les contraintes d'un demandeur d'emploi.
libelle	Libelle de la thématique.
code	Code de la thématique.
conseiller	Identifiant du conseiller ayant fait la dernière modification.
dateDeModification	Date de la dernière modification.
contraintes	Liste des contraintes du demandeur d'emploi.
contrainte	Contrainte du demandeur d'emploi.
id	Identifiant de la contrainte.
date	Date de la dernière modification.
nom	Nom de la contrainte.
valeur	Valeur de la contrainte.
objectifs	Liste des objectifs de la contrainte.
objectif	Objectif d'une contrainte du demandeur d'emploi.
code	Code de l'objectif.
libelle	Libelle de l'objectif.
valeur	Valeur de l'objectif.
situations	Liste des situations de la contrainte.
Situation	Situation d'une contrainte du demandeur d'emploi.
Code	Code de la situation.
libelle	Libelle de la situation.
valeur	Valeur de la situation.

Contraintes Individus enregistrement : cette ressource permet de mettre à jour les contraintes d'un demandeur d'emploi à partir de son identifiant national chiffré.

Données d'entrée (appel)	Information complémentaire
IdRci	Identifiant National chiffré du demandeur d'emploi récupéré auprès de l'API 'Recherche Usager'.
dateExploration	Date d'exploration des contraintes
idConseiller	Identifiant du conseiller à l'origine de la modification.
contraintes	Liste des contraintes à enregistrer.
contrainte	Contrainte du demandeur d'emploi.
code	Code de la contrainte à enregistrer.
valeur	Valeur de la contrainte à enregistrer.
situations	Liste des situations à enregistrer.
situation	Situation d'une contrainte du demandeur d'emploi.
code	Code de la situation à enregistrer.
valeur	Valeur de la situation à enregistrer.
objectifs	Liste des objectifs à enregistrer.

objectif	Objectif d'une contrainte du demandeur d'emploi.
code	Code de l'objectif à enregistrer.
valeur	Valeur de l'objectif à enregistrer.

Données retournées	Cette ressource permet de mettre à jour les contraintes d'un demandeur d'emploi à partir de l'identifiant national chiffré du Demandeur d'Emploi.
Code 200 -	L'enregistrement des données s'est bien déroulé

Dossiers individus : cette ressource permet de récupérer, à partir d'un identifiant national chiffré, le dossier d'un demandeur d'emploi : Diagnostics, Besoins et Contraintes.

Données d'entrée (appel)	Information complémentaire
IdRci	Identifiant National chiffré du demandeur d'emploi récupéré auprès de l'API 'Recherche Usager'.

Données retournées	Cette ressource permet de récupérer, à partir d'un identifiant national chiffré, le dossier d'un demandeur d'emploi : Diagnostics, Besoins et Contraintes.
dossierIndividu	Dossier du demandeur d'emploi.
besoinsParDiagnosticIndividuDtos	Liste de besoins par diagnostics et diagnostics du demandeur d'emploi.
besoins	Liste des besoins du diagnostic.
code	Code du besoin.
libelle	libelle du besoin.
valeur	Valeur du besoin.
dateMiseAJour	Date de mise à jour du diagnostic.
estPrioritaire	Indicateur de priorité du diagnostic.
idMetier	Identifiant métier chiffré du diagnostic.
nomMetier	Nom du métier du diagnostic.
statut	Statut du diagnostic.
typologie	Typologie du diagnostic.
contraintesIndividusDto	Contraintes du demandeur d'emploi.
code	Code de la thématique.
libelle	Libelle de la thématique.
conseiller	Identifiant du conseiller ayant fait la dernière modification.
dateDeModification	Date de la dernière modification.
contraintes	Liste des contraintes du demandeur d'emploi.
id	Identifiant de la contrainte.
nom	Nom de la contrainte.
valeur	Valeur de la contrainte.
date	Date de la dernière modification de la contrainte.
objectifs	Liste des objectifs de la contraintes.
code	Code de l'objectif.
libelle	Libelle de l'objectif.

valeur	Valeur de l'objectif.
situations	Liste des situations de la contraintes.
code	Code de la situation.
libelle	Libelle de la situation.
valeur	Valeur de la situation.

Pouvoir Agir : cette ressource récupère les donnés du pouvoir d'agir d'un demandeur d'emploi à partir d'un identifiant national chiffré.

Données d'entrée (appel)	Information complémentaire
IdRci	Identifiant National chiffré du demandeur d'emploi récupéré auprès de l'API 'Recherche Usager'.

Données retournées	Récupère les donnés du pouvoir d'agir d'un demandeur d'emploi à partir d'un identifiant national chiffré.
pouvoirAgir	Pouvoir d'agir du Demandeur d'Emploi lié à l'Identifiant National.
confiance	Niveau de confiance accordé au Demandeur d'Emploi.
accompagnement	Niveau d'accompagnement accordé au Demandeur d'Emploi.
resultatAnalyse	Résultats d'analyse liés au Demandeur d'Emploi.

4. API Métiers recherchés et projets d'évolution

L'API Métiers recherchés et projets d'évolution remonte la liste exhaustive des métiers recherchés par l'utilisateur et ses projets d'évolutions professionnelles renseignés au sein du Profil de compétences de son espace personnel sur francetravail.fr.

Données rentrées (données d'appel)	
id-national	Identifiant national chiffré de l'utilisateur France Travail

Données retournées	Récupère les donnés du pouvoir d'agir d'un demandeur d'emploi à partir d'un identifiant national chiffré.
metierRecherche	Contient les informations sur les métiers recherchés et les projets d'évolutions professionnelles de l'utilisateur du Profil de compétences
metierRecherche.appellation	
metierRecherche.identifiant	Identifiant chiffré du métier recherché ou du projet métier
metierRecherche.contrats	Types de contrat souhaités par l'utilisateur du Profil de compétences
metierRecherche.contrats.critereore	Indique si ce type de contrat fait partie de l'Offre Raisonnée d'Emploi (ORE) de l'utilisateur du Profil de compétences
metierRecherche.contrats.priorite	Indique la priorité de ce type de contrat par rapport aux autres. 0 correspondant à la priorité la plus importante
metierRecherche.contrats.type	

metierRecherche.datevalidationpasseportemploi	Date de validation du passeport emploi (non renseignée aujourd'hui, en cours de déploiement)
metierRecherche.dureeexperience	
metierRecherche.dureeshebdomadairesobject	Informations sur le temps de travail souhaité par l'utilisateur du Profil de compétence
metierRecherche.dureeshebdomadaires.critereoreboolean	Indicateur si la durée de travail hebdomadaire est un critère d'Offre Raisonnable d'Emploi (ORE)
metierRecherche.dureeshebdomadaires.tempstravail	
metierRecherche.mobilitehabitation	
metierRecherche.mobilites	Mobilité géographique choisie pour une recherche, d'un projet d'évolution ou de création, reprise ou franchise d'entreprise de l'utilisateur du Profil de Compétences
metierRecherche.mobilites.lieu	
metierRecherche.mobilites.mobiliteprioritaire	Indique si la mobilité est déclarée prioritaire par l'utilisateur
metierRecherche.mobilites.rayon	Rayon autour de la mobilité souhaité par le demandeur d'emploi
metierRecherche.mobilites.unite	
metierRecherche.mrs	Indique si le recrutement pour ce métier se fera par la Méthode de Recrutement par Simulation (MRS)
metierRecherche.passeportemploi	Donnée non renseignée aujourd'hui, en cours de déploiement
metierRecherche.rome	
metierRecherche.salaire	
metierRecherche.typologieemploi	

5. API Création, reprise ou franchise entreprise

L'API Création, reprise ou franchise entreprise remonte la liste des projets de création, reprise ou franchise d'entreprise recherchés par l'utilisateur renseignés au sein du Profil de compétences de son espace personnel sur francetravail.fr.

Données d'entrée (appel)	
id-national	Identifiant national chiffré de l'utilisateur France Travail

Données retournées	Retourne la liste des projets CREF (création, reprise et franchise d'entreprise) de l'utilisateur du Profil de Compétences
projetCref	Contient les informations sur les projets de création, reprise et franchise d'entreprise de l'utilisateur du Profil de compétences
projetCref.appellation	Appellation du projet CREF
projetCref.identifiant	Identifiant chiffré du projet CREF
projetCref.mobilites	Mobilité géographique choisie pour une recherche, d'un projet d'évolution ou de création, reprise ou franchise d'entreprise de l'utilisateur du Profil de Compétences
projetCref.mobilites.lieu	
projetCref.mobilites.mobiliteprioritaire	Indique si la mobilité est déclarée prioritaire par l'utilisateur
projetCref.mobilites.rayon	Rayon autour de la mobilité souhaité par le demandeur d'emploi

projetCref.mobilites.unite	
projetCref.rome	
projetCref.typecrefcreation	Indique s'il s'agit d'un projet de reprise d'entreprise
projetCref.typecreffranchise	Indique s'il s'agit d'un projet de création d'entreprise
projetCref.typecrefreprise	Indique s'il s'agit d'un projet de franchise d'entreprise

11. Contacts

France Travail		Conseil départemental du Cantal
Sécurité (incidents)		
Le signalement des incidents se fait depuis la rubrique « contact » à l'adresse https://francetravail.io/contact .		?
Sécurité de systèmes d'information		
Le contact pour la sécurité des systèmes d'information et le signalement d'incidents de sécurité est securitedessi.00315@francetravail.fr		?
Relation Partenaire SI		
Nom : Durand Prénom : Pascal Email : pascal.durand@francetravail.fr Téléphone : 01.55.81.74.25		Nom : Prénom : Email : Téléphone : ?
Protection des données personnelles (DPD ou référent)		
Nom : Meignan Prénom : Nicolas Email : nicolas.meignan@francetravail.fr Téléphone : 01.40.30.65.05		Nom : COMBELLE Prénom : Thibaut Email : tcombelle@cantal.fr Téléphone : 04.71.46.22.10

Annexe 3 – Suivi de parcours

France Travail met à disposition du partenaire son outil dénommé « Suivi de parcours » visant à permettre aux professionnels du Conseil départemental de participer à la réalisation du diagnostic socio-professionnel des allocataires du RSA visés par l'expérimentation.

1. Accès au diagnostic partenaire

1.1 Personnes habilitées

L'accès au Diagnostic partenaire et aux données relatives aux allocataires du RSA est réservé aux professionnels du Conseil départemental.

Sont habilités par décision du partenaire les professionnels du Conseil départemental, ou agissant pour son compte, en charge de l'orientation et de l'accompagnement des allocataires du RSA. Pour cela, le partenaire transmet à France Travail un fichier comprenant les données d'identification des professionnels concernés en complétant l'encart fourni par France Travail. Cet encart comprend les données suivantes :

- Civilité ;
- Nom ;
- Prénom ;
- Date de naissance ;
- Adresse électronique ;
- Type de contrat (titulaire ou contractuel -CDD, CDI-) ;
- Date de début ;
- Date de fin ;
- Fonction de la personne habilitée ;
- Nom du département ;
- Date de prise d'effet de la demande ;
- Coordonnées et fonction du demandeur.

L'habilitation se fait selon la procédure interne de France Travail depuis l'appli GALA.

L'utilisateur est titulaire d'un compte personnel, accessible par son identifiant personnel et par un mot de passe défini par ses soins dès lors que toutes les formalités nécessaires à son inscription sont complétées. Un seul compte peut être attribué par utilisateur. En cours de l'exécution de la convention et dans le cadre de la protection renforcée des données, France Travail se réserve la possibilité d'exiger une authentification multifacteur (MFA). Celle-ci viendra en complément de la saisie de l'identifiant personnel et du mot de passe pour accéder aux outils mis à la disposition du partenaire. Le partenaire est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter l'exigence de double authentification. Le support de l'authentification multifacteur pourra notamment être l'une des méthodes suivantes : envoi SMS, application mobile, envoi mail, etc.

L'habilitation d'une personne prend fin en cas de changement de poste ou de départ. Le partenaire s'engage à informer France Travail des habilitations à révoquer ou modifier.

1.2 Périmètre d'accès aux données

Les professionnels du Conseil départemental ont un accès national aux individus allocataires du RSA. Ils accèdent aux données en consultation uniquement, à l'exception des données relatives au diagnostic et au profil de compétences de la personne concernée qu'ils peuvent renseigner et mettre à jour. Ces renseignements sont effectués par le biais de cases à cocher. Aucun champ de texte libre n'est mis à disposition.

Les professionnels du Conseil départemental accèdent à une liste d'individus par une recherche spécifique en saisissant l'une des données suivantes : nom, prénom,

identifiant, NIR, etc. Ils accèdent au dossier individu de la personne uniquement si celle-ci est allocataire du RSA.

2. Liste des données personnelles traitées

Les données suivantes relatives aux allocataires du RSA sont accessibles aux professionnels habilités :

Page d'accueil pour la recherche
NIR
statut inscription
Nom, prénom, date de naissance
identifiant régional
Code postal et ville
L'essentiel
NIR non complet 7 premiers chiffres
Noms, prénom, date de naissance
Identifiant France Travail de l'individu
Nom d'utilisateur
Adresse postale
Numéro de téléphone
Adresse de messagerie électronique
Date d'inscription à France Travail, catégorie d'inscription
Bénéficiaire RSA
résident zone de revitalisation rurale (ZRR), quartier prioritaire de la politique de ville (QPPV), quartier prioritaire (QP) ... : O/N
Profil de compétences et CV
Informations personnelles et situation avec PE
Identifiant France Travail/France Travail de l'individu
Nom, prénom, pseudonyme, sexe, civilité
Adresse postale
Numéros de téléphone
Adresse de messagerie électronique
Date d'inscription à France Travail/France Travail, catégorie d'inscription
Dernière date d'actualisation
Profil de compétences et CV
Expériences professionnelles, Périodes de travail, Métier ou fonction actuelle dans l'entreprise
Formation, compétences, qualifications
CV : O/N
Permis : O/N
Moyens de locomotion
Opportunités emploi
Diagnostic et actions
Métiers recherchés et projets
Modalité de suivi/accompagnement
Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active
Résident zone de revitalisation rurale (ZRR), quartier prioritaire de la politique de ville (QPPV), quartier prioritaire (QP) ... : O/N

Evaluation des compétences numériques (test PIX)
Services numériques mobilisés
Besoin(s) identifié(s) lié(s) au projet professionnel
Contraintes personnelles identifiées
Echanges et contacts
Dernières conclusions d'entretien
Informations sur les contacts et relations avec France Travail : historique des contacts, dates, canal, motif, pièce jointe

Accès aux démarches (optionnel)

L'essentiel de la démarche	
Identifiant de la démarche	
Etat de la démarche	Actif, Réalisé, Annulé
Date début de la démarche	
Date fin de la démarche	
Date de création de la démarche	
Date de dernière modification de la démarche	
Date d'annulation de la démarche	
Acteur à l'origine de la création de la démarche	Individu, Conseiller, Partenaire, Entreprise
Acteur à l'origine de la dernière modification de la démarche	Individu, Conseiller, Partenaire, Entreprise
Application à l'origine de la démarche	Action, Actualisation, Candidature, JRE-Conseiller, JRE-DE, CV, LM, Publication-profil, entretien, Recherche-enregistrée, Suggestion, Pass-emploi
Libellé court de la démarche	
Libellé long de la démarche	
Description 1 et 2 de la démarche	
Information sur le nombre de fois qu'a été faite la démarche	Exemple: pour une candidature, cela représente le nombre de candidature faite par le DE
Contact lié à la démarche	
Information sur le lieu de la démarche	
Information sur le métier de la démarche	
Information sur l'organisme de la démarche	
Liste des droits de la démarche	
Pourquoi	
Code du Pourquoi de la démarche	
Libellé du Pourquoi de la démarche	Mon nouveau Métier, Ma Formation, Mes candidatures, Mes entretiens d'embauche, Ma création ou reprise d'entreprise, Mes contraintes personnelles...
Quoi	
Code du Quoi de la démarche	
Libellé du Quoi de la démarche	Identification de ses points forts et ses compétences ; Monter un dossier d'inscription à une formation ; Recherche d'offres d'emploi ou d'entreprises, Préparation des entretiens d'embauche ; Réalisation d'une étude de marché auprès de prospects/clients /fournisseurs ; Résoudre mes contraintes personnelles...
Comment	
Code du comment de la démarche	
Libellé du Comment de la démarche	En participant à un atelier, une prestation, une réunion d'information ; Remplir un dossier d'inscription et de prise en charge de son

	dossier de formation ; En participant à un atelier, une prestation, une réunion d'information ; Réalisation d'une étude de marché auprès de prospects/clients /fournisseurs sur internet ; Avec l'aide d'une personne ou d'une structure
--	--

Rendez-vous

Rendez-vous	
idOrigine	
codeSafir	
objet	RSA Orientation : Convocation sur site
nombrePlaces	
idModalite	
typeReception	Individuel ou collectif
dateRendezvous	
duree	
État de présence	optionnel
initiateur	
Conseiller (optionnel)	
email	
Nom	
Prénom	
Participants	
NIR	
Nom	
Prenom	
civilite	
Email	
Telephone	
DateNaissance	
Informations	
information	« Ramenez votre pièce d'identité »
dateAnnulation	
dateFinRendezvous	
Mode	

Rendez-vous – Données d'entretien (optionnel)

Données d'entrée	
Agent	
Agence	
Données retournées par France Travail	
Type d'entretien	
Date de l'entretien	
Modalité de contact	
Plan d'action	Facultatif

Origine	Conseiller / individu
Synthèse de l'entretien	

Suivi d'intensité d'accompagnement (optionnel)

Suivi d'intensité d'accompagnement	
NOM Prénom du DE	
ID local + code Assedic	
BNI du DE	RSA Orientation : Convocation sur site
Statut inscrit à FT avec date d'inscription	Ou statut cessation d'inscription à FT avec date de cessation
Date d'entrée en parcours FT	
Type du parcours FT	socio-pro, emploi direct...
Démarches renseignées dans l'ODD	récupérées par API ex077 (libellé court des démarches) depuis la date d'entrée en parcours du DE
Conseiller de suivi principal avec son IDDGASI	si renseigné dans la vue 360
Conseiller de suivi délégué avec son IDDGASI	si renseigné dans la vue 360
Coordinateur FT avec son IDDGASI	si renseigné dans la vue 360
Code SAFIR des agences	
Lien inter-application vers la synthèse MAP du DE	si l'utilisateur est habilité
conseiller partenaire du CD avec son IDDGASI	(fonctionnalité à venir)

3. Conditions d'utilisation de l'outil

L'utilisateur au sein du partenaire s'engage à :

- ne pas utiliser les informations issues des applications informatiques de France Travail à d'autres fins que celles pour lesquelles elles sont mises à disposition ;
- lorsqu'un matériel France Travail est mis à disposition, n'utiliser que ce matériel et ne pas utiliser le matériel fourni par France Travail à d'autres fins que celles pour lesquelles ils sont mis à disposition ;
- ne collecter et n'enregistrer dans ces applications que les seules informations strictement nécessaires à la réalisation des finalités poursuivies ;
- respecter ses obligations de confidentialité s'agissant des informations relatives aux demandeurs d'emploi et en conséquence s'abstenir de les divulguer à des tiers qui n'ont pas à en connaître ;
- enregistrer les données à caractère personnel de manière sécurisée et notamment prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art pour assurer la sécurité physique et logique de ces données, en particulier :
 - o en assurant la confidentialité des authentifiants (identifiant et mot de passe) dont il dispose (interdiction de tout partage avec quiconque),
 - o en respectant les critères de qualité pour le choix du mot de passe (ni évident, ni prévisible ni vulnérable à des tentatives d'accès frauduleux),
 - o en n'enregistrant pas d'informations issues des applications informatiques de France Travail sur son poste de travail ou sur tout environnement bureautique sans y être formellement autorisé.
- se conformer aux instructions/consignes d'utilisation du système d'information de France Travail, de sécurité du système d'information et de protection des données personnelles ;
- signaler immédiatement à France Travail toute anomalie ou tentative d'intrusion ou de violation concernant son poste de travail.

Annexe 4 – Suivi et pilotage de l'expérimentation

À des fins de suivi statistique et de pilotage de l'expérimentation décrite en préambule, une base de données est créée et hébergée par France Travail. Cette base, alimentée à la fois par France Travail et les acteurs prenant part à l'expérimentation, contient les données relatives aux caractéristiques des allocataires, à leur parcours d'accompagnement et à leur retour à l'emploi pour l'ensemble des allocataires du revenu de solidarité active relevant de l'expérimentation. Cette base de données permettra à France Travail d'assurer la production de tableaux de bord visibles par l'ensemble des acteurs impliqués dans l'expérimentation, dans la perspective de la mise en place du réseau pour l'emploi et de l'opérateur France Travail.

Afin de permettre l'alimentation de cette base de données de pilotage, le partenaire transmet à France Travail les données relatives au parcours d'accompagnement des allocataires du revenu de solidarité active relevant de l'expérimentation. Ces données sont les suivantes :

ID_CAF	matricule CAF
ROLE_CAF	rôle dans le fichier bénéficiaire Cnaf
COMMUNE	commune insee
DATE_NAISSANCE	date naissance ramenée au 1er du mois
DATE_NOTIFICATION_DEPARTEMENT	date de réception du flux bénéficiaire quotidien Cnaf
DATE_INVITATION	date d'envoi de l'invitation rdv-insertion (pour les utilisateurs rdv-insertion)
DATE_RDV_ORIENTATION	date prévue du rdv d'orientation (par convocation ou par invitation)
DATE_ORIENTATION	date effective d'orientation
DATE_1ER_RDV_ACCOMPAGNEMENT	date du 1er rdv d'accompagnement
STRUCTURE_REFERENTE	structure référente de l'accompagnement
C_TYPEPARCOURS	type de parcours FT
DATE_CER	date de signature du CER (et non du PPAE)
TYPE_CONTRAT	différenciation CER ou PPAE
DEPARTEMENT	numéro de département du territoire expérimentateur
DEPARTEMENT_CODE_CAF	numéro de CAF du territoire expérimentateur
STOCK	fait partie de la file active des départements (et non des nouveaux entrants au RSA)

La transmission se fait selon les modalités suivantes : les fichiers sont mis à disposition sur une solution de partage de fichiers sécurisée et conforme au RGPD type Fil'R et un délai d'expiration court est défini. Le lien permettant l'accès aux fichiers est envoyé par courrier électronique.

En retour, la direction régionale de France Travail peut transmettre au partenaire des données relatives aux indicateurs, lesquelles comprennent des données nominatives. Les données suivantes sont mises à disposition :

Nom
Prénom
Date De Naissance
Tranche Age Actuel
Obligation Emploi Actuel
Inscription Actuelle
Rome Actuel
Diagnostic Realise (oui/non)
Commune Entree
Commune Actuelle
Libelle Commune Actuelle
Territoire Entree
Territoire Actuel
Departement Actuel
Agence Dans Xp
Agence
Direction territoriale Actuelle
Date Entree Parcours
Date Sortie
Motif Sortie
Libelle Parcours Entree
Libelle Parcours Actuel
Modalité de suivi et d'accompagnement (Msa) Actuelle
Libelle Pni (si suivi délégué à un partenaire non informatisé)
Libelle Type de Suivi délégué
Top Demandeur d'emploi de Longue Duree

La transmission se fait selon les modalités suivantes : les fichiers sont mis à disposition sur une solution de partage de fichiers sécurisée et conforme au RGPD type Fil'R et un délai d'expiration court est défini. Le lien permettant l'accès aux fichiers est envoyé par courrier électronique.

Annexe 5 - Correspondants

France Travail		Conseil départemental du Cantal
GOUVERNANCE DU PARTENARIAT		
Nom : FAURE-ROUQUIÉ Prénom : Sébastien Email : s.faure-rouquie@francetravail.fr Téléphone : 04.71.43.74.38		Nom : SALSON Prénom : Franck Email : fsalson@cantal.fr Téléphone : 04.71.49.79.91
SUIVI OPERATIONNEL DE L'ECHANGE DE DONNEES		
Nom : TOIRE Prénom : Chantal Email : chantal.toire@francetravail.fr Téléphone : 04.71.43.74.36		Nom : GRANGER Prénom : Laurence Email : lgranger@cantal.fr Téléphone : 04.71.46.20.32
SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION		
Nom : Lambert Prénom : Sylvain Email : securitedessi.00315@francetravail.fr Téléphone : 01.55.81.77.52		Nom : Prénom : Email : Téléphone :
PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES (DPO ou référente)		
Nom : Meignan Prénom : Nicolas Email : nicolas.meignan@francetravail.fr Téléphone : 01.40.30.65.05		Nom : COMBELLE Prénom : Thibaut Email : tcombelle@cantal.fr Téléphone : 04.71.46.22.10

Convention d'accès à la plateforme sécurisée permettant de suivre des formations mises à disposition par France travail

ENTRE

France travail, établissement public administratif, représenté par Monsieur Frédéric TOUBEAU, Directeur régional, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité : 13, rue Crépet – CS 70402 – 69364 LYON Cedex 07,

Ci-après dénommé « France travail », d'une part,

ET

Le département du Cantal représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil Départemental, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité : 28, Avenue Gambetta 15015 AURILLAC Cedex

Ci-après dénommé « le partenaire », d'autre part,

Ci-après dénommés ensemble « les parties ».

Vu le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée,

Vu l'article 43 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022,

Vu l'article 132 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,

Vu le décret n° 2022-1358 du 26 octobre 2022 relatif aux critères d'éligibilité des départements à l'expérimentation relative à la gestion du revenu de solidarité active.

PRESENTATION DES PARTENAIRES

France travail :

En application de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, Pôle emploi est devenu France Travail au 1^{er} janvier 2024. Cette transformation consiste en un changement de dénomination et un élargissement des missions de l'établissement public au sein du réseau pour l'emploi mentionné à l'article L.5311-7 du code du travail.

Le département :

En application de la Loi NOTRe du 7 août 2015, le Conseil départemental du Cantal exerce ses compétences en matière de solidarités (enfance et famille, seniors et grand âge, handicap, santé et prévention, insertion et emploi, logement), il construit, rénove, entretient et équipe les collèges publics, il aménage et entretient la voirie départementale, il favorise l'accès à la culture et au tourisme sur son territoire. Il s'appuie sur un budget de 472 millions d'euros, et est administrée par 30 conseillères et conseillers départementaux, issus de 15 cantons.

Préambule

Le gouvernement a lancé une expérimentation relative à l'accompagnement rénové des allocataires du RSA (Revenu de solidarité active).

Le ministre du travail a annoncé pour 2023 la liste des 19 territoires sélectionnés pour participer à cette expérimentation : 18 départements et une métropole.

Le premier ministre a annoncé le 1er mars 2024, la liste des 29 nouveaux territoires, et extension pour porter à 47 territoires pilotes en 2024.

Cette expérimentation prévoit un renforcement de l'accompagnement des personnes bénéficiaires du RSA par une meilleure coordination entre les différents acteurs du territoire, en particulier, entre les départements et France travail. L'objectif est de conditionner le versement du RSA au respect de l'obligation pour les bénéficiaires d'effectuer au moins 15h d'activités hebdomadaires selon les besoins de la personne (atelier de recherche d'emploi, formation, stage, mise en situation professionnelle, etc.).

Depuis le mois de janvier 2023, des travaux sont engagés entre France travail et les différents acteurs intervenant sur les territoires choisis pour l'expérimentation.

Afin de favoriser la coopération entre les territoires choisis et France travail et la connaissance de son offre de services, France travail rend accessibles aux personnels de ces territoires des formations identifiées pour répondre aux enjeux communs.

IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention détermine les conditions dans lesquelles France travail permet aux personnels du partenaire de suivre des actions de formation qui leur sont accessibles.

Article 2 – Objectifs de l'ouverture d'un accès aux formations

Pour accompagner la montée en compétences des acteurs sur le territoire, France travail met à disposition du partenaire un panel d'actions de développement des compétences, accessibles via **sa plateforme** de formation. **Les actions** pouvant être mobilisées pour tout ou partie des acteurs sont décrites en annexe 6.

Les formations ouvertes au partenaire sont mises à disposition sur une plateforme dédiée de France travail, à laquelle peuvent avoir accès, après habilitation, les personnels du partenaire ou d'autres professionnels qu'il peut décider d'habilitier (délégataire, prestataire).

Pour l'année 2024, les actions de formations sont listées en annexe 6. France travail s'engage à informer par courriel au partenaire, dans les meilleurs délais, de toute modification de ladite liste afin de la mettre à jour.

Pour les années suivantes, la liste des actions de formations est communiquée par courriel au partenaire.

Article 3 – Caractéristiques de la plateforme de formation

La plateforme est accessible via un lien de connexion à toute personne désignée par le partenaire auprès de France travail comme pouvant accéder à ces formations. Chaque personne désignée reçoit un mail contenant le lien de connexion, elle s'identifiera au travers de son identifiant « inclusion connect ».

Le partenaire doit désigner en application de la présente convention le Responsable Gestion de Compte (RGC)- Annexe 3- au sein de sa structure, qui sera en charge de la création et de la gestion des comptes utilisateurs et des habilitations permettant l'accès à la plateforme dédiée.

Le processus d'accès au portail sécurisé et les rôles et responsabilités du RGC sont décrits en annexe 2.

Article 4 - Engagements des parties

4.1 - Engagements de France travail

Au titre de la présente convention, France travail est responsable :

- de la Plateforme de formation et de la sécurisation des accès ;
- de la mise à disposition des formations définies en annexe ;
- des contenus des formations mises à disposition ;
- de la transmission des données d'indicateurs décrites en annexe 1 (B3 - Données d'indicateurs).

France travail s'engage également à étudier les demandes de prise en charge adaptées qui lui seraient signalées par le partenaire pour son personnel en situation de handicap.

4.2 - Engagements du partenaire

Au titre de la présente convention, le partenaire :

- s'engage à informer son personnel et les personnes qui auront été habilitées par son Responsable de gestion de compte (délégataires, prestataires) des conditions et modalités d'accès aux actions de développement des compétences ;
- s'engage à respecter les conditions générales d'accès à la plateforme décrites en annexe 2 et à les faire respecter par l'ensemble des personnes habilitées ;
- s'engage à ce que toutes les dispositions soient prises auprès de son personnel et des personnes habilitées pour que ne soient pas divulgués à quiconque n'ayant pas qualité pour en connaître, les identifiant et mot de passe utilisés par ceux-ci ;

- répond de tous manquements aux obligations issues de la présente convention, qu'ils soient de son fait, de sa négligence ou de celle des personnes habilitées à accéder à la plateforme et aux formations mises à disposition.

Il garantit France travail dans toutes les actions ou réclamations dans lesquelles il serait mis en cause en raison de la méconnaissance des obligations issues de la présente convention.

Le partenaire s'engage à signaler à France travail les besoins spécifiques de toute personne en situation de handicap pour une prise en charge adaptée via l'adresse électronique e-universite-poleemploi-partenaires.00194@francetravail.fr

Le partenaire signale à France travail tout dysfonctionnement de la plateforme dont il a connaissance par le biais d'une adresse électronique dédiée. Ce signalement intervient dans les conditions définies à l'annexe 2 (article 3.3).

Article 5 – Confidentialité

5.1 Confidentialité des données à caractère personnel et protection de la vie privée

Les données à caractère personnel traitées par France travail en application de la présente convention sont considérées comme confidentielles par les parties.

Les données traitées sont décrites à l'annexe 1.

5.2 Confidentialité

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à une obligation de confidentialité.

Cette obligation de confidentialité s'applique sans limitation de durée.

Les parties s'engagent à ne divulguer ces informations confidentielles qu'à leurs seuls préposés et, le cas échéant, leurs prestataires (sous-traitants au sens du règlement général sur la protection des données -RGPD-) ayant à en connaître.

Les parties se portent garantes du respect de cette obligation de confidentialité par leurs préposés et, le cas échéant, prestataires. Elles portent cette obligation à leur connaissance et prennent toutes mesures nécessaires à son respect.

Article 6 - Sécurité des systèmes d'information

Les parties prennent toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité des données échangées. Elles veillent notamment à assurer :

- La confidentialité des données, en empêchant leur divulgation à des tiers non autorisés, notamment par la mise en œuvre de procédés d'authentification adaptés ;
- L'intégrité des données, en empêchant leur modification ou destruction intentionnelle ou accidentelle ;
- La disponibilité des données, leur conservation et la disponibilité des systèmes d'information utilisés dans le cadre de la convention ;
- La traçabilité des opérations et de l'origine des données.

Dans ce cadre, les mesures techniques et organisationnelles de sécurité mises en œuvre doivent répondre aux exigences de sécurité de chacune des parties et faire l'objet d'un accord.

Chaque partie doit, au préalable, avoir évalué le niveau de sensibilité des données lui appartenant et en avoir informé l'autre partie. Chaque partie s'engage à mettre à disposition de l'autre partie les politiques et procédure de sécurité mises en œuvre pour assurer l'exécution de ces dispositions.

Les parties se tiennent informées de toute difficulté ou anomalie détectée.

Si, pour l'exécution de la convention, les parties recourent à des prestataires (sous-traitants au sens du règlement général sur la protection des données -RGPD-), les contrats qu'elles concluent avec eux présentent, s'agissant des mesures de sécurité mises en œuvre, des garanties équivalentes à celles mises en place dans le cadre de la convention. Pour les opérations portant sur des données personnelles, les contrats précisent que le prestataire ne peut agir que sur instruction de son co-contractant.

Article 7 - Protection des données personnelles

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

France travail est responsable de traitement pour les traitements de données à caractère personnel qu'il met en œuvre pour les besoins de l'exécution de la présente convention.

France travail traite les données personnelles uniquement pour :

- La réalisation de l'objet de la convention ;
- Les besoins de l'exécution et du suivi de la convention.

France travail informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement.

France travail répond aux demandes des personnes concernées dans le délai d'un mois.

France travail traite les données sur le territoire de l'Union européenne uniquement. A première demande du partenaire il communique la liste exhaustive des pays hébergeant les serveurs de données et des pays à partir desquels les intervenants ont accès aux données.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, France travail s'engage à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution de la convention.

Le partenaire informe France travail de la survenance de toute violation de données personnelles ainsi que de toute plainte qui lui serait adressée par une personne concernée par le traitement. Cette information intervient dans les plus brefs délais et au plus tard 36 heures après la découverte de la violation de données ou la réception de la plainte.

Pour chacune des parties, le délégué à la protection des données ou correspondant en charge de la protection des données personnelles est désigné à l'annexe 5.

Article 8 – Formations mises à disposition sur la plateforme

Les formations mise à disposition sur la plateforme ont pour objet de disposer de connaissances communes pour renforcer les coopérations dans le cadre de l'expérimentation.

Elles sont décrites en annexe 6.

Article 9 – Conditions financières

France travail met à disposition les formations sur la plateforme à titre gratuit.

Article 10- Suivi de la convention

Le suivi de cette convention est assuré dans le cadre du suivi de l'expérimentation RSA.

Les données ci-après sont communiquées pour alimentation du bilan :

- le nombre d'utilisateurs habilités à la plateforme
- le nombre de formations réalisées

Article 11 - Durée de la convention

La présente convention prend effet à sa date de signature et prend fin à l'issue de l'expérimentation RSA, dont la date est prévue à ce jour au 31/12/2024.

Article 12 - Résiliation

La convention peut être résiliée, à tout moment, à la demande de l'une des parties adressée à l'autre partie, par courrier recommandé avec avis de réception postale. La résiliation prend effet à la date indiquée dans le courrier et au plus tôt deux mois après la date de réception du courrier.

La convention peut également être résiliée en cas de manquement du partenaire à ses obligations découlant de la convention. En ce cas, France travail suspend immédiatement l'accès à la plateforme et met le partenaire en demeure, par courrier recommandé avec avis de réception postale, de remédier au manquement. Dans le cas où la mise en demeure reste sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la date de sa réception, la convention prend automatiquement fin, sans autre formalité. Cette résiliation ne donne pas lieu à indemnité et intervient sans préjudice des actions susceptibles d'être engagées du fait du manquement.

En cas de résiliation de la convention, les droits d'accès à la plateforme sont supprimés.

Article 13 - Litiges

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction compétente. Il est expressément convenu que le tribunal territorialement compétent à l'égard d'un litige se rapportant à l'exécution de la convention est le tribunal dans le ressort duquel a légalement son siège France travail.

Article 14 - Dispositions diverses

14.1 - Documents contractuels, avenant et cession

L'engagement des parties est constitué de la présente convention et ses 6 annexes :

- Annexe 1 : Liste des données ;

- Annexe 2 : Modalités des échanges de données ;
- Annexe 3 : Formulaire de désignation/révocation du Responsable gestionnaire de Comptes ;
- Annexe 4 : Rôle du Responsable de gestion de comptes et modalités d'accès aux formations ;
- Annexe 5 : Correspondants au sein de chaque organisme ;
- Annexe 6 : Liste des formations mobilisables

Toute modification de la convention ou d'une annexe fait l'objet d'un avenant signé par les parties.

14.2 - Propriété intellectuelle

La signature de la convention n'entraîne aucune cession de droits de propriété intellectuelle sur les logiciels ou applications et matériels utilisés dans le cadre de sa mise en œuvre.

Le partenaire reconnaît expressément que France travail est propriétaire exclusif des droits de propriété intellectuelle de l'ensemble des documents/éléments de chaque action de formation qu'il met à disposition sur la plateforme notamment les outils pédagogiques, exercices et outils d'évaluation.

Le partenaire s'interdit en conséquence d'utiliser, en totalité ou partiellement, l'un quelconque des documents et/ou éléments de toute nature constitutifs des actions de formation à d'autres fins que leur utilisation, par son personnel, via la plateforme. Il s'interdit en particulier d'en conserver quelconque copie à l'échéance de chaque action de formation et en demeure entièrement responsable vis-à-vis de France travail.

En conséquence, le partenaire ne dispose d'aucun droit de représentation, reproduction, adaptation ou traduction des éléments sur lesquels France travail détient des droits de propriété intellectuelle ou faisant état des savoir-faire, méthodes et connaissances appartenant à France travail.

Le partenaire s'assure de la bonne diffusion de cet article auprès de son personnel et des personnes qu'il a habilitées (délégués, prestataires) à qui il s'applique également.

La convention est signée en deux exemplaires.

Fait à

Fait à

le

le

Signature du représentant du
Département :

Signature du représentant de France travail :

(à revêtir du cachet de l'organisme)

Annexe 1 - Liste des données

A. CATÉGORIES DE PERSONNES CONCERNÉES :

Il s'agit :

- De l'agent du partenaire qui désigne/révoque le RGC (voir formulaire de nomination/révocation) – Annexe 3
- De l'agent du partenaire désigné RGC – Annexe 4
- De l'agent France travail avec lequel le RGC échange par courriel, notamment celui à qui il adresse annuellement la liste des personnels habilités à accéder à la plate-forme de formation (voir Annexe 4/obligations du RGC)
- Des personnels du partenaire habilité à accéder à la plateforme pour y suivre l'une des formations prévues
- Des personnes (délégataires, prestataires) habilitées par le RGC du partenaire à accéder à la plateforme pour y suivre l'une des formations prévues
- Des personnes en charge de la formation du partenaire (données d'identification et vie professionnelle/fonctions exercées), destinataires des données du personnel ayant suivi une formation
- Des administrateurs fonctionnels métier France travail au niveau national destinataires des données des personnes ayant suivi une formation
- Des agents des services Partenariat et RH en région destinataires d'indicateurs

B. DONNÉES

B-1 Données pour habilitation et accès à la plateforme :

Le « responsable de gestion de comptes » (RGC) du partenaire crée, pour les personnes qu'il souhaite habilitier (personnel du partenaire, ou personnel d'une structure agissant en qualité de délégataire ou de prestataire) appelées à suivre une (des) formation(s), un compte utilisateur dans GID Partenaires, ce qui génère l'ouverture du compte dans la plateforme et la transmission des données d'identification personnelles suivantes : nom / prénom /date de naissance/ mail professionnel / région de rattachement / fonction manager ou non.

B-2 Données d'identification, de connexion, et relatives à la vie professionnelle générées par la plateforme, pour chaque personne habilitée suivant une formation :

Nom- Prénom

Nom de l'action de formation

État l'inscription : pas commencé / en cours / non validé / validé

Temps de formation réalisé

Liste annuelle des personnes ayant suivi une formation ainsi que la formation suivie pour chacun d'eux

B-3 Données d'indicateurs (base collective) :

Nombre de personnes habilitées à la plateforme
Nombre de formations débutées et réalisées
Taux de satisfaction sur la formation

C. Destinataires des données

C.1. Sont destinataires des données statistiques non nominatives (indicateurs) : les services Partenariat et RH de France travail au niveau national et régional et du partenaire

C.2. Sont destinataires des données à caractère personnel :

- Au sein de France travail :

Sont destinataires des données d'identification, de connexion, et relatives à la vie professionnelle générées par la plateforme, pour chaque personne suivant une formation :

Les administrateurs fonctionnels Métier au niveau national (10) et gestionnaires des actions de formations présentielle le cas échéant.

- Chez le Partenaire :

Chaque utilisateur ayant suivi une formation est destinataire des données relatives à ses réalisations.

Sont destinataires de la liste annuelle des personnels ayant suivi une formation ainsi que la formation suivie pour chacun d'eux les agents du service en charge de

- La société CEGID, anciennement Talentsoft et son sous-traitant CDD Agency en tant qu'éditeur de la solution mise à disposition.

Annexe 2 - Modalités d'accès à la plateforme par le partenaire

Document à remettre impérativement au RGC lors de sa nomination, en complément de l'annexe 4

1. Accès à la plateforme

L'accès des personnes habilitées à la plateforme s'effectue par un lien de connexion, avec saisie de leur identifiant inclusion connect (compte à créer le cas échéant).

2. Conditions générales d'accès à la plateforme

2.1. Désignation du responsable de gestion de comptes (RGC)

L'accès à la plateforme est autorisé sous réserve de la nomination par le partenaire, parmi les personnels permanents, d'une personne appelée pour les besoins de la présente convention « responsable de gestion de comptes » (RGC).

Le partenaire s'engage à ce que la personne désignée comme RGC soit informée des obligations qui lui incombent en application de la présente convention notamment en lui remettant un exemplaire de la présente annexe ainsi que de l'annexe 4, qui fixe les rôles et obligations du RGC.

France travail est informé de cette nomination par l'envoi du formulaire figurant en annexe 3. France travail se réserve le droit de refuser sa nomination par écrit. Dans ce cas, le partenaire propose un autre RGC à France travail qui, si les conditions sont remplies, accepte par écrit et dans un délai d'un mois maximum, cette proposition. En l'absence de réponse de France travail dans ce délai d'un mois maximum la désignation du nouveau RGC est réputée acceptée.

Si un salarié a déjà été désigné en qualité de RGC du Partenaire lors de la signature d'une convention pour un autre applicatif accessible depuis le portail partenaire, celui-ci remplit automatiquement les fonctions de RGC pour les besoins de la présente convention.

Si aucun RGC n'a été désigné au préalable, France travail crée un RGC dans son système d'information et lui donne accès à l'outil dédié nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

2.2. Fonctions du responsable de gestion de comptes

Le RGC, qui fait partie du personnel permanent du partenaire est chargé, par délégation technique de France travail, de créer et de gérer le compte des personnels individuellement habilités à accéder à la plateforme.

Le rôle du RGC est important, de par les missions qui lui sont confiées. Ce rôle et les obligations qui lui incombent sont précisés dans l'annexe 4 dont un exemplaire lui est remis.

Le RGC, agent permanent du Partenaire est chargé de créer et de gérer le compte du Partenaire et d'habilitier individuellement les personnes auxquelles le partenaire décide de permettre l'accès à plateforme de formations (personnels du partenaire, délégataires, prestataires).

Le RGC transmet vers l'adresse de messagerie dédiée les questions d'utilisateurs ou les remontées de dysfonctionnement.

Le Partenaire est responsable du respect par le RGC de ses obligations en application de la présente convention.

Le RGC doit s'assurer que les utilisateurs qu'il habilite sont, soit des personnels du partenaire, soit des personnels de structures agissant en tant que délégataires ou prestataires. Il s'assure que ces utilisateurs sont bien informés des règles de sécurité et de confidentialité. Il est garant de la mise à jour régulière de la ou les listes d'utilisateurs qu'il gère conformément à l'article 2.3 de la présente annexe.

2.3. Suppression et retrait de la qualité de RGC

En cas de départ du RGC du partenaire, d'absence prolongée (absence de plus de trois mois), de changement de fonction, celui-ci a l'obligation d'en informer France travail par écrit, dans un délai de huit jours à compter de la connaissance de l'événement. La désignation d'un nouveau RGC s'effectue dans les mêmes conditions que celles décrites au point 1.2 ci-dessus.

France travail peut en outre exiger la révocation du RGC si la personne désignée en cette qualité ne respecte pas les obligations résultant de la présente convention. Le partenaire adresse alors sans délai à France travail le formulaire de révocation. Dès la nomination d'un nouveau RGC, il adresse sans délai le formulaire de nomination dûment rempli.

France travail se prononce par écrit sur tout changement de RGC dans un délai d'un mois maximum. Passé ce délai, et en l'absence de réponse de France travail, le changement de RGC est réputé accepté.

Il est de la responsabilité du Partenaire de veiller à la permanence de la fonction du RGC. En cas de vacances de la fonction de RGC, le Partenaire est présumé en assumer la mission. En aucun cas, France travail ne pourra se substituer au Partenaire pour la gestion du RGC.

3. Habilitations d'accès à la plateforme

3.1. Personnes habilitées

L'accès à la Plateforme en application de la présente convention est réservé aux personnes identifiées par le partenaire comme ayant besoin de suivre les formations mises à disposition par France travail dans le cadre cette expérimentation. Il peut s'agir :

- soit des personnels du partenaire,
- soit des personnels de structures agissant en tant que délégataires ou prestataires du partenaire.

Pour accéder à cette plateforme, chaque personne doit être habilitée par le RGC du partenaire.

Chaque utilisateur habilité pourra se connecter à la plateforme en saisissant son identifiant et son mot de passe.

L'habilitation d'une personne prend fin en cas de départ, d'absence prolongée (absence de plus de 3 mois), de changement de fonction, ou du non-respect des obligations lui incombant en application de la présente convention.

Lorsqu'une habilitation prend fin, dans les conditions décrites à l'article 2.1, le RGC met à jour la liste des personnes habilitées.

3.2. Modalités d'habilitation

Le Partenaire, par l'intermédiaire de son RGC, habilite individuellement les personnes qui auront accès à la plateforme pour y suivre les formations mises à leur disposition.

Chaque habilitation nominative est formalisée par écrit et signée par le RGC. France travail se réserve le droit d'en demander une copie.

La qualité de RGC ne donne pas droit à un accès automatique à la plateforme, cet accès n'est possible que si les missions professionnelles du RGC le justifient (cf. article 2.1).

3.3 Signalement des dysfonctionnements de la plateforme

Les anomalies éventuelles dans la plateforme (Message d'erreur, déconnexion de l'appli, service indisponible) par les personnes habilitées, peuvent être relayées par le RGC sur l'adresse mail: e-universite-poleemploi-partenaires.00194@francetravail.fr

3.4. Mise à jour annuelle de toutes les habilitations

Une fois par an, le RGC met à jour la liste des personnes habilitées.

Il doit transmettre cette liste actualisée à France travail **entre le 1^{er} mars et le 30 avril de chaque année**. La mise à jour de la liste est l'occasion pour le RGC de faire le point sur les habilitations accordées au regard des effectifs en place ainsi que sur l'utilisation qui en est faite.

En cas d'incohérence entre les informations fournies par le RGC et celles détenues par France travail, ce dernier se réserve le droit d'exiger la suppression des habilitations qui ne se justifieraient plus. France travail se réserve également la possibilité de remettre en question le choix du RGC et d'en demander son remplacement conformément aux dispositions du point 2-1 de la présente annexe.

4. SECURITE - CONFIDENTIALITE DES IDENTIFIANTS ET MOTS DE PASSE

L'accès à la plateforme est réservé aux personnels du partenaire (ou de son délégataire ou de son prestataire) dûment habilités par le RGC conformément au point 2 de la présente annexe, disposant individuellement d'un identifiant de connexion et d'un mot de passe. Strictement personnels et confidentiels, cet identifiant et ce mot de passe ne peuvent être communiqués à quiconque, ayant ou non un lien de quelque nature que ce soit avec le partenaire.

L'identifiant et le mot de passe sont attachés à la personne de chaque personne habilitée.

Le mot de passe doit être régulièrement modifié dès qu'un message le demande au moment de l'accès à la plateforme. En cas de nonaccès à la plateforme pendant deux mois et plus, le mot de passe est désactivé.

ANNEXE 3

FORMULAIRE DE NOMINATION/REVOCATION DU RESPONSABLE DE GESTION DE COMPTES (RGC)

Nomination/révocation du RGC

.....
.....
.....

code SAFIR

représenté par

Indique que

Nom :

Prénom :

Fonction

Téléphone

Mail

Date de naissance :

☒ est désigné(e) comme responsable de gestion des comptes de notre organisme (si plusieurs RGC, compléter plusieurs annexes 3)

ou

☐ cesse d'être le responsable de gestion des comptes de notre organisme

à compter du : __/__/____

Le représentant

Fait à....., le

Signature

3

ANNEXE 4

ROLE ET OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE GESTION DE COMPTES (RGC)

**Document à remettre impérativement, en complément de l'annexe 2, au RGC
lors de sa nomination**

Après la désignation du RGC par le partenaire à l'aide du formulaire figurant à l'annexe n° 3 de la convention d'accès à la plateforme sécurisée permettant de suivre des formations mises à disposition par France travail entre France travail et le partenaire et signature de cette convention par les deux parties, France travail crée un compte RGC. Ceci a pour effet d'identifier le RGC et de déclencher l'envoi automatique dans sa messagerie électronique de son identifiant et d'un lien lui permettant de créer son mot de passe pour accéder au portail partenaires.

Obligations du RGC

Le RGC est responsable de l'utilisation de la plateforme qui est faite par les personnes qu'il a habilitées. Il est le garant du bon usage, individuel et personnel, des comptes utilisateurs. Il informera donc les personnes habilitées des conditions impératives d'utilisation des comptes et des obligations lui incombant (cf. annexe 2)

Le RGC s'assure de la **tenue à jour de la liste des personnes autorisées à accéder** à la plateforme. Il doit en particulier supprimer sans délai l'autorisation d'accès de toute personne dont les fonctions viendraient à changer, qui ferait l'objet d'une absence prolongée (absence de plus de trois mois), ou qui ne ferait plus partie du personnel. Chaque année, il transmet cette liste à France travail (article 3.4 de l'annexe 2).

En cas d'accès défaillant à la plateforme et après vérification du bon fonctionnement de l'environnement logiciel et matériel du partenaire, il est chargé de contacter les services de France travail via l'adresse mail dédiée e-universite-poleemploi-partenaires.00194@pole-emploi.fr

Annexe 5 – Correspondants

A. SUIVI OPERATIONNEL DE L’ECHANGE DE DONNEES

- Pour France travail : Pascal Maillet, Chargé de mission, Direction des Partenariats et de la Territorialisation pascal.maillet@francetravail.fr

Et Sabine Sarrazin, Chargée de mission – Direction qualité et performance du développement des talents et des compétences

- Pour le partenaire : Laurence GRANGER

C. SECURITE DES SYSTEMES D’INFORMATION

- Pour France travail : Sylvain Lambert, Responsable de la sécurité des systèmes d’information

- Pour le partenaire :

D. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

- Pour France travail : Délégué à la protection des données.

Les personnes concernées peuvent faire valoir leurs droits par courriel à contact-dpd@francetravail.fr ou par courrier à l’adresse suivante : France travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20

- Pour le partenaire : Thibaut COMBELLE

Les personnes concernées peuvent faire valoir leurs droits par courriel à dpo@cantal.fr

Annexe 6

L'essentiel sur France Travail

Donde (neuros) : 10.10

Objectifs opérationnels

- Aura acquies les connaissances sur France Travail et son offre de services
- Pourra orienter et informer ses publics vers les services de France Travail

Public, vinyl & private

Réseau pour l'em-
Préregare, 2009

Objectifs pédagogiques, contenus et modalités d'évaluation de pédagogues

- Identifier les missions et les rôles de l'institution France Travail
- Identifier le processus d'inscription et les droits et devoirs des demandeurs d'emploi
- Identifier les grands principes de l'indemnisation des demandeurs d'emploi
- Identifier les modalités de suivi et d'accompagnement des demandeurs d'emploi
- Identifier la structuration de l'offre de service de France Travail à destination des demandeurs d'emploi et des entreprises
- L'évaluation des acquis porte sur les contenus de la formation : quiz d'ancrage des connaissances, exercices en groupe
- Affirmation d'apports théoriques et pratiques (cas concrets, exemples d'application)

- Une présentation de l'attribution France Travail, de son rôle, de ses missions
- Une présentation du parcours des demandeurs d'emploi de leur inscription à leur retour à l'emploi
- Une présentation des grands principes en matière d'indemnisation
- Une présentation du suivi et l'accompagnement des demandeurs d'emploi
- Une présentation de la structuration de l'offre de services à destination des demandeurs d'emploi et des entreprises

Nous étudions les conditions de participation pour les personnes en situation de handicap.
Si vous êtes concerné, nous vous prions de nous faire part de votre situation au mail universite.scolaire@univ-paris1.fr



Renforcer l'égalité professionnelle F/H et accompagner la mixité des emplois

Durée (heures) : 19,31

Objectifs opérationnels

- A l'issue de la formation, vous serez en capacité de :
 - Connaître/bénéficier la réalité des emplois dans les actions de recrutement et d'insertion dans les entreprises
 - Participer à l'emploi et contribuer à l'amélioration de la qualité des emplois des femmes en agissant sur les liens et les emplois en lien avec les acteurs de l'insertion sur les territoires
 - Valoriser l'égalité et la réalité professionnelle dans les actions guidées/animées des mandats/demandes d'emploi des femmes et entreprises
 - Mettre les savoirs d'action, concilier l'analyse professionnelle, approche par compétences, dispositifs, aides, mesures et/ou partenariats d'insertion existant ou à créer pour favoriser l'égalité professionnelle et le monde des emplois

Public, state & private

Réseau pour l'emploi
Prérogées : aucun

Objectifs pédagogiques, contenus et modalités d'évaluation et pédagogiques

- Prendre conscience du poids et de l'impact des stéréotypes sexistes dans la dynamique de l'accès à l'emploi et la persistance des reproductions traditionnelles dans les choix d'orientation
 - Comprendre les enjeux et les bénéfices de l'égalité professionnelle
 - Comprendre les impacts des obstacles subis sur le retour à l'emploi
 - Identifier les leviers d'action existants ou en cours pour favoriser l'égalité professionnelle et la mixité des emplois
- L'évaluation des acquis porte sur les contenus de la formation, exercices, étude de cas, quiz de validation des connaissances

Nous étudions les conditions de participation pour les personnes en situation de handicap.
Si vous êtes concerné, nous vous prions de nous faire part de votre situation au mail : universite.collembourg-carpiennes@univ-lyon2.fr



Emploi et handicap – compétences fondamentales

Dante (Neurosc) : 1h

Objectifs opérationnels

- Appréhender un premier niveau de réponse concernant cadre légalisé à l'OCF/ba
- Aborder la situation de handicap avec le demandeur d'emploi

Public use & privacy

Réseau pour l'emploi
Préregas : aucun

Objectifs pédagogiques, contenus et modalités d'évaluation et pédagogiques

- Acquies : des astuces et des conseils sur la démarche de sensibilisation et de recrutement d'un OEH en situation de handicap.
- Durant cette formation vous apprendrez à :
- Ajuster ses représentations concernant le handicap et l'emploi.
 - Connaître et comprendre le cadre légal d'obligation d'emploi OETH.
 - Comprendre les enjeux et les freins pour un OETH à communiquer librement sur son handicap.
 - Connaître les différences entre : RGTH, incapacité, invalidité, inaptitude.
 - Connaître les différents de compensation favorisant le retour ou le maintien dans l'emploi.

- Programme**
- Les principaux éléments de contenu :
- Handicap au travail : représentations et enjeux.
 - Handicap(s) : de qui parle-t-on ?
 - Faire reconnaître son handicap : Quoi, pourquoi ?
 - Compensation et égalité des chances.

Nous étudions les conditions de participation pour les personnes en situation de handicap.
Si vous êtes concerné, nous vous prions de nous faire part de votre situation au mail : universite.coburn@univ-paris1.fr



Le diagnostic socio-professionnel

Modalités de dispenser : e-learning	Durée (heures) : 10/10
Objectifs pédagogiques <ul style="list-style-type: none"> • A l'issue de la formation, vous serez en capacité de : <ul style="list-style-type: none"> • De comprendre les enjeux et les compétences du diagnostic socio-professionnel commun et partagé avec les autres acteurs de l'emploi • D'identifier les compétences, les besoins de formation accompagnés, des candidats candidats pour faciliter et les collecter en relation avec les demandeurs • De faire du diagnostic un outil dynamique pour vous, décliné également au fil de la relation avec la personne accompagnée 	
Pré-requis à l'entrée Niveau : aucun	
Contenus de la formation <ul style="list-style-type: none"> • Durant la formation vous apprendrez à : <ul style="list-style-type: none"> • Comprendre l'enjeu et les éléments du diagnostic socio-professionnel pour une analyse commune et partagée • Identifier les compétences, les besoins de formation accompagnés, des candidats candidats pour faciliter et les collecter en relation avec les demandeurs • D'identifier la pertinence de réaliser un diagnostic ciblé à l'approche professionnelle 	
Programme <ul style="list-style-type: none"> • Les enjeux et conditions de l'emploi et du socio-professionnel • L'accompagnement professionnel et son rôle professionnel • L'analyse des compétences et besoins • Les compétences et besoins de formation • Les différents contextes professionnels • Les besoins de formation et accompagnement • Les compétences et besoins de formation • Les compétences et besoins de formation • Les compétences et besoins de formation 	

Nous évaluons les conditions de participation pour les personnes en situation de handicap.
 Si vous êtes concerné, nous vous prions de nous faire part de votre situation au mail : contact@france-travail.fr

Identifier et faire face à ses représentations

Modalités de dispenser : e-learning	Durée (heures) : 10/10
Objectifs pédagogiques <ul style="list-style-type: none"> • A l'issue de la formation, vous serez en capacité de : <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les représentations des candidats candidats pour les mettre à distance afin d'être les bons dans la communication et l'écoute de la communication • Adapter ses attitudes et ses attitudes dans la relation de service 	
Pré-requis à l'entrée Niveau : aucun	
Contenus de la formation <ul style="list-style-type: none"> • Durant la formation vous apprendrez à : <ul style="list-style-type: none"> • Comprendre l'enjeu et les éléments du diagnostic socio-professionnel commun et partagé • Identifier les compétences, les besoins de formation accompagnés, des candidats candidats pour faciliter et les collecter en relation avec les demandeurs • D'identifier la pertinence de réaliser un diagnostic ciblé à l'approche professionnelle 	
Programme <ul style="list-style-type: none"> • Les enjeux et conditions de l'emploi et du socio-professionnel • L'accompagnement professionnel et son rôle professionnel • L'analyse des compétences et besoins • Les compétences et besoins de formation • Les différents contextes professionnels • Les besoins de formation et accompagnement • Les compétences et besoins de formation • Les compétences et besoins de formation • Les compétences et besoins de formation 	

Nous évaluons les conditions de participation pour les personnes en situation de handicap.
 Si vous êtes concerné, nous vous prions de nous faire part de votre situation au mail : contact@france-travail.fr

Renforcement sur la redynamisation du parcours du demandeur d'emploi (partie 1)

Modalités de dispenser : e-learning	Durée (heures) : 10/10
Objectifs pédagogiques <ul style="list-style-type: none"> • A l'issue de la formation, vous serez en capacité de : <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les représentations des candidats candidats pour les mettre à distance afin d'être les bons dans la communication et l'écoute de la communication • Adapter ses attitudes et ses attitudes dans la relation de service 	
Pré-requis à l'entrée Niveau : aucun	
Contenus de la formation <ul style="list-style-type: none"> • Durant la formation vous apprendrez à : <ul style="list-style-type: none"> • Comprendre l'enjeu et les éléments du diagnostic socio-professionnel commun et partagé • Identifier les compétences, les besoins de formation accompagnés, des candidats candidats pour faciliter et les collecter en relation avec les demandeurs • D'identifier la pertinence de réaliser un diagnostic ciblé à l'approche professionnelle 	
Programme <ul style="list-style-type: none"> • Les enjeux et conditions de l'emploi et du socio-professionnel • L'accompagnement professionnel et son rôle professionnel • L'analyse des compétences et besoins • Les compétences et besoins de formation • Les différents contextes professionnels • Les besoins de formation et accompagnement • Les compétences et besoins de formation • Les compétences et besoins de formation • Les compétences et besoins de formation 	

Nous évaluons les conditions de participation pour les personnes en situation de handicap.
 Si vous êtes concerné, nous vous prions de nous faire part de votre situation au mail : contact@france-travail.fr

Renforcement sur la redynamisation des parcours du demandeur d'emploi (partie 2)

CC-BY

14 15

Modalités de dispenser : e-learning **Date (devenir) :** (2022)

Objectifs opérationnels

A l'issue de la formation, vous serez en capacité de :

- Répondre aux demandes des personnes en recherche d'emploi, les éléments de dévouement dans la dynamique de recherche, et proposer les actions et services leur permettant la redynamisation.

Public visé & prérequis

Réquisition : 10 jours
Prérequis : aucun

Objectifs pédagogiques, contenus et modalités d'interaction et d'évaluation

Courant la formation vous apprendrez à :

- Comprendre les principes et les enjeux de la redynamisation des parcours du demandeur d'emploi.

Prérogatives

- Les principes de la formation à l'ensemble d'efforts personnels (REP) les besoins et les types de motivations (personnelles et professionnelles).
- Les éléments de la formation à l'ensemble d'efforts personnels (REP) les besoins et les types de motivations (personnelles et professionnelles).

Modalités d'évaluation : Appréciation, entretien, quiz, mise en œuvre de cas et de jeux de rôle de formation.

L'évaluation des acquis porte sur les contenus de la formation : exercices, études de cas et quiz de validation des connaissances.

Nous évaluons les conditions de participation pour les personnes en situation de handicap.
Si vous êtes concerné, nous vous prions de nous fournir de votre situation en mail : contact@carrefour-social.com



Renforcement sur la redynamisation des parcours du demandeur d'emploi (partie 3)

CC-BY

14 15

Modalités de dispenser : e-learning **Date (devenir) :** (2022)

Objectifs opérationnels

A l'issue de la formation, vous serez en capacité de :

- Répondre aux demandes des personnes en recherche d'emploi, les éléments de dévouement dans la dynamique de recherche, et proposer les actions et services leur permettant la redynamisation.

Public visé & prérequis

Réquisition : 10 jours
Prérequis : aucun

Objectifs pédagogiques, contenus et modalités d'interaction et d'évaluation

Courant la formation vous apprendrez à :

- Comprendre les principes et les enjeux de la redynamisation des parcours du demandeur d'emploi.

Prérogatives

- Les principes de la formation à l'ensemble d'efforts personnels (REP) les besoins et les types de motivations (personnelles et professionnelles).
- Les éléments de la formation à l'ensemble d'efforts personnels (REP) les besoins et les types de motivations (personnelles et professionnelles).

Modalités d'évaluation : Appréciation, entretien, quiz, mise en œuvre de cas et de jeux de rôle de formation.

L'évaluation des acquis porte sur les contenus de la formation : exercices, études de cas et quiz de validation des connaissances.

Nous évaluons les conditions de participation pour les personnes en situation de handicap.
Si vous êtes concerné, nous vous prions de nous fournir de votre situation en mail : contact@carrefour-social.com



Construire et ajuster un parcours pour un allocataire du RSA

CC-BY

14 15

Modalités de dispenser : Présentiel/public, mode territorialité sur demande **Date(s) :** 2 jours

Objectifs opérationnels

A l'issue de la formation, les agents seront en capacité de :

- Construire et ajuster un parcours pour un allocataire du RSA en prenant en compte l'offre de services de l'Agence Travail et des autres acteurs des territoires.
- Construire et ajuster un parcours pour un allocataire du RSA en prenant en compte l'offre de services de l'Agence Travail et des autres acteurs des territoires.
- Construire et ajuster un parcours pour un allocataire du RSA en prenant en compte l'offre de services de l'Agence Travail et des autres acteurs des territoires.

Public visé & prérequis

Réquisition : 10 jours
Prérequis : aucun

Objectifs pédagogiques, contenus et modalités d'interaction et d'évaluation

Courant la formation vous apprendrez à :

- Comprendre les principes et les enjeux de la redynamisation des parcours du demandeur d'emploi.

Prérogatives

- Les principes de la formation à l'ensemble d'efforts personnels (REP) les besoins et les types de motivations (personnelles et professionnelles).
- Les éléments de la formation à l'ensemble d'efforts personnels (REP) les besoins et les types de motivations (personnelles et professionnelles).

Modalités d'évaluation : Appréciation, entretien, quiz, mise en œuvre de cas et de jeux de rôle de formation.

L'évaluation des acquis porte sur les contenus de la formation : exercices, études de cas et quiz de validation des connaissances.

Nous évaluons les conditions de participation pour les personnes en situation de handicap.
Si vous êtes concerné, nous vous prions de nous fournir de votre situation en mail : contact@carrefour-social.com



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-17

Avenant n°1 au Contrat départemental des Solidarités et au titre de l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail 2024-2025

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

Vu la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi ;

Vu l'instruction interministérielle n°DGCS/SD1B/2023/169 du 23 novembre 2023 relative à la mise en œuvre territoriale du Pacte national des solidarités à travers des pactes et contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les conseils départementaux pour les années 2024-2027 ;

Vu l'instruction n°DGEFP/DPE/2023/192 du 27 novembre 2023 relative à la mise en œuvre de la contractualisation entre l'État et les conseils départementaux pour l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail ;

Vu la délibération n°24CD01-5 du Conseil départemental du 29 mars 2024 approuvant le Contrat départemental des solidarités et au titre de l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail et donnant délégation à la Commission Permanente pour tout avenant afférent à ce Contrat ;

- APPROUVE l'avenant n°1 au Contrat départemental des solidarités et au titre de l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer ledit avenant.

- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer les conventions de mise en œuvre des actions du Contrat départemental des solidarités et au titre de l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

N° d'EJ :

**AVENANT N°1 AU CONTRAT DÉPARTEMENTAL DES SOLIDARITÉS ET
AU TITRE DE L'INSERTION ET L'EMPLOI
DANS LE CADRE DE LA RÉFORME FRANCE TRAVAIL
2024-2025**

Entre

L'État, représenté par Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes et par M. Laurent BUCHAILLAT, préfet du département du Cantal, et désigné ci-après par les termes
« l'administration », d'une part,

Et

Le Conseil départemental du Cantal sis Hôtel du Département, 28 Avenue Gambetta 15015 AURILLAC, n° SIRET 221 500 010 00014, représenté par M. Bruno FAURE, président du Conseil départemental, et désigné ci-après par les termes
« le Conseil départemental » d'autre part,

Vu la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

Vu la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 Pour le plein emploi ;

Vu la délibération 24CD01-5 de la séance plénière du Conseil départemental du Cantal en date du 29 mars 2024 autorisant le président du Conseil départemental à signer le contrat départemental des solidarités et au titre de l'insertion et l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail 2024

Vu le contrat départemental des solidarités et au titre de l'insertion et l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail 2024 entre l'État et le Conseil départemental du Cantal en cours de signature ;

Vu la délibération **XXXXXX** de la commission permanente du Conseil départemental du Cantal en date du 31 mai 2024 donnant l'accord du Président pour la signature du présent avenant ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJETS DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de :

- Actualiser l'objet du contrat signé entre l'État et le Conseil départemental du Cantal en intégrant le volet 3 du contrat relatif à l'insertion et l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail au plan d'action et de financement du Conseil départemental et les éléments financiers y afférent ;
- Modifier les modalités de versement des crédits État
- Modifier la durée de la convention pour ledit volet 3 ;
- Intégrer une annexe portant sur le plan d'action relatif au volet 3 et remplacer l'annexe initiale portant sur le plan de financement de la convention insertion-emploi par la version annexée au présent avenant afin d'intégrer les éléments financiers relatifs au volet 3.

ARTICLE 2 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

2.1 [ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET DE L'ÉTAT]

L'article 2. « Engagements réciproques du Conseil départemental et de l'État » est ainsi rédigé :

« Cette contractualisation suppose une égalité des parties et des engagements du Conseil départemental et de l'État.

Dans le champ des solidarités, les engagements portant sur les 3 axes sont définis conjointement par l'État et le Conseil départemental dans le cadre d'un dialogue et d'une gouvernance associant les autres collectivités locales, les acteurs de la protection sociale et de l'emploi, les partenaires associatifs et tout acteur concerné par les champs et les actions du pacte local.

Un dialogue de gestion entre l'État et le Conseil départemental permet d'assurer le suivi du contrat, de la mise en œuvre des actions et des financements. Les engagements des deux parties sont décrits en annexe n°2.

Les partenaires peuvent, s'ils le souhaitent, prendre part au présent contrat dans le champ des solidarités, avec l'accord de l'État et du Conseil départemental.

Dans le champ de l'insertion et l'emploi dans le cadre de France Travail, les engagements portant sur les 3 volets sont définis conjointement par l'État et le Conseil départemental sur la base des référentiels définis au niveau national.

Ces engagements sont décrits dans un plan d'action détaillé (annexe n°5 bis) associé à un plan de financement (en annexe n°6).

Les modalités de financement de l'expérimentation sont intégrées au volet 3 de la présente convention.

2.2 [ENGAGEMENTS FINANCIERS]

L'article 2.3 « Les engagements financiers s'agissant de l'insertion et emploi dans le cadre de France Travail » est ainsi rédigé :

« Le soutien financier de l'État au Conseil départemental s'élève à un montant maximum de 550 364 € en 2024 dans le cadre du présent contrat.

Ce montant se décline de la façon suivante :

- Au titre du volet 1, 106 000 € maximum, sous forme de forfait, visant la préparation et la mise en place du projet France Travail et l'application des dispositions législatives et réglementaires issues du projet de loi pour le plein ;
- Au titre du volet 2, 76 364 € maximum visant à étoffer l'offre de solutions d'insertion locales ;
- Au titre du volet 3, 368 000 € maximum relatif aux nouveaux déploiements territorialisés pour un accompagnement renouvelé des allocataires du RSA.

La nature et l'affectation prévisionnelles des financements consentis par l'État sont précisées dans le plan de financement figurant en annexe.

Le Conseil départemental mobilise également ses moyens propres pour atteindre la cible fixée.

L'État et le Département participent chacun à hauteur de 50 % du coût total des actions inscrites au volet 2.

Les dépenses liées aux frais généraux (fournitures, reprographie, locations de salles, équipement...), aux frais de mission (déplacements/hébergement/restauration du personnel) ou au recours à des prestations d'évaluation, de formation ou de gestion de projet ne sont pas éligibles au financement de l'État.

Les dépenses d'investissement, hors développements informatiques répondant aux besoins du projet, sont exclues des présents financements de l'État.

Sur 2025, l'engagement de l'État sera renforcé et contractualisé par voie d'avenant à la présente convention, et ce afin d'ajuster les plans d'action à la réalité de la montée et charge et à la couverture des besoins sur 2025. »

2.3 [SUIVI ET ÉVALUATION]

L'article 2.4 « Suivi et évaluation » est ainsi rédigé :

S'agissant des 3 axes dans le champ des solidarités, le suivi et l'évaluation de l'exécution de la présente convention sont effectués de façon conjointe par le Conseil départemental et l'État. Les modalités de pilotage au niveau départemental sont définies entre le préfet de département et le Conseil départemental. Le Conseil départemental renseigne chaque année le niveau d'atteinte des indicateurs locaux à partir des fiches actions (annexe n°1) et des indicateurs nationaux (annexe n°4), et établit un état d'avancement succinct des actions contractualisées.

Dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours du pacte local, le Conseil départemental est en charge de la préparation d'un rapport d'exécution du contrat. Ce rapport couvre la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2025, soit deux années civiles. Il décrit, pour chaque action du contrat, les résultats obtenus ainsi que le niveau d'atteinte des objectifs fixés et dans la mesure du possible l'impact social de l'action sur ses bénéficiaires ; il contient un bilan financier des actions mises en œuvre et précise en annexe l'exécution budgétaire des crédits contractualisés dans un tableau financier et le renseignement de la matrice des indicateurs des engagements contractualisés. Ce rapport contient également un bilan global synthétisant l'ensemble des actions conduites par le Conseil départemental et ses partenaires sur le territoire. Il fait l'objet d'une délibération départementale en vue d'une transmission à la préfète de région et au préfet de département au plus tard le 31 mars 2026.

Le suivi des actions et des moyens mobilisés pour la mise en œuvre du présent contrat est opéré au niveau départemental dans le cadre d'un dialogue de gestion entre les services de l'État et du Conseil départemental d'une part, et de la gouvernance locale partenariale d'autre part.

Au plus tard 3 mois après le terme de la convention, le conseil départemental produit un bilan de mise en œuvre des actions décrites en annexe n°2, assorti du renseignement des indicateurs, ainsi qu'un bilan financier couvrant l'ensemble de la période de la convention.

S'agissant de l'insertion et emploi dans le cadre de France Travail, le suivi de l'exécution de la présente convention est effectué, de façon conjointe par le Conseil départemental et les services de l'État (au niveau national et au niveau territorial), selon les modalités suivantes :

- Le suivi de l'exécution de la présente convention est appuyé par le niveau central. Ce suivi inclut un suivi des réalisations en lien avec les services territoriaux de l'État et de leur impact pour les usagers des différents territoires ; le suivi implique l'administration au niveau territorial (DDETS-PP),
- Le Conseil départemental s'engage à produire un bilan intermédiaire au 31 mars 2025 s'agissant des volets 1 et 2 et un bilan final au 31 mars 2026 s'agissant du volet 3 reprenant le bilan intermédiaire et complété par les éléments de bilan relatifs au volet 3.

Le bilan doit comporter un bilan de mise en œuvre du plan d'actions objet de la présente convention, ainsi qu'un bilan financier reprenant les coûts générés par les actions concrétisées au titre du projet sur la durée de la convention. Le suivi de l'exécution du présent contrat est appuyé par le niveau central et comprend un suivi des réalisations en lien avec les services territoriaux de l'État et de leur impact pour les usagers des différents territoires.

2.4 [MODALITÉS DE VERSEMENT DES CRÉDITS]

L'article 3. « Modalités de versement des crédits » est ainsi rédigé :

« L'État apporte son soutien financier au Conseil départemental dans le cadre du présent contrat à hauteur de 802 064 € en 2024.

251 700 € sont mobilisés au profit des 3 axes dans le champ des solidarités sur les crédits du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes ». Ce montant est ventilé au profit de 3 piliers du Pacte de solidarités sur les crédits du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » pour l'année 2024, selon l'imputation suivante :

- 65 500 € sur l'action 23, sous-action 23 « Pilier 1 Prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge », activité de programmation 01 « Contractualisation avec les Départements pilier 1 », code activité 0304 50 23 23 01 ;
- 72 000 € sur l'action 23, sous-action 25 « Pilier 3 Plan 100% d'accès aux droits », activité de programmation 01 « Contractualisation avec les Départements pilier 3 », code activité 0304 50 23 25 01 ;
- 114 200 € sur l'action 23, sous-action 26 « Pilier 4 Transition solidaire », activité de programmation 01 « Contractualisation avec les Départements pilier 4 », code activité 0304 50 23 26 01 ;

La contribution de l'administration pour 2024 est versée en totalité dans le mois suivant la signature de la convention et de l'avenant n°1. Pour les années suivantes, la contribution financière annuelle est déterminée par avenant.

550 364 € maximum sont mobilisés au profit de l'insertion et l'emploi dans le cadre de France Travail sur les crédits du programme 102 « Accès et retour à l'emploi ». Ce montant est ventilé au profit des volets de la contractualisation pour l'année 2024, selon l'imputation suivante :

- Au titre du volet 1, 106 000 € maximum sur l'action 02 activité « contractualisation avec CD pour transition vers FT », code activité 010200002535 ;
- Au titre du volet 2, 76 364 € maximum sur l'action 02, activité « contractualisation avec CD pour transition vers FT », code activité 010200002535 ;
- Au titre du volet 3, 368 000 € maximum sur l'action 02, activité « expérimentation France Travail », code activité 010200002501.

La contribution de l'État pour 2024 est versée de la manière suivante :

- Une avance de 60% du montant maximum au titre du volet 1 et du volet 2 indiqué à l'article 2.3 (modifié par l'article 2.2 de l'avenant n°1), à la signature de la convention ;
- Une avance de 60% du montant prévisionnel au titre du volet 3 en 2024 indiqué à l'article 2.3 (modifié par l'article 2.2 de l'avenant n°1), à la signature de cet avenant ;
- Un versement du solde au titre des volets 1 et 2 dans la limite des montants indiqués à l'article 2.3, sur la base des actions effectivement réalisées, déduction faite des versements déjà effectués et sur production du bilan final mentionné à l'article 2.4) de la convention (modifié par l'article 2.3 de l'avenant n°1).
- Un versement du solde au titre du volet 3 dans la limite du montant indiqué à l'article 2.4 de l'avenant n°1, sur la base des actions effectivement réalisées, déduction faite des versements déjà effectués et sur production du bilan final mentionné à l'article 2.4 de la convention.

	Axes champ solidarités	Axe champ insertion emploi
BOP	304	102
Montant subvention	251 700,00 €	550 364,00€
Versement initial : -100% pour solidarités, -60% pour emploi/insertion- volets 1 et 2	251 700,00 €	109 418,40 €
Versement volet 3 : 60%		220 800,00 €
Solde (prévisionnel) au titre des volet 1 et 2 insertion/emploi : 40%		72 945,60 €
Solde (prévisionnel) au titre du volet 3 insertion/emploi : 40%		147 200,00 €

Ces contributions financières seront créditées sur le compte du Conseil départemental du Cantal selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au nom de :

Dénomination sociale : Service de Gestion Comptable d'Aurillac
 Code établissement : | 3 | 0 | 0 | 0 | | 1 |
 Code guichet : 0 | 0 | 1 | | 6 | 1
 Numéro de compte : C | 1 | | 5 | 2 | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
 Clé RIB : | 5 | 7 |
 IBAN : | F | R | 7 | 1 | | 3 | 0 | 0 | 0 | | 1 | 0 | 0 | 1 | | 6 | 1 | C | 1 | | 5 | 2 | 0 | 0 |
 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | 5 | 7 |
 BIC : | B | D | F | E | F | R | P | P | C | C | T |

L'ordonnateur de la dépense est la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des finances publiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

2.5 [DURÉE DE LA CONVENTION ET RENOUVELLEMENT]

L'article 4. « Durée de la convention et renouvellement » est ainsi rédigé :

Les dispositions du présent contrat relatives aux 3 axes du champ des solidarités sont conclues pour une durée de quatre ans et couvrent la période du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2027.

Les dispositions du présent contrat relatives à l'insertion et à l'emploi dans le cadre de France Travail sont conclues pour la période :

- du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024 s'agissant des volets 1 et 2.
- du 1^{er} juin 2024 jusqu'au 31 décembre 2025 s'agissant du volet 3. »

ARTICLE 3 – MODIFICATION DES ANNEXES

L'annexe n°5 bis, portant sur le plan d'action relatif au volet 3, annexée au présent avenant, est intégrée aux annexes au contrat entre l'État et le Département.

L'annexe n°6 du contrat précité est remplacée par la version annexée au présent avenant afin d'intégrer les éléments financiers relatifs au volet 3.

Fait à Aurillac, le

Le président du Conseil départemental
du Cantal

Le préfet
du Cantal

Bruno FAURE

Laurent BUCHAILLAT

La Préfète
de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Fabienne BUCCIO

ANNEXE 5 bis – Plan d'action – Feuille de route (volet 3)

ANNEXE 6 – Plan de financement



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DU PLEIN EMPLOI
ET DE L'INSERTION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ANNEXE 5 BIS - FRANCE TRAVAIL

FEUILLE DE ROUTE 2024 DU TERRITOIRE CANTAL

Situation au 31/12/23 des BRSA du bassin d'emploi

Bassin d'emploi retenu pour l'expérimentation FT : l'ensemble du Département
 Cohérence en matière de gouvernance : oui / non (préciser : Etat / Département) / Management projet facilité : oui / non
 (préciser :) Accès à la donnée facilitée : oui / non (préciser :)
 Nombre total de BRSA du bassin : 2 525
 Nombre de BRSA entrants (flux) : 1 200 environ (annuellement)
 Nombre de BRSA « stock » : 1 325 (environ)

PROFILS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

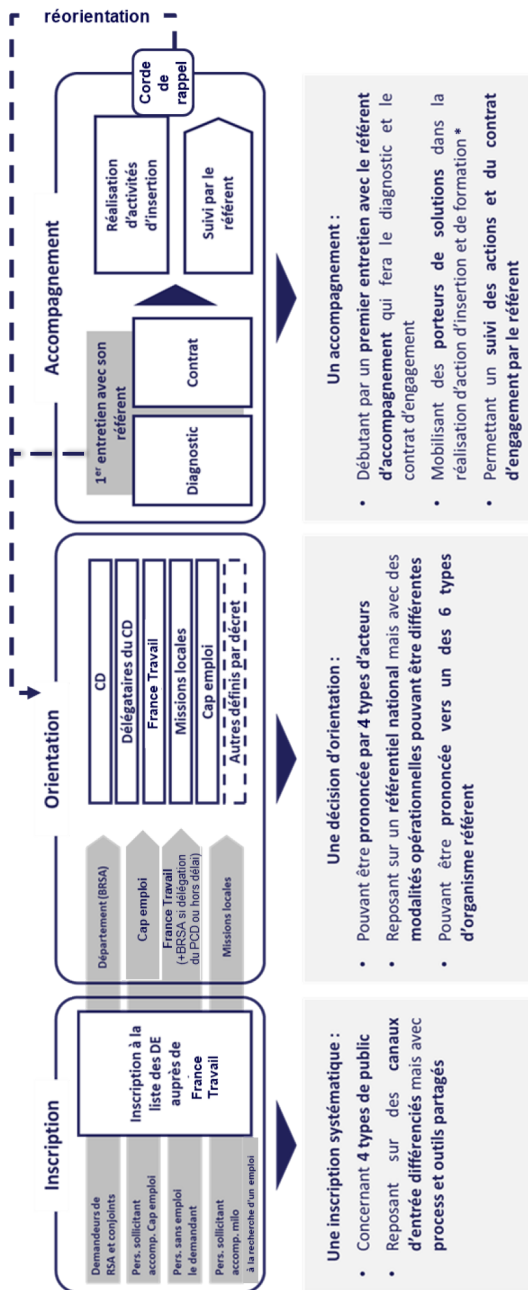
- Il y a 1 272 femmes pour 1 260 hommes au RSA soit une quasi égalité.
- Sur les 2 225 ARSA, à ce jour, 661 sont demandeurs d'emploi (26,18 %)
- Il y a 136 ARSA âgées de - de 25 ans (5,4 %) ; 1 044 ARSA âgées entre 25 et 39 ans (41,3 %) ; 1 099 âgées entre 40 et 59 ans (43,6 %) ; 246 ARSA de + de 60 ans (9,7 %)
- La répartition géographique : Bassin d'Aurillac 63,06 % ; Bassin de Saint-flour 19,26 % ; Bassin de Mauriac 17,68 %

STATISTIQUES DE CONTRACTUALISATION

- L'objectif est de 100 % des ARSA inscrits à France Travail avec pour un objectif en 2024 de 50 %.

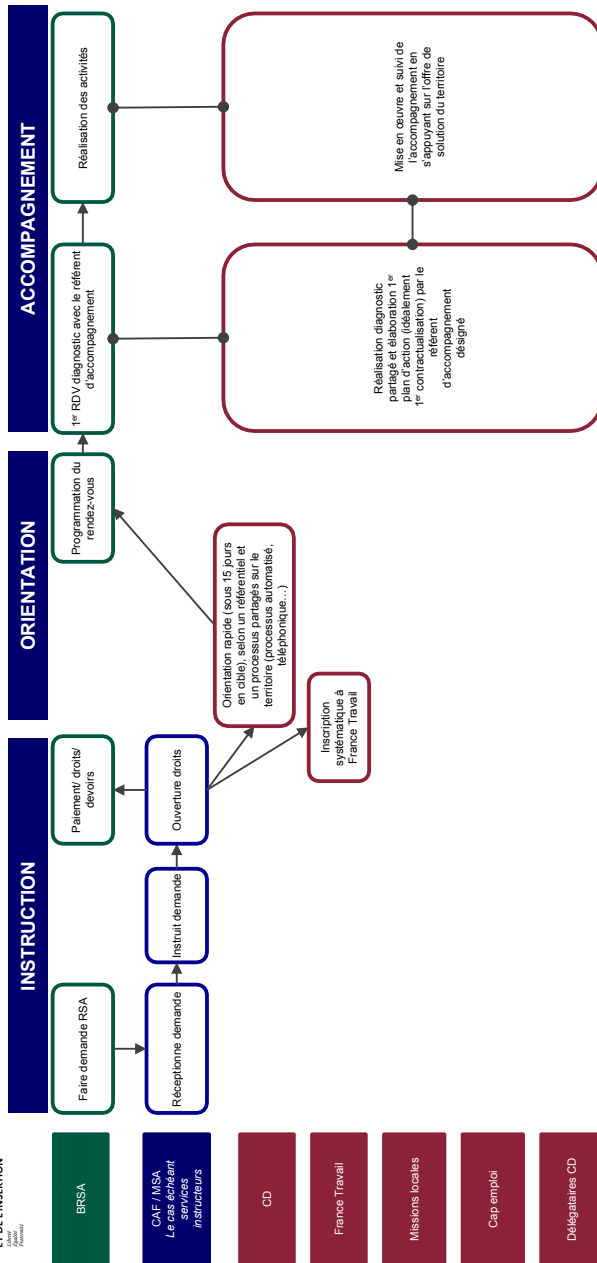
1. Macroprocessus

Rappel Processus cible 2025 Inscription / orientation / accompagnement (loi Plein Emploi 2023)



*SIAE, MDE, E2C, EPIDE, PLIE, APEC...

Macro-processus transitoire 2024 pour le traitement du flux à adapter au territoire



2. Détail de la feuille de route



Feuille de route Entrée en parcours

Cible opérationnelle	Actions pré - existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou de pilotage 2023 mobilisables (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Inscrire 100% des ARSA prévu par la loi (L5411-1) à France Travail	Orientation effectuée par le Service Emploi insertion sur la base à la fois d'un référentiel communiqué aux partenaires et à la fois d'un entretien d'une heure environ permettant de vérifier le « juste droit de la personne sollicitant le RSA.	Une primo orientation permettra d'orienter sur la base d'une auto évaluation au moment de l'inscription à France travail dans le cadre des nouveaux entrants. Pour les personnes orientées « emploi » le diagnostic sera fait par France travail. Pour les personnes pré orientées sociales, le diagnostic sera assuré par le SEI du Cantal tout comme pour les personnes orientées « socioprofessionnelles ». Suite à ces diagnostics, une orientation vers le référent le plus adapté sera effectuée. Une reprise de contact sera effectuée avec les ARSA de plus de 3 mois (« stock ») pour refaire ce diagnostic.	368 ARSA accompagnés de façon intensive par le Cd		Au « Fil de l'eau » pour les nouveaux ARSA et 2024 – 2025 et 2026 pour le « stock »	France Travail + Conseil départemental	Résultats envisageables suite à des retours d'expérimentation sur les premiers territoires pilotes Mode de calcul : 2525 ARSA sur une base de 712 ^e mois en 2024 -> 1473 ARSA 736 suivis intensifs par FT ; 50% de 736 suivis intensifs Cd = 368 ARSA Contractualisation sur 7 mois : 368 ARSA bénéficiant d'un suivi intensif FT et autant pour le Cd
Orienter dès la notification du droit 100% des ARSA/BRSA		Se fera à la conclusion du diagnostic 360 qui sera dorénavant croisé avec le « regard » d'un travailleur social	368 ARSA Cd		Au « Fil de l'eau » pour les nouveaux ARSA et 2024 – 2025 et	France Travail + Conseil départemental	



Feuille de route Entrée en parcours

Cible opérationnelle	Actions pré - existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou de pilotage 2023 mobilisables (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Mettre en place un premier entretien d'accompagnement avec le référent permettant de : - réaliser un diagnostic global selon un référentiel commun et un outil partagé - mobiliser la personne autour d'un plan d'actions (voire une première contractualisation)	Orientation faite par le SEI du département + liste donnée aux référents	Dès le 1 ^{er} entretien, le référent sera désigné	Dans un délai de 1 mois		Dès 2024	France Travail + Conseil départemental	
Proposer un plan et des modalités de reprise de contact avec l'ensemble des ARSA	Avant la fin du CER la personne est reconvoquée pour refaire le point de sa situation sauf si des points intermédiaires étaient programmés	Reprise de contact avec des ARSA ancrés dans le dispositif » 300 par année pleine			Dès 2024	France Travail + Conseil départemental	Nécessité de recruter, notamment des TS qui seront amenés à proposer des ateliers collectifs, après avoir participé à des diagnostics et proposé une organisation avec des bénévoles et bénévoles

ENTREE EN
PARCOURS

ACCOMPAGNEMENT

MOBILISATION DES
ENTREPRISES

GOVERNANCE
PARTAGÉE

Feuille de route Accompagnement intensif

Cible opérationnelle	Actions pré - existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou de pilotage 2023 mobilisables (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Mettre en place un premier entretien d'accompagnement avec le référent permettant de : - réaliser un diagnostic global selon un référentiel commun et un outil partagé - mobiliser la personne autour d'un plan d'action (voire une première contractualisation)	Dès l'orientation faite par un COIP du Cd vers le référent adapté, l'entretien est systématiquement réalisé.	Poursuivre ce travail engagé avec les référents désignés en essayant de réduire le temps entre l'orientation et l'entretien en abaissant le portefeuille d'ARSA par personne.			Dès 2024	France Travail + Conseil départe mental	Prévoir un temps plus important avec les personnes devant être mobilisées après des années au RSA avec une orientation « sociale ». Cela nécessite probablement plusieurs rendez-vous

ENTREE EN
PARCOURS

ACCOMPAGNEMENT

MOBILISATION DES
ENTREPRISES

GOVERNANCE
PARTAGÉE

Feuille de route Accompagnement intensif

Cible opérationnelle	Actions pré - existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou de pilotage 2023 mobilisables (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Mettre en place trois dominantes d'accompagnement socio-professionnel : emploi, équilibré, remobilisation sociale		3 types d'accompagnement à poursuivre et à renforcer : <ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement emploi (FT) - Accompagnement socio-professionnel (Cd + FT) - Accompagnement social (Cd) 			Dès 2024	France Travail + Conseil départemental	Renforcement des orientations emploi sur le flux
Proposer des parcours d'accompagnement intensif en prenant appui sur des portefeuilles		Prévoir des portefeuilles d'environ 50 ARSA par ETP et proposer une offre de services en adéquation			Dès 2024	France Travail + Conseil départemental	Proposer un listing des partenaires repérés. Recrutements permettant



Feuille de route Accompagnement intensif (suite)

Cible opérationnelle	Actions pré-existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou de pilotage 2023 mobilisables (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Mettre en place un suivi resserré du BRSA (fréquence des RDV, réactivation des CER etc)	Alerte informatique	Mise en place d'un outil commun (CER/PPAE) + et organisation d'une solution de « rappel » (corde de rappels)			1 ^{er} semestre 2024	France Travail + Conseil départemental	Formation croisée à prévoir
Connaître, mobiliser et prescrire vers l'offre d'insertion		Offre à définir et à diffuser avec une vision croisée entre les agents de France Travail et le Conseil départemental			2024	France Travail + Conseil départemental	Élargir une offre d'insertion de façon à convenir à un maximum de personnes
Proposer un plan et des modalités de suivi dans	Mise en place de comités de suivi trimestriels à minima (1/10 en	Eviter les ruptures de parcours grâce à un accompagnement			Dès 2024	France Travail + Conseil départemental	Poursuivre ce travail et créer des alertes si nécessaire

Feuille de route numérique



Cible opérationnelle	Actions pré - existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou de pilotage 2023 mobilisables (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Proposer une stratégie de suivi de parcours reposant sur des outils numériques communs et/ou interfacés	Actuellement DUDE permet de vérifier certaines données	Donner accès à « Map partenaires » ou SI avec différentes plateformes (France Travail) aux agents du Conseil départemental			Dès 2024	France Travail	Il faudra vérifier de part et d'autres la compatibilité des SI respectifs pour bénéficier de certaines API
Proposer une stratégie de référencement numérique de l'offre en veillant à l'interfaçage des outils choisis et au bon référencement Data Inclusion		Création d'un guide commun (catalogue)			Dès 2024	France Travail et Conseil départemental	
Alimenter le tableau de bord des Xpé RSA, en sécurisant l'accès à la donnée et en s'assurant de la fiabilité des données proposées		Fournir des données fiables venant du Conseil départemental (Alisé) à France Travail qui fera remonter les indicateurs			Dès 2024	Conseil départemental	Il faut prévoir une solution cryptée pour transmettre les données à France Travail



Feuille de route mobilisation des entreprises

Cible opérationnelle	Actions pré - existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou pilotage 2023 (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Travailler la coordination des acteurs sur l'accompagnement des entreprises (cartographie des solutions, offre de services partagée, connaissance réciproque, processus de partage d'offres d'emploi, comitologie dédiée...)		Recruter un agent pouvant servir de coordinateur avec le chef de Projets (cadre de la chefferie)			1 ^{er} semestre 2024	Conseil départemental + FT	
Proposer une feuille de route entreprise avec la coordination de France Travail autour de 5 thématiques (prospection, sensibilisation au recrutement inclusif, découverte métier, mise en relation candidat/employeur et fidélisation des entreprises avec les clubs s'engagent)		Organisation commune sur des thématiques (santé, tourisme, ...) Recrutement d'un chef de projet favorisant le travail et le suivi auprès des entreprises			Dès 2024	France Travail + Conseil départemental	Le club des « entreprises s'engagent » sera à solliciter ainsi que tous les groupes employeurs existants
Développer le recours							



Feuille de route gouvernance partagée

Cible opérationnelle	Actions pré - existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou de pilotage 2023 mobilisables (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Mettre en place une gestion opérationnelle de projets partagée entre le Conseil départemental et l'opérateur France Travail en y associant les parties pertinentes au local		Mise en place de point hebdomadaire entre opérationnels			Dès 2024	France Travail et Conseil départemental	
	SPET mensuel	1 cotech mensuel			Dès 2024	France Travail et Conseil départemental	
		1 Codir annuel			Dès 2024	France Travail, Conseil départemental et DDETSPP	
Identifier et animer les acteurs en vue de construire une communauté de professionnels couvrant l'ensemble des besoins d'accompagnement (Réseau FT)							
		Réunions communes autour des 5 piliers pour une meilleur interconnaissance + travail en sous groupe (communauté)			Dès 2024	France Travail et Conseil départemental	



Feuille de route gouvernance partagée

Cible opérationnelle	Actions pré - existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou de pilotage 2023 mobilisables (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Préfigurer et mettre en œuvre les comités départementaux et locaux France Travail		Installation d'un comité départemental co-présidé ainsi que les comités locaux			2024	DDETSPP et Conseil départemental	
Mobiliser outils de suivi et de pilotage nationaux et locaux afin d'outiller la gouvernance départementale / locale	<p>1. On ne demande pas aux territoires de produire ces indicateurs, mais de s'inscrire dans une démarche de partage de la donnée avec France Travail qui produira ces indicateurs pour l'ensemble des publics (quelle que soit la structure d'accompagnement) pour les restituer dans le tableau de bord</p>	Créer et mettre à disposition des outils permettant une gouvernance efficace			Dès 2024	DDETSPP et Conseil départemental	Délai de mise en œuvre des API

3. Calendrier de déploiement

Calendrier de déploiement (à adapter en fonction du plan d'action)

Réunions / groupes de travail (GT)											
JALONS CLES à positionner (à caler : lancement du reprise du stock, lancement politique, COPIL, déploiement outil numérique, lancement des recrutements, etc.)											
Février	Mars	Avril	Mai	Jun	Juillet	Aout	Sept	Octobre	Novembre	Décembre	2025
Pilotage	Revue de route Plan de financement										
	Processus / logistique d'accompagnement		Information des partenaires internes et externes								
	Plan de reprise de contact										
	Cartographie de l'offre			Cartographie de l'offre							
Diagnostic/ Orientation											
Accompagnement											
Mobilisation entreprise											
Gouvernance partagée Numérique	Cartographie des usagers - Cartographie - Conventions - Partenariats - Acteurs										
Recrutement											
Communication											
Phase de lancement											
Phase de mise en œuvre opérationnelle											
Phase de suivi et évaluation											

4. Zoom sur la loi pour le Plein Emploi

Ce que dit la loi Plein Emploi à horizon 2025 ...

ENTREE EN PARCOURS

ACCOMPAGNEMENT

NUMÉRIQUE

Gouvernance partagée

100% ARSA inscrits à France Travail

100% ARSA orientés vers un organisme référent France Travail

Délégation possible de l'orientation à l'opérateur France Travail

Critères orientation sodes : niveau de qualification, situation au regard de l'emploi, aspirations, difficultés particulières (santé, mobilité, logement, garde d'enfant, proche aidant). Précision des critères possibles pour les ARSA, sous égide Préfet - PCD

4 organismes référents France travail + délégataires du CD : Opérateur France Travail, CD, Mission locale, Cap Emploi

Diagnostic global de la situation de la personne réalisé par le référent d'accompagnement

Contrat d'engagement avec plan d'action et précision du niveau d'intensité d'accompagnement (à minima 15h, aménagements possibles selon situation)

Accès à la formation de l'ensemble des DE

Mise en œuvre d'un **réseau pour l'emploi** autour des missions « accueil, orientation, accompagnement, formation, insertion, placement ».

Obligation de coordination et de complémentarité entre les acteurs du réseau.

Visées / outils communs du Réseau: procédures et critères d'orientation, indicateurs partagés de suivi, de pilotage et d'évaluation, partage d'informations suivi de parcours, interopérabilité SI.

1 comité départemental et des comités locaux, sous égide Préfet – PCD

Prise d'appui sur l'opérateur France Travail dans le cadre de la gouvernance et de l'animation du réseau

Installation de **conférences des financeurs**

ANNEXE 6 - Volet 1

Construction du plan de financement - VOLET 1 - Période du 01/01/24 au 31/12/24							
PLAFOND DEPARTEMENT		106 000,00					
Nature de dépenses	Objet de la dépense	Précisions sur l'action / objet	Etat des lieux de l'existant			Montant delta (en volume financier compte tenu d'une montée en charges progressive)	financement complémentaire identifié(s) préciser (pilotes, reclapement Interne, FSE ...)
			Ressources existantes (ETP et volumes financiers)	Cible (besoins en ETP et volumes financiers)	Delta entre la cible et l'existant (en ETP et volumes financiers)		
Renforcement des équipes locales CD							
ETP CD	Ingénierie (chefferie de projet)	partenaires : la feuille de route départementale permettant de déployer les actions de concertation définis dans le cadre du parcours commun plein emploi et notamment dans le cadre de la coopération entre France Travail et les Conseils	0	1	1	53000	0
Autre	Administratif + informatique	Accompagner le chantier numérique de la réforme France Travail	0	1	1	53000	0
Total ETP CD						106000	
Développement SI							
Dépenses CD	vue de l'interconnexion	Mettre en œuvre l'interopérabilité du SI CD					reclapement interne
Total							
TOTAL BESOINS DEPARTEMENTAUX AU TITRE DU VOLET 1 :							106 000,00 €

ANNEXE 6 - Volet 2

CONSTRUCTION DU PLAN DE FINANCEMENT - VOLET 2 - PÉRIODE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024						
PLAFOND DÉPARTEMENT		76 344,00				
Nature de dépenses	Objet de la dépense	Précisions sur l'action / objet	Ressources existantes (ETP et volumes financiers)	Cible (besoins en ETP et volumes financiers)	Déjà entre la cible et l'existant (en ETP et volumes financiers)	Construction du plan de financement (en volume financier compte tenu d'une montée progressive)
Intensification de l'accompagnement des allocataires du RSA	SOLUTIONS locales	Soutien des actions de médiation sociale par rapport au projet	38 461 €	41 839 €	3 678 €	1 839 €
	SOLUTIONS complémentaires (augmentation capacitaire, élargissement de périmètre, publics cibles spécifiques etc)					
	ETP d'accompagnement (CD, FCL...)					
Total						
Remobilisation / entrée de parcours						
Remobilisation	Solutions de remobilisation					
Total						0 €
Lever des freins socio-professionnels	Mobilité	Favoriser la mobilité des personnes en situation de handicap à travers le financement de l'accessibilité à un véhicule propre	0 €	99 050 €	99 000 €	49 525 €
	Garde d'enfant					
	Santé	Intégrer pleinement un accompagnement médical et social dans les parcours d'insertion des personnes présentant une problématique de santé	1	2	1 : 50 000 €	25 000 €
	Autre					
Total						
Total						
Référéncement de l'offre de solutions locales d'accompagnement						
Préfinancement de l'offre de solution du territoire (ex : alimentation DORA ou autre...)	ETP					74 525 €
						76 344 €

Total		0 €	
TOTAL BESOINS DEPARTEMENTAUX AU TITRE DU VOLET 2 :		76 384 €	

CONSTRUCTION DU PLAN DE MANAGEMENT - VOLET 3 - PRISE EN COMPTE DU BUDGET DU PROJET						
PARCOURS DÉPARTEMENTAL						
Nature de dépenses	Objet de la dépense	Précisions sur l'action / objet	Ressources existantes (ETP et volumes financiers)	Chiffre ETP (recours ETP ou volumes financiers)	Dette entre la dette et l'existant (volumes financiers)	Moment de la fin de l'engagement (fin de l'année, fin d'une mission, fin d'un projet, fin d'un programme, fin d'un cycle de programmation)
Renforcement des équipes locales PE / CD						
ETP CD	Accompagnement		4	4	2	900 000 €
	Appui technique (pour appui projet, numérique, coordinateur administratif)		2	3	1	300 000 €
	Autres		0	0	4	200 000 €
Total ETP CD						1 400 000 €
Pour info : ETP PE (pour info : ETP PE) - Montant de la dépense (en volume financier) (à préciser en fonction du mode de financement)						
ETP PE	Accompagnement					
	Ingénierie (chef de projet)					
	Autres					
Total ETP PE						0 €
Renforcement des solutions locales						
Solutions locales CD	Accompagnement délégué à une structure du PDI (organisme référent)					
	Solutions d'accompagnement complémentaires déléguées à des intervenants locaux		230 000,00 €	451 000,00 €	101 000,00 €	100 000 €
	Solutions de réhabilitation		0,00 €	112 000,00 €	112 000,00 €	112 000 €
	Solutions de maintien dans l'emploi		53 000,00 €	139 000,00 €	77 000,00 €	77 000 €
	Solutions de levée des freins		0,00 €	36 000,00 €	0 €	36 000 €
Total Solutions locales CD						250 000 €
Pour info : Solutions locales PE (pour info : Solutions locales PE) - Montant de la dépense (en volume financier) (à préciser en fonction du mode de financement)						
Solutions locales PE	Prévisions					
Total Solutions locales PE						0 €
Développement SI						
Dépenses CD	Evolution techniques nécessaires à l'obtention de la certification de route à construire avec les correspondants numériques					
Total Développement SI						0 €
TOTAL BESOINS DÉPARTEMENTAUX AU TITRE DU VOLET 3 I						200 000 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-18

Subventions au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA)

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Alain DELAGE et Philippe FABRE se retirent et ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article D.312-159-5 ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 adoptant le Budget annexe de la Conférence des Financeurs pour 2024 ;

Vu l'avis rendu par la Conférence des Financeurs du 29 avril 2024 portant sur les actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal inscrites dans le programme au titre de l'exercice 2024 ;

- **AUTORISE** le versement d'une subvention « actions collectives de prévention » au titre de 2024 aux organismes listés dans le tableau tel que joint en annexe pour un montant total de 42 373 €.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention avec chaque bénéficiaire attributaire.

Le montant des dépenses d'un total de 24 787 € sera imputé sur le chapitre 65, nature 65748, fonction 4232 du budget annexe de la Conférence des Financeurs.

Le montant des dépenses d'un total de 17 586 € sera imputé sur le chapitre 65, nature 657363, fonction 4232 du budget annexe de la Conférence des Financeurs.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe				
Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA)				
Actions collectives pour la prévention de la perte d'autonomie				
Appel à projet n°3 généraliste, avec une attention particulière sur le lien avec la nature				
Bénéficiaires	Nom de l'action	Thème abordé	Montant attribué	
OMJS - Office Municipal de la Jeunesse et des Sports	Challenge Sport Santé Séniors	Animation inter-villages autour du maintien de l'autonomie, de la création de lien social, retour à l'activité physique	2 500,00 €	
Commune de YDES	Fonctionnement du service proximité séniors en faveur des personnes âgées fragilisées et isolées	Transport accompagné, actions collectives de loisirs, activité physique, visites à domicile et sorties	6 000,00 €	
Centre Social Intercommunal de la Vallée de l'Authre	L'après-midi des défis et la journée Healthy	Actions de prévention et animations intervillages, permettant de créer du lien social, la stimulation de la mémoire et l'activité physique avec le partage d'un repas préparé lors d'un atelier	2 700,00 €	
CROWS	Marchons dans nos campagnes	Ateliers de marche pour 4 communes toute l'année	10 864,00 €	
Centre social ALC	Contribuer au bien vieillir dans les quartiers ouest par le biais d'actions collectives	Ateliers d'activités physiques Yoga, de pratique du vélo électrique et de bien-être mémoire supports de lien social	3 279,00 €	
Centre social municipal de St Flour	Espace Séniors	Ateliers d'activités physiques, de bien-être, de cuisine, de yoga, de prévention routière supports de lien social	4 000,00 €	
Moments Nature	Bien vieillir au contact de la nature	Mise en place d'un club nature séniors	3 944,00 €	
DAHLUR	Expérimentation d'ateliers nutrition dans le cadre des ateliers passerelles	Mise en place d'ateliers de nutrition en complément des ateliers passerelles	1 500,00 €	
Commune de Mandailles St Julien	Bien-vieillir ensemble à Mandailles-Saint-Julien	Ateliers collectifs de loisirs pour les séniors par une animatrice prenant en charge le projet global de la commune	7 586,00 €	
TOTAL GENERAL			42 373,00 €	

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-19

Aide au développement et à la professionnalisation des Relais Petite Enfance - Attribution de subvention au Relais Petite Enfance de Hautes Terres Communauté

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Didier ACHALME se retire et ne participe pas au vote et Marina BESSE par le pouvoir donné à M. ACHALME.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°07CG04-004 du Conseil Général du 14 septembre 2007 décidant de soutenir le développement et la professionnalisation des Relais Assistantes Maternelles ;

- DECIDE l'attribution d'une subvention d'un montant de 292,02 € au Relais Petite Enfance de Hautes Terres Communauté pour renouveler partiellement son équipement destiné à l'animation des activités d'éveil.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, sous fonction 41 du budget départemental.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-20

Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Hautes Terres Communauté - Restauration et valorisation des burons du territoire de Hautes Terres

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Didier ACHALME ne participe pas au vote et Marina BESSE par le pouvoir donné à M. ACHALME.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n°23CD02-11 du Conseil départemental du 23 juin 2023 approuvant le Contrat Cantal Développement 2022-2027 du territoire de Hautes Terres Communauté ;

Vu la délibération n°23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions 2024 du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues, à savoir les travaux de réhabilitation et de valorisation des burons, incluant les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents, les frais d'acquisition de mobilier étant exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
	Conseil départemental	150 000 €
1 421 800 € HT Base de dépense éligible pour le Département : 1 421 800 € HT	Europe - FEADER	504 000 €
	Etat – DSIL 2022	296 000 €
	Fonds privés	200 000 €
	Autofinancement	271 800 €
TOTAL		1 421 800 €

- **ATTRIBUE** à Hautes Terres Communauté une subvention de 150 000 € pour les travaux de réhabilitation et de valorisation des burons incluant les frais d'études et de maîtrise d'œuvre sur la base d'une dépense éligible de 1 421 800 € H.T.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-21

**Fonds Cantal Ville 2022-2027 - Ville d'Ytrac - Création d'une salle multi-activités
intergénérationnelle - Partie à vocation communale**

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n°22CD05-27 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le Fonds Cantal Ville d'Ytrac pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de création d'une salle multi-activités intergénérationnelle concernant la partie à vocation communale, incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre. Les équipements mobiliers sont exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération €	Recettes €	
3 814 401 € HT Base de dépense éligible pour le Département 1 285 760 € HT	Conseil départemental FCV (partie communale) - 3,43 %	131 000 €
	Conseil départemental CCD (partie supra communale) - 6,55 %	250 000 €
	Europe - 26,22 %	1 000 000 €
	DETR 2023 - 10,00 %	381 440 €
	Région AURA - 6,55 %	250 000 €
	Fonds de concours CABA - 4,07 %	155 000 €
	DSIL 2023 - 9,66 %	368 471 €
	Autofinancement - 33,52 %	1 278 490 €
	TOTAL	3 814 401 €

- **ATTRIBUE** à la Ville d'Ytrac une subvention de 131 000 € pour les travaux de création d'une salle multi-activités concernant la partie à vocation communale, incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre sur la base d'une dépense éligible de 1 285 760 € HT. Les équipements mobiliers sont exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Fonds Cantal Ville d'Ytrac pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-22

Fonds Cantal Innovation - Appels à projets : Modernisation des équipements sportifs, Résorption des dépôts sauvages et des anciennes décharges - Attribution des aides

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 20 voix pour - 10 non-participation(s), Didier ACHALME, Céline CHARRIAUD, Marie-Hélène CHASTRE, Alain DELAGE, Annie DELRIEU, Isabelle LANTUEJOUL, Jean MAGÉ, Florian MORELLE et Pierre MATHONIER se retirent et ne participent pas au vote et Marina BESSE par le pouvoir donné à M. ACHALME.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le dispositif contractuel Fonds Cantal Innovation sur la période 2022-2027 et donnant délégation à la Commission Permanente pour définir les thèmes, les cahiers des charges, les enveloppes individuelles des appels à projet Fonds Cantal Innovation et pour sélectionner les bénéficiaires ;

Vu la délibération n°23CP08-36 de la Commission Permanente du 27 octobre 2023 approuvant le cahier des charges de l'appel à projets Modernisation des équipements sportifs ;

Vu la délibération n°23CP08-39 de la Commission Permanente du 27 octobre 2023 approuvant le cahier des charges de l'appel à projets Résorption des dépôts sauvages et des anciennes décharges ;

Vu les demandes d'aide financière des bénéficiaires ;

- DECIDE de modifier les enveloppes maximales des deux appels à projets, afin d'augmenter à 800 000 € l'enveloppe attribuée à l'appel à projets Modernisation des équipements sportifs et de diminuer à 200 000 € l'enveloppe attribuée à l'appel à projets Résorption des dépôts sauvages et des anciennes décharges.

- **ATTRIBUE** aux 54 structures retenues dans le cadre de l'appel à projets Modernisation des équipements sportifs une subvention, telles que détaillées dans le tableau récapitulatif joint en annexe à la présente délibération, pour un montant global d'attribution de 737 631 €.

- **ATTRIBUE** aux 5 structures retenues dans le cadre de l'appel à projets Résorption des dépôts sauvages et des anciennes décharges une subvention, telles que détaillées dans le tableau récapitulatif joint en annexe à la présente délibération, pour un montant global d'attribution de 199 575 €.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54, du budget départemental.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL INNOVATION
AAP MODERNISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS - DOSSIERS RETENUS



Maître d'ouvrage	Intitulé de l'opération	Coût prévisionnel de l'opération en € HT	Base subventionnable	Taux proposé	Subvention proposée
ASSOCIATION DU STADE AURILLACOIS	Modernisation et adaptation des outils pédagogiques des équipes liées à l'association stade Aurillacois	18 112 €	17 945 €	50%	8 970 €
ASSOCIATION SPORTIVE DES PTT D'AURILLAC	Modernisation des équipements	14 772 €	14 772 €	50%	7 386 €
ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF DE HAUTE AUVERGNE	Modernisation des équipements sportifs et outils pédagogiques de l'Association	6 017 €	6 000 €	50%	3 000 €
AURILLAC FOOTBALL CLUB	Acquisition de matériels liés à la pratique	20 000 €	20 000 €	50%	10 000 €
BOXING CLUB RIOMOIS 15	Création d'un espace sport pugilistique	6 153 €	6 153 €	50%	3 070 €
CENTRE LES BRUYERES	projet fabrication structure de "bloc" escalade	10 442 €	10 442 €	50%	5 220 €
CENTRE SOCIOCULTUREL A LA CROISEE DES AUTRES	Initiation, développement et promotion de la pratique du vélo chez les jeunes : acquisition de vélos et de	6 719 €	6 719 €	49%	3 300 €
CLUB DES SPORTS DU LIORAN	Achat de matériel pour le développement des actions du CDSL	15 506 €	15 506 €	50%	7 753 €
COCHONNET MARMANHACOIS	Projet de construction d'une structure métallique avec couverture en panneaux photovoltaïques sur	510 280 €	45 000 €	30%	13 500 €
COMITE DEPARTEMENTAL DE RUGBY	Acquisition de matériels liés à la pratique sportive	28 052 €	28 052 €	50%	14 020 €
COMITE DEPARTEMENTAL DE TENNIS DE TABLE DU CANTAL	Acquisition de matériel pour nouvelles pratiques du ping dans le Cantal	17 000 €	10 000 €	50%	5 000 €
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'AURILLAC	Rénovation des éclairages sportifs de la piste d'athlétisme du stade Marie-José Pérec	88 600 €	88 600 €	30%	26 580 €
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA CHATAIGNERAIE CANTALLENNE	Modernisation de l'éclairage du gymnase communautaire à Saint Mamet la Salvétat	20 872 €	20 872 €	30%	6 262 €
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MAURIAC	Relamping du Centre Aquatique du Pays de Mauriac	56 429 €	56 429 €	30%	16 929 €
COMMUNE D'ALLANCHE	Remplacement du revêtement de sol du gymnase d'Allanche	79 600 €	71 400 €	30%	21 420 €
COMMUNE D'ARPAJON-SUR-CERE	Programme de réhabilitation des éclairages extérieurs des installations sportives - La Vidalie	36 751 €	36 751 €	30%	11 025 €
COMMUNE D'AURILLAC	Mur d'escalade gymnase Marie Marvingt : création d'une Structure Artificielle d'Escalade	108 560 €	108 560 €	28%	30 000 €
COMMUNE DE CHAMPAGNAC	Mise en place d'un nouveau système d'éclairage dans le boulodrome situé au Bois de Lempre et	62 554 €	62 554 €	30%	18 766 €
COMMUNE DE CHAUDES AIGUES	Isolation des vestiaires et locaux de la piscine	101 400 €	101 400 €	30%	30 420 €
COMMUNE DE CONDAT	Réaménagement de l'ancienne salle des fêtes en salle dédiée à la pratique sportive	142 937 €	142 937 €	30%	42 880 €
COMMUNE DE JUSSAC	Eclairage du stade d'entraînement de football	100 900 €	100 900 €	30%	30 405 €
COMMUNE DE MASSIAC	Modernisation de l'éclairage du stade de foot et création de l'éclairage du futur terrain de rugby	146 800 €	146 800 €	30%	44 040 €
COMMUNE DE MAURIAC	Eclairage du citystade de Mauriac	22 100 €	22 100 €	30%	6 630 €
COMMUNE DE MAURS	Projet de modernisation de l'éclairage LED du gymnase et des courts de tennis	35 507 €	35 507 €	30%	10 652 €
COMMUNE DE POLMINHAC	Eclairage LED du terrain de foot	41 300 €	41 300 €	30%	12 390 €
COMMUNE DE RIOM-ES-MONTAGNES	Remplacements des systèmes d'éclairage énergivores des terrains de stades Pré-Chappe et	56 100 €	56 100 €	30%	16 830 €
COMMUNE DE SAINT-FLOUR	Amélioration des performances du stade René Jarlier	78 492 €	78 492 €	20%	15 698 €
COMMUNE DE VAL D'ARCOMIE	Installation d'éclairage solaire sur les terrains multisports de Faverolles et Loubresses	21 100 €	16 160 €	31%	5 000 €
COMMUNE DE VIC-SUR-CERE	Modernisation du complexe communal en faveur de la pratique du tennis : offre outdoor et indoor	31 655 €	31 655 €	30%	9 497 €
COMMUNE DE YDES	Remplacement du système d'éclairage du terrain annexe - Stade des Plaines	27 540 €	27 540 €	18%	5 000 €
COMMUNE DE YOLET	Remplacement du fourneau et de la plonge de la salle des fêtes et achat d'abris	24 729 €	10 795 €	50%	5 398 €

COMMUNE DE YTRAC	Rénovation du stade de foot d'Espinat : branchements, éclairage du terrain	152 466 €	84 750 €	30%	25 425 €
DISTRICT DU CANTAL DE FOOTBALL	Acquisition de mini buts foot à 5	6 590 €	6 590 €	50%	3 290 €
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DU CANTAL	Construction d'un abri couvert pour l'exploitation d'un sentier pédagogique	97 200 €	97 200 €	30%	29 160 €
FEDERATION DES A.A.P.P.M.A DU CANTAL	Achat de barnums pour les sorties extérieures (rivières et lacs)	13 103 €	13 103 €	50%	6 550 €
GOLF CLUB VEZAC AURILLAC	Achat d'un Radar Full Swing, de balles de pratiques et de tapis	18 495 €	8 242 €	50%	4 121 €
GROUPEMENT VALLEE DE L'AUTRE	Achats de buts pour le terrain de foot de Marmanhac	7 508 €	7 508 €	50%	3 754 €
JUDO CLUB DE LA CHATAIGNERAIE	Renouvellement d'équipement : tatamis pour la pénétration de l'activité sur les secteurs d'actions du Judo Club de la Chataigneraie (Dojo de Cassaniouze)	8 500 €	8 500 €	45%	3 800 €
JUDO CLUB MAURIACOIS	Développement de 3 Dojos : tatamis pour le lancement et la pénétration de l'activité sur les secteurs d'action du Judo Club Mauriacois (Mauriac, Pleaux, Saint-Cernin)	21 516 €	21 516 €	33%	7 000 €
LA SANFLORAINE SPORTS LOISIRS	Investissement et modernisation des équipements gymnastiques	12 040 €	12 040 €	50%	6 020 €
LE TILLEUL REILHACOIS	Achat d'équipements sportifs	7 362 €	7 362 €	50%	3 680 €
PONEY AND CO	Aménagement d'une carrière extérieure sur le site de Lagrillière Tourniac à Pleaux	107 051 €	107 051 €	23%	25 000 €
RACING CLUB MAURIAIAC	Construction d'une maison de club (club house) dans l'enceinte du parc des sports Jean Lavigne à Mauriac	370 000 €	167 000 €	30%	50 000 €
RACING CLUB SAINT SIMON	Rénovation de l'espace cuisine	24 552 €	24 552 €	30%	7 366 €
RUGBY CLUB DE SAINT FLOUR	Acquisition d'un panneau écran géant LED 4M*2M	21 600 €	21 600 €	30%	6 480 €
RUGBY CLUB DES LANDES	Achat de matériel et équipements pour le Rugby Club des Landes	12 161 €	12 161 €	49%	6 000 €
RUGBY CLUB SAINT CERNIN	Acquisition de matériels liés à la pratique	30 000 €	30 000 €	50%	15 000 €
SAINT FLOUR COMMUNAUTE	Acquisition d'un écran LED pour le complexe sportif intercommunal	13 416 €	13 416 €	37%	5 000 €
STADE MAURS CHATAIGN OLYMPIQUE CULTUREL	Acquisition de matériels liés à la pratique	34 300 €	10 030 €	50%	5 015 €
STADE MAURS CHATAIGN OLYMPIQUE CULTUREL	Transformation d'un bâtiment municipal en équipements sportifs de proximité	194 234 €	167 000 €	30%	50 000 €
TEAM INCA	Acquisition de matériels liés à la pratique sportive cycliste / Team INCA	25 456 €	25 456 €	39%	10 000 €
UNION SPORT SANFLORAINE FOOTBALL	Acquisition d'un écran LED extérieur pour le stade Jarlier	14 000 €	14 000 €	36%	5 000 €
UNION SPORT SANFLORAINE FOOTBALL	Réhabilitation et mise aux normes d'accessibilité du club house du stade René Jarlier	24 600 €	24 600 €	30%	7 380 €
VELO CLUB DU PAYS DE SAINT FLOUR	Achat d'équipement matériel du Vélo Club du Pays de St Flour	11 117 €	11 117 €	50%	5 550 €
54		3 164 246 €			737 631 €

FONDS CANTAL INNOVATION
AAP RESORPTION DES DEPOTS SAUVAGES ET DES ANCIENNES DECHARGES - DOSSIERS RETENUS


Maître d'ouvrage	Intitulé de l'opération	Coût prévisionnel de l'opération en € HT	Base subventionnable	Taux proposé	Subvention proposée
SYNDICAT MIXTE CELE LOT-MEDIAN	Enlèvement d'un remblai présentant de l'amiante et faisant obstacle à l'écoulement des crues (St Etienne de Maurs)	202 000 €	202 000 €	30%	60 600 €
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MAURIAC	Enlèvement et traitement des pneumatiques du stand de tir de Costesmauves (Mauriac)	68 500 €	68 500 €	30%	20 550 €
COMMUNE DE MARCENAT	Réhabilitation de l'ancienne décharge communale de Marcenat - mise aux normes	70 000 €	70 000 €	50%	35 000 €
COMMUNAUTE DE COMMUNES SUMENE ARTENSE	Enlèvement et traitement de l'ancienne décharge de Milhac (le Monteil)	29 300 €	29 300 €	50%	14 650 €
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SALERS	Enlèvement et traitement du dépôt sauvage du ruisseau du Roc à La Condamine (Saint-Vincent-de-Salers) et de l'ancienne décharge de Besse (le Faigoux)	137 550 €	137 550 €	50%	68 775 €
5		507 350 €			199 575 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-23

Fonds Cantal Innovation - Appel à projets 2022 Petite Enfance - Modifications de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Jean MAGE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°22CP10-30 de la Commission Permanente du 25 novembre 2022 approuvant le cahier des charges de l'appel à projets Petite Enfance et notamment l'enveloppe dédiée de 800 000 € et le montant global des aides effectivement attribuées de 651 484 € ;

Vu la délibération n°23CP06-33 du 7 juillet 2023 de la Commission Permanente du Conseil départemental attribuant notamment une subvention à la Commune de Condat et à la Commune de Thiézac ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues pour le nouveau projet de la Commune de Condat : création d'une maison d'assistantes maternelles (bâtiment ciblé doit changer pour des raisons techniques) qui remplit les mêmes objectifs mais le coût total de l'opération a augmenté ;

Considérant le nouveau plan de financement proposé par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
150 546 € HT Base éligible : 150 546 € HT	Conseil départemental - 20 %	30 109 €
	Etat (DSIL) - 30 %	45 164 €
	Autofinancement - 50 %	75 273 €
	Total	150 546 €

Considérant que la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès est compétente en matière de petite enfance en accord avec la Commune de Thiézac elle assurera la maîtrise d'ouvrage du projet inchangé : aménagement d'une micro-crèche dans le bâtiment de la Mairie de Thiézac ;
Considérant la nature des dépenses retenues pour le projet porté par la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès et le plan de financement proposé par le nouveau maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
142 495 € HT Base éligible : 142 495 € HT	Conseil départemental - 14,04 %	20 000 €
	CAF - 65,96 %	93 995 €
	Autofinancement - 20 %	28 500 €
	Total	142 495 €

- **ANNULE** la subvention de 12 000 € attribuée par délibération n°23CP06-33 à la Commune de Condat pour la création d'une maison d'assistantes maternelles ;

- **ATTRIBUE** à la Commune de Condat une subvention de 30 109 € pour la création d'une maison d'assistantes maternelles, soit 20 % d'une dépense prévisionnelle de 150 546 € HT ;

- **ANNULE** la subvention de 20 000 € attribuée par délibération n°23CP06-33 à la Commune de Thiézac pour la création d'une micro-crèche ;

- **ATTRIBUE** à la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès une subvention de 20 000 € pour la création d'une micro-crèche à Thiézac, soit 14,04 % d'une dépense prévisionnelle de 142 495 € HT.

Ces dépenses seront imputés sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-24

Fonds Cantal Innovation - Appel à projets 2024 : Logements Les Clefs du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le dispositif contractuel Fonds Cantal Innovation sur la période 2022-2027 et donnant délégation à la Commission permanente pour définir les thèmes, les cahiers des charges, les enveloppes individuelles des appels à projet Fonds Cantal Innovation et pour sélectionner les bénéficiaires ;

Vu la délibération n°23CD04-1 du Conseil départemental du 17 novembre 2023 validant les modalités pratiques de définition des logements Les Clefs du Cantal, telles que détaillées dans la lettre d'engagement-type du maître d'ouvrage ;

- **APPROUVE** le cahier des charges de l'appel à projets « Logements Les Clefs du Cantal : logements individuels et collectifs » joint en annexe de la présente délibération. La sélection des candidats et l'attribution des subventions feront l'objet d'une délibération lors d'une prochaine réunion de la Commission Permanente.

- **FIXE** un objectif indicatif de soutien de 20 logements individuels et de 20 chambres de logements collectifs dans le cadre de cet appel à projets.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

APPEL À PROJETS DANS LE CADRE DU FONDS CANTAL INNOVATION

**Logements Les Clefs du Cantal :
logements individuels et collectifs destinés à la location pour les nouveaux
arrivants et les professions médicales et paramédicales**

CAHIER DES CHARGES

CALENDRIER

Publication de l'Appel à projets : juin 2024

Date limite de dépôt des candidatures : 18 octobre 2024

ADRESSE DE PUBLICATION DE L'APPEL À PROJETS

Le cahier des charges du présent appel à projets est disponible et téléchargeable sur le site du Conseil départemental du Cantal dans la rubrique « Aides & subventions »

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS AUPRÈS DE :

Emma TEIL, Chargée de projet développement territorial - service Développement Durable du Territoire,
Agriculture, Attractivité
tél : 04.71.46.21.63
Mail : eteil@cantal.fr

1. CONTEXTE DE L'APPEL À PROJETS

Chef de file en matière de solidarité territoriale et fortement engagé dans le renforcement de l'attractivité du territoire, le Conseil départemental fait le constat d'une situation de l'habitat qui rend difficile la location d'un logement qualitatif et adapté aux premiers mois d'arrivée dans le Cantal. Le déficit de l'offre par endroits, l'inadéquation entre l'offre et la demande ailleurs sont des freins aux premières étapes de l'installation.

Ce déficit de l'offre affecte tous les publics, y compris les professionnels de la santé. Pour inciter de nouveaux professionnels de la santé à s'installer dans le territoire, il est impératif que le territoire puisse offrir des conditions d'accueil agréables et pratiques aux internes en médecine, aux stagiaires paramédicaux, aux médecins remplaçants...

Afin de répondre à ces problématiques, le 17 novembre 2023, le Conseil départemental a voté les modalités d'accompagnement des logements « Les Clefs du Cantal ». Ces logements ont pour objectif d'être une solution d'accueil qualitative et à prix abordable pour les premiers mois d'une installation. Cette première expérience résidentielle réussie doit permettre d'accroître le taux d'installation définitive de ces nouveaux cantaliens.

Les logements « Les Clefs du Cantal » peuvent prendre la forme de logements individuels (studios, appartements) ou de logements collectifs (destinés à accueillir des collocations), proposés aux nouveaux arrivants à travers des baux temporaires de courte durée (entre 1 mois et 2 ans).

En développant ces logements, le Conseil départemental veut encourager les communes et leurs établissements à créer des logements immédiatement disponibles, meublés et équipés pour les nouveaux arrivants porteurs d'un projet professionnel dans le cadre d'une embauche, d'une période d'essai, d'une mutation, d'un remplacement, de la création/reprise d'une activité, d'une alternance, d'un apprentissage, d'un stage (notamment d'internat).

OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">- Renforcer l'offre locative à destination des nouveaux arrivants- Faciliter l'accueil de remplaçants, de stagiaires, d'internes en médecine- 20 logements « Les Clefs du Cantal » / 20 chambres de logements collectifs
------------------	--

2. OBJET DE L'APPEL À PROJETS

Le présent appel à projets a pour objet de permettre aux maîtres d'ouvrage de bénéficier d'une aide du Conseil départemental à l'investissement pour les opérations portant à la création, la rénovation et l'ameublement de logements locatifs meublés et équipés pour les nouveaux arrivants et les personnes exerçant des professions médicales et paramédicales, labellisés « Les Clefs du Cantal ».

3. STRUCTURES ÉLIGIBLES

Les communes et les intercommunalités du Cantal sont propriétaires de plus de 3700 logements (source ADIL).

Sont éligibles les maîtres d'ouvrages suivants :

- communes,
- établissements publics de coopération intercommunale et intercommunautaire (syndicats de communes, communautés de communes et d'agglomération...)

4. RÈGLES DE FINANCEMENT

Seules les dépenses d'investissement sont éligibles.

Sont accompagnés les opérations de création, de rénovation et d'ameublement de logements à hauteur de 50% maximum d'aide par logement :

- dans la limite de 25 000€ de subvention par logement individuel ;
- dans la limite de 12 500 € de subvention par chambre d'un logement collectif.

La priorité est donnée aux opérations de rénovation situées en centre-bourg ou centre-ville.

Un maximum de 10 logements et chambres de logement collectif par maître d'ouvrage peut être soutenu dans le cadre de cet appel à projet.

Les financements départementaux sont cumulables avec toute autre aide publique (État, Fonds Européens, Région) dans la limite des plafonds fixés par les règles d'encadrement du droit communautaire et les réglementations en vigueur.

Cependant, il convient de préciser que les subventions accordées au titre de cet appel à projets ne sont pas cumulables avec les aides obtenues dans le cadre d'autres dispositifs du Conseil départemental.

À l'issue de la sélection des candidats, chaque structure publique retenue reçoit une notification de subvention. Le règlement financier départemental, disponible sur www.cantal.fr, s'applique aux aides accordées lors du présent appel à projets.

5. CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature comportera :

- Un dossier technique comprenant :
 - o Un état des lieux du bâtiment (ou du terrain) existant,
 - o Une présentation détaillée du projet,
 - o Le coût prévisionnel des investissements,
 - o Le calendrier prévisionnel,
- Un plan de financement détaillé du projet ;
- Une note précisant les enjeux du territoire, les motivations du maître d'ouvrage et la motivation du lieu retenu (ex. y a-t-il un cabinet médical, des paramédicaux, des vétérinaires, une entreprise importante, etc ?)
- La délibération de la collectivité validant le projet, le budget prévisionnel et l'engagement dans la labellisation « Les Clefs du Cantal ».

Pour bénéficier de cette aide et de la labellisation « Les Clefs du Cantal », une lettre d'engagement (jointe en annexe) doit être signée par le représentant de la structure porteuse. Les engagements sont les suivants :

- créer, rénover et mettre sur le marché des logements locatifs meublés regroupés à destination des nouveaux arrivants,
- faire intervenir un professionnel de la maîtrise d'œuvre, de la décoration ou de l'aménagement afin d'assurer une opération qualitative,
- exiger un dossier de candidature des locataires potentiels afin de vérifier qu'ils répondent aux critères suivants : adresse (locataires domiciliés hors du département), situation professionnelle (contrat de travail, stage, création/reprise d'une entreprise et/ou d'études),
- garantir une gestion réactive et une maintenance irréprochable des logements,
- rendre compte en temps réel de la disponibilité des logements à l'EPCI, au Conseil départemental et à l'Agence Cantal Attractivité, afin de permettre une diffusion de l'offre de logement aux nouveaux arrivants,
- guider les nouveaux arrivants vers la plate-forme départementale d'accueil des nouveaux arrivants, la Conciergerie les Clefs du Cantal, afin qu'ils puissent bénéficier de l'ensemble des services proposés pour faciliter leur installation,
- réaliser un rapport annuel rendant compte du taux d'occupation, du turn-over, de la rentabilité financière des logements, du profil des locataires, de l'installation ou non des locataires dans le Cantal à la fin du bail.

Par ailleurs, tout document que le candidat jugera utile à l'appui de son dossier pourra être joint en annexe.

Le Conseil départemental se réserve la possibilité de demander des éléments complémentaires à la candidature.

Les dossiers de candidature devront être déposés par voie électronique via le formulaire en ligne : [LIEN VERS FORMULAIRE](#).

6. PROCÉDURE DE SÉLECTION

Les dossiers de candidature sont instruits par le Conseil départemental selon les critères d'appréciation suivants :

- § Problématiques, enjeux et objectifs du projet ;
- § Pertinence et cohérence de l'implantation géographique du logement ;
- § Niveau d'aboutissement du projet technique.

Le Conseil départemental veillera également, dans la mesure du possible, à permettre une certaine répartition géographique des projets retenus sur le territoire départemental.

LOGEMENTS LES CLEFS DU CANTAL – ENGAGEMENT DE LA STRUCTURE PORTEUSE

Le présent engagement se fonde sur le constat partagé de la situation locale du logement qui rend difficile la location rapide d'un logement meublé et équipé qualitatif par les nouveaux arrivants. Le déficit de l'offre, l'inadéquation entre l'offre et le besoin et le manque de réactivité du marché sont des freins à l'installation.

Les collectivités du Cantal se mobilisent pour rechercher des solutions de logement et développer une offre locative de qualité à destination des nouveaux arrivants actifs, c'est-à-dire les personnes ayant une adresse hors département souhaitant s'installer dans le Cantal pour y travailler ou y étudier.

La finalité des logements Les Clefs du Cantal est de proposer des logements immédiatement disponibles, meublés et équipés pour les nouveaux arrivants porteurs d'un projet professionnel ou d'études dans le cadre d'une embauche, d'une période d'essai, d'une mutation, d'un remplacement, de la création/reprise d'une activité, d'une alternance, d'un apprentissage, d'un stage... Ces logements ont pour vocation d'être une solution temporaire qualitative et adaptée, favorisant une installation définitive dans le Département.

La **STRUCTURE PORTEUSE** est maître d'ouvrage d'un projet de logement répondant à ces objectifs et sollicite l'aide financière du Conseil départemental pour le mener à bien.

La **STRUCTURE PORTEUSE** sise au **ADRESSE**, représentée par son Président / Maire, Madame / Monsieur XXX, autorisée à signer par délibération du Conseil Communautaire / conseil municipal / conseil syndical en date du **DATE**, ci-après désignée « la structure porteuse ».

S'engage

1. Création / rénovation de logement(s)

La structure porteuse s'engage :

- à créer, à rénover et à mettre sur le marché des logements locatifs meublés regroupés à destination des nouveaux arrivants ;
- à privilégier des opérations de rénovation ;
- afin d'assurer une opération qualitative, à faire intervenir un professionnel de la maîtrise d'œuvre, de la décoration ou de l'aménagement.

2. Caractère exclusif de l'offre de logements Les Clefs du Cantal

Le logement a prioritairement vocation à faire l'objet d'un bail mobilité (bail de 10 mois maximum, s'adressant à des personnes en mobilité).

La structure porteuse s'engage à exiger un dossier de candidature du locataire potentiel afin de vérifier qu'il répond aux critères suivants :

- adresse : seuls les locataires domiciliés hors du département sont éligibles à ces logements. Toutefois, en cas de vacance du logement sur une durée supérieure à 6 mois, la structure porteuse peut accepter la candidature d'un locataire provenant du département ;
- situation professionnelle : justifier d'un contrat de travail (CDD, période d'essai, alternance, apprentissage, remplacement), d'un stage, de la création/reprise d'une entreprise ou d'études.

3. Gestion locative et suivi des installations

La structure porteuse s'engage à :

- garantir une gestion réactive et une maintenance irréprochable des logements – sans caractère obligatoire, l'appel à un professionnel de la gestion immobilière est conseillée ;
- rendre compte en temps réel de la disponibilité des logements à l'EPCI, au Conseil départemental et à l'Agence Cantal Attractivité, afin de permettre une diffusion de l'offre de logement aux nouveaux arrivants ;
- guider les nouveaux arrivants vers la plate-forme départementale d'accueil des nouveaux arrivants, la Conciergerie les Clefs du Cantal, afin qu'ils puissent bénéficier de l'ensemble des services proposés pour faciliter leur installation ;
- proposer aux nouveaux arrivants un accompagnement à leur arrivée : rencontre avec le Maire, présentation aux associations, cadeau de bienvenue, guide accueil...

4. Modalités de suivi de la convention

La structure porteuse ou son EPCI à fiscalité propre réalise chaque année un rapport annuel rendant compte du taux d'occupation, du turn-over, de la rentabilité financière des logements temporaires, du profil des locataires, de l'installation ou non des locataires dans le Cantal à la fin du bail. Ce rapport annuel est à remettre au Département avant le 28 février de l'année suivante.

5. Durée de l'engagement

La structure porteuse est liée par cet engagement pendant une durée de 8 années suivant l'obtention de l'aide du Conseil départemental.

à

le

Le/La Maire,

Le/La Président(e) de l'EPCI,

XXX

XXXXX

Annexes : tableau récapitulatif des logements soutenus (adresse, taille, montants de subvention),
tableau des coûts et recettes d'exploitation

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-25

Patrimoine - Programmation 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Valérie CABECAS et Alain DELAGE ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le Schéma départemental d'action culturelle 2022-2027 et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer chaque année les taux de subvention des actions qui relèvent d'un dispositif de subventionnement et examiner tout document contractuel nécessaire à la mise en œuvre et au financement des actions qui relèvent d'un dispositif de contractualisation et de cofinancement ;

Vu la délibération n°23CD05-26 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions en faveur de la culture pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents ;

Vu l'avis favorable de la Commission Culture du 17 avril 2024 ;

- **ATTRIBUE** des subventions pour un montant global de 143 157 € pour la restauration du patrimoine cantalien dans les conditions définies dans le tableau joint en annexe de la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 2041482, fonction 312 du budget départemental.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU 31 MAI 2024 - PROGRAMMATION 2024

Bénéficiaire	Objet	Montant subventionnable HT	Taux	Montant subvention sollicité	Commentaire
Monuments historiques					
ANDELAT	Restauration intérieure de l'église Saint-Cirgues	188 822 €	20%	30 000 €	Plafond
LAURIE	Etude préalable du retable du maître-autel de l'église	7 000 €	20%	1 400 €	
MONTALSUY	Travaux sur 2 escaliers et sur le plancher du clocher de l'Abbatiale Notre-Dame de l'Assomption	15 003 €	20%	3 001 €	
PAULHENC	Etude de diagnostic préalable aux travaux de restauration intérieure de la Chapelle Notre-Dame de Turlande	9 000 €	20%	1 800 €	
SAINT-CIRGUES DE MALBERT	Travaux de consolidation et de restauration extérieure (maçonnerie-actualisation MOE et MOE) de l'église Saint-Cyr - T1	152 166 €	20%	30 000 €	Plafond
MOLEDES	Etude préalable à la restauration de la Tour Colombine	9 622 €	20%	1 924 €	
DIENNE	Restauration intérieure de la chapelle de Fortuniès - Tr 2	227 717 €	20%	30 000 €	Plafond
YDES	Etude à la restauration du clocher de l'église Saint-Georges	20 555 €	15%	3 083 €	
SAINT-CIRGUES DE JORDANNE	Restauration du retable dit "du Sacré Cœur de Jésus" de l'église Saint-Cyr et Sainte-Julitte	56 535 €	20%	11 307 €	
	SOUS TOTAL MONUMENTS HISTORIQUES	686 420 €		112 515 €	
Patrimoine rural non protégé					
VALETTE	Travaux de plâtrerie (Bâti d'un plafond sur l'ensemble de la voûte y compris confection d'une demié coupole et deux arches) de l'église Saint-Augustin d'Albany	77 880 €	30%	23 364 €	
	SOUS TOTAL PATRIMOINE RURAL NON PROTEGE	77 880 €		23 364 €	
Objets mobiliers non protégés					
SAINT-ILLIDE	Travaux complémentaires et supplémentaires de la toile du retable de l'église du bourg	10 605 €	40%	4 242 €	Montant total : 4 972 €
USSEL	Restauration de deux cloches de l'église Saint-Julien	12 430 €	40%	1 524 €	Engagé en 2024 : 1 524 € A engager en 2025 : 3 448 €
	SOUS TOTAL OBJETS MOBILIERS NON PROTEGES	10 605 €		5 766 €	
Aide à la valorisation du patrimoine					
SAINT-MARTIN-CANTALES	Restauration de l'œuvre "Géologie de la mémoire" de Guillaume Leblon	5 040 €	30%	1 512 €	
	SOUS TOTAL AIDE A LA VALORISATION DU PATRIMOINE	5 040 €		1 512 €	
	TOTAL			143 157 €	

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-12

Appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle en IAE 2025 »

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*

***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :** Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE) N°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 du 13 décembre 2013 est paru au Journal officiel de l'Union européenne du 30 juin 2021 ;

Vu le Règlement (UE) N°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture ;

Vu le projet d'Accord de Partenariat des autorités françaises 2021-2027 portant pour les fonds européens FEDER-FSE+-FTJ et FEAMP adopté par la Commission européenne en date du 2 juin 2022 ;

Vu le Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences 2021FR05SFPR001 adopté par la Commission européenne en date du 28 octobre 2022 ;

Vu le Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu le Vademécum sur le recours aux options de coûts simplifiés dans le cadre du lancement de la programmation 2021-2027 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Après avoir pris connaissance de l'avis émis par le Comité de Pilotage du 6 mars 2024 ;

- **APPROUVE** l'appel à projets « Insertion professionnelle en IAE 2025 » joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au suivi de l'appel à projets.

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-26

Programme Agricole 2023-2027 modification du dispositif : Soutenir les Syndicats d'élevage

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre en 2024 la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture, conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées en 2023 ;

Vu la délibération n°24CP02-4 de la Commission Permanente du 23 février 2024 adoptant la fiche action "Soutenir les Syndicats d'élevage" ;

- **ADOpte** la fiche action " Soutenir les Syndicats d'élevage " telle que jointe en annexe de la présente délibération. Celle-ci abroge et remplace la fiche adoptée lors de la Commission Permanente du 23 février 2024.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024


Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Soutenir les Syndicats d'élevage

Type d'intervention	Dispositif Conseil départemental
Priorité Régionale (P2) (Convention Région/Département)	Promotion et développement de filières de production agricole
Priorité départementale (Programme agricole 2023/2027)	Accompagner la performance économique des exploitations
	Consolider le modèle agricole cantalien : promouvoir les filières

DESCRIPTION DU DISPOSITIF.

Organisation ou participation à des manifestations intra-départementales (hors Salers et Aubrac)

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

Frais liés à l'organisation ou la participation à un concours (transport des animaux – frais vétérinaires – alimentation des animaux- frais de communication – frais de location stand, chapiteaux).

BÉNÉFICIAIRES

Syndicats d'élevages cantaliens - Comité d'Organisation de Journées de l'Élevage.

SUBVENTION

Taux maximal CD15	⇒ 50 % des dépenses éligibles ⇒ ou forfait 500 € (si montant après calcul est inférieur à 500 €)
Plancher des dépenses	⇒ 500 €
Plafonds annuels des subventions (10 000 €/an)	⇒ <u>Limousine</u> : 1 500 €/an ⇒ <u>Charolaise</u> : 1 000 €/an ⇒ <u>Races laitières</u> : 5 000 €/an (Montbéliarde, Prim'Holstein, Abondance, Brune, Simmental) ⇒ <u>Chevaux lourds</u> : 2 500 €/an (concours départemental)

CONDITIONS PARTICULIÈRES

- Les demandes de subventions devront être déposées au Conseil départemental avant la date des manifestations et au cours du premier semestre de l'année (courrier de demande de subvention signé – programme détaillé – budget prévisionnel et plan de financement – situation au répertoire SIRENE - RIB).
- Les manifestations éligibles à ce dispositif ne seront pas financées dans le cadre du FCA et FCA+.
- Les manifestations hors département pourront bénéficier du FCA à discrétion des Conseillers départementaux.
- Les subventions seront attribuées dans la limite de l'enveloppe financière disponible.

LIEN RÉGLEMENTAIRE

- Lignes directrices concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales.
- Règlement (UE) de la Commission européenne déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne.
- Régime cadre notifié relatif aux aides aux actions de promotion des produits agricoles.

SERVICE RESPONSABLE

PÔLE APPUI TERRITORIAL
DIRECTION DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
Service Soutien territorial, Agriculture et Espaces Naturels
Tél. : 04 71 46 22 90 – Mail : nlacaze@cantal.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-27

Soutenir les Syndicats d'élevage - Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre en 2024 la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture, conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs de ce programme ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du 31 mai 2024 adoptant la fiche action "Soutenir les Syndicats d'élevage" ;

- **DECIDE** d'accorder des subventions aux bénéficiaires listés en annexe pour un montant global de 6 500 € pour l'organisation ou la participation à des manifestations d'élevage dans le département et selon les conditions définies sur ladite annexe.

Ces aides sont allouées sur la base du régime cadre exempté de notification n°SA.109080 relatif aux aides aux actions de promotion en faveur des produits agricoles pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe

Nom et adresse du bénéficiaire	Opération	Plafond annuel de subventio n (en €)	Coût total (en €)	Montant éligible (en €)	Taux	Subventio n CD45 plafonnée (en €)
SYNDICAT LIMOUSIN DU CANTAL Président : Damien PANAFIEU 26 Rue du 139ème RI BP 239 15002 AURILLAC CEDEX	Organisation du Concours interdépartemental Les 19 et 20 octobre 2024 à Saint-Flour	1 500	25 000	24 000	50%	1 500
COMITE D'ORGANISATION DES JOURNEES DE L'ELEVAGE 26 Rue du 139ème RI BP 239 15002 AURILLAC CEDEX	Organisation du Concours Miss laitières départementales à Saint-Flour et participation des Syndicats à des manifestations dans le Cantal. (Races Abondance, Brune, Simmental, Montbéliarde et Prim Holstein)	5 000	19 245	12 445	50%	5 000
TOTAL						6 500

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-28

**Favoriser l'autonomie en eau des exploitations -
Subvention à la Chambre d'Agriculture du Cantal**

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre en 2024 la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture, conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs de ce programme ;

- **DECIDE** d'accorder à la Chambre d'Agriculture du Cantal, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 30 000 € pour la mise en oeuvre de son programme d'actions 2024 en matière d'autonomie en eau des exploitations tel que joint en annexe de la présente délibération. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 60 000 € TTC.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour favoriser l'autonomie en eau des exploitations pour l'année 2024 à intervenir entre le Conseil départemental et la Chambre d'Agriculture dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Cette aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté n°SA.109081, relatif aux services de conseil dans le secteur agricole, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FAVORISER L'AUTONOMIE EN EAU DES EXPLOITATIONS CANTALIENNES

PREVISIONNEL 2024

Conformément à la fiche projet de la convention agricole, Cette opération vise à accompagner les territoires pour s'adapter au changement climatique, à garantir l'alimentation en eau des élevages sans pénaliser la fourniture d'eau potable.

Elle comprend les actions suivantes :

- 🚧 L'animation d'un travail de réflexion avec le Conseil départemental, les structures gestionnaires d'eau potable, les services de l'État et les collectivités locales à l'échelle de territoires identifiés comme prioritaires pour la gestion quantitative de l'eau. L'objectif de ce travail est d'évaluer le levier que peut représenter la déconnexion partielle des élevages du réseau AEP pour retrouver un équilibre quantitatif sur le réseau et de valider des orientations d'actions
- 🚧 L'estimation des besoins agricoles l'accompagnement de projets alternatifs d'alimentation en eau, par un diagnostic individuel d'exploitation sur les besoins et ressources en eau et du conseil pour définir un projet d'autonomie en eau
- 🚧 La promotion de solutions d'autonomie en eau des élevages (récupération d'eau pluviale, recyclages, nouvelles ressources ...). Il s'agit là d'une action de portée départementale comprenant : une communication générale, des journées techniques, les 1ers contacts avec des agriculteurs avant un éventuel diagnostic et /ou accompagnement de projet. Ce 1er contact pourra aussi être déclenché dans le cadre du conseil bâtiment car la construction ou l'aménagement d'un bâtiment peut être le bon moment pour s'interroger sur les solutions d'autonomie en eau.
- 🚧 L'acquisition de références locales sur ces sujets.

Plan de financement prévisionnel 2024

▪ Coût : 122 j	60 000 €
▪ Conseil Départemental du Cantal	30 000 €
▪ Chambre d'Agriculture du Cantal	30 000 €

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER
L'AUTONOMIE EN EAU DES EXPLOITATIONS- ANNÉE 2024
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

VU le régime d'aides exempté n°SA.109081 relatif aux services de conseil pour les PME dans le secteur agricole ;

VU la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

VU la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre en 2024 la mise en œuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture, conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs de ce programme ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département ;

VU la demande de financement présentée par la Chambre d'Agriculture du Cantal ;

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 31 mai 2024 concernant l'octroi du présent financement ;

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 31 mai 2024.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, la Chambre d'Agriculture du Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Patrick ESCURE, en qualité de Président de la Chambre d'Agriculture du Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention :

Les aides du Conseil départemental sont régies par le Règlement financier téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.cantal.fr/aides-subventions/>.

La présente convention précise les modalités particulières s'appliquant à la subvention précisée à l'article 2.

Article 2 – Montant de la subvention :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 30 000 €, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 31 mai 2024, calculée au taux de 50 % sur la base d'une assiette éligible de 60 000 € TTC, sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Article 3 – Modalités de versement de la subvention :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention est effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement.

Si des acomptes ont été versés, le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complétée pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Article 4 – Contrôle :

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 5 – Information du Département :

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 6 – Date d'effet et durée :

Sont prises en compte dans l'assiette éligible les actions du programme réalisées au cours de l'année 2024.

Article 7 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 8 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,
Pour le Président du Conseil départemental,
et par délégation,
Le Directeur Général des Services
du Département,

Le Bénéficiaire

Qualité :

Nom :

Cachet :

Jean-Claude ETIENNE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-29

Convention de mise à disposition de bureaux en faveur de la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale et de la Mutuelle Nationale Territoriale au sein des Maisons de la Solidarité Départementale de Mauriac et de Saint-Flour

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

- **VALIDE** la convention de mise à disposition à titre gratuit en faveur des mutuelles : Mutuelle Générale de l'éducation Nationale (MGEN) et Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) de locaux au sein des Maisons de la Solidarité Départementale de Mauriac et de Saint-Flour dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE BUREAUX EN FAVEUR
DE LA MUTUELLE GENERALE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE
AU SEIN DE LA MAISON DE LA SOLIDARITE DEPARTEMENTALE DE MAURIAC
ET DE SAINT FLOUR**

Entre les soussignés :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du 31 mai 2024,

D'une part,

MGEN - MUTUELLE GENERALE DE L'EDUCATION NATIONALE, sise Centre Laïque Antonin Lac 7 Rue du 139^{ème} régiment d'infanterie - 15000 AURILLAC, représentée par son Président de la section du Cantal, Monsieur Hervé GRAVEJAT, Ci-après dénommée le bénéficiaire,

Et,

MNT - MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE, sise 57 bis Rue Paul Doumer - 15000 AURILLAC, représentée par son DRH, Monsieur Frédéric HANIN, Ci-après dénommée le bénéficiaire,

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre de ses missions la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale et la Mutuelle Nationale Territoriale sont amenées à rencontrer leurs assurés afin de faciliter les échanges et de les aider dans leurs démarches. Le Département du Cantal est ainsi sollicité pour la mise à disposition de locaux.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la mise à disposition des bénéficiaires dans les locaux détaillés en article 2, propriété du Département du Cantal.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LOCAUX MIS A DISPOSITION

Le Département du Cantal met à disposition des bénéficiaires des locaux sis 28 rue de l'Enchade - 15200 MAURIAC, au sein de la Maison de la Solidarité Départementale du Cantal :

- bureau n°2, selon les disponibilités,
- l'usage de la salle d'attente et des sanitaires.

Le Département du Cantal met à disposition des bénéficiaires des locaux sis 50 avenue Docteur Mallet – 15100 Saint-Flour, au sein de la Maison de la Solidarité Départementale du Cantal :

- un bureau,
- l'usage de la salle d'attente et des sanitaires.

Cette mise à disposition est prévue en cas de besoin. Les bénéficiaires effectueront une demande spécifique auprès du site et des agents d'accueil qui attribueront les locaux selon les disponibilités. Les bénéficiaires informeront le Département en cas d'annulation de ses permanences, au moins 48h avant.

ARTICLE 3 – MODALITES PRATIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

Les locaux mis à disposition des bénéficiaires sont à l'usage exclusif de ces derniers dans le cadre de l'exercice des missions présentées en préambule aux présentes.

Les bénéficiaires informeront l'accueil des personnes reçues et assurera la sécurité de cet accueil.

Le personnel des bénéficiaires s'engage, après chaque utilisation, à remettre en place et en état le bureau tel qu'il l'a trouvé à son arrivée.

Toute dégradation constatée après l'utilisation est susceptible d'entraîner la responsabilité des bénéficiaires, s'il s'avère que toutes les mesures de respect des présentes dispositions n'ont pas été mises en place.

ARTICLE 4 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

Le Département du Cantal assure le local mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'il assume en tant que propriétaire.

La responsabilité des bénéficiaires sera engagée en cas de dommages aux biens ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par leur personnel et en responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant les périodes de mise à disposition des biens.

ARTICLE 6 – DUREE

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2024 pour une durée de trois ans.

Les parties prévoient de se revoir un mois avant son échéance afin de discuter des modalités de son renouvellement.

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé réception, par le seul fait du non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements décrits à la présente convention.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondances entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Fait en trois exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le Département du Cantal
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

Pour la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale,
Le Directeur,

Hervé GRAVEJAT

Pour la Mutuelle Nationale Territoriale,
Le DRH

Frédéric HANIN

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

**REUNION DU 31 MAI 2024
DELIBERATION N°24CP05-30**

Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux en faveur de l'Union Départementale des Associations Familiales - UDAF

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°23CP02-31 de la Commission Permanente du 24 février 2023 validant la convention de mise à disposition de locaux en faveur de l'association UDAF au sein de l'Antenne de la Maison de la Solidarité Départementale de Riom-ès-Montagnes ;

Considérant la demande de l'UDAF pour la mise à disposition de bureaux au sein de la Maison de la Solidarité Départementale de Mauriac ;

- **VALIDE** l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition avec l'Union Départementale des Associations Familiales, à titre gratuit, d'un bureau selon les besoins au sein de la Maison de la Solidarité Départementale de Mauriac dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant n°1 et tout acte s'y rapportant.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**AVENANT
A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX
EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION UDAF**

Entre :

Le Département du Cantal, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du 31 mai 2024 ;
D'une part,

Et

L'Union Départementale des Associations Familiales du Cantal - UDAF, sise 45 Avenue de la République - 15007 AURILLAC, représenté par ses Présidentes, Mesdames Marie-Christine CAVROIS et Suzanne RAYMOND ;

Ci-après dénommé le bénéficiaire ou l'UDAF ;

D'autre part,

Vu la délibération n°23CP02-31 de la Commission Permanente du 24 février 2023 validant la convention de mise à disposition à titre gratuit en faveur de l'UDAF de locaux au sein de l'antenne de la Maison de la Solidarité de Riom-ès-Montagnes ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

La convention dont la désignation est mentionnée ci-dessus est modifiée dans les conditions fixées aux articles suivants.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

L'article 1 de la convention initiale est modifié dans les termes suivants :

La convention a pour objet de définir les modalités de la mise à disposition au profit de l'UDAF dans les locaux détaillés en article 2, propriétés du Département du Cantal.

ARTICLE 2 - DESIGNATION DES LOCAUX MIS A DISPOSITION

L'article 2 de la convention initiale est modifié dans les termes suivants :

Le Département du Cantal met à disposition de l'Union Départementale des Associations Familiales du Cantal (UDAF) un bureau, ainsi que l'usage des sanitaires, se trouvant au rez-de-chaussée de l'**Antenne de la Maison de la Solidarité Départementale de Riom-Es-Montagnes**.

Le Département du Cantal met à disposition du l'UDAF des locaux situés au rez-de-jardin de la **Maison de la Solidarité Départementale, sis rue d'Enchalade à Mauriac** :

- un bureau,
- les parties communes comprenant la salle d'attente ainsi que les sanitaires.

Selon les conditions suivantes :

- pendant les heures d'ouverture au public,
- le code digicode d'accès dans les locaux sera communiqué au responsable.

Cette mise à disposition est prévue en cas de besoin. L'UDAF effectuera une demande spécifique auprès du site et des agents d'accueil qui attribueront les locaux selon les disponibilités. L'UDAF informera le Département en cas d'annulation de ses permanences, au moins 48h avant.

L'UDAF prend les locaux mis à disposition en l'état, celle-ci déclarant bien les connaître pour les avoir visité à sa convenance.

ARTICLE 3 - DUREE

L'article 6 de la convention initiale est modifié dans les termes suivants :

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de trois ans.

Les parties prévoient de se revoir un mois avant son échéance afin de discuter des modalités de son renouvellement.

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé réception, par le seul fait du non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements décrits à la présente convention.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 4

Toutes les clauses de la convention initiale et, le cas échéant, de ses avenants éventuels, demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le Département du Cantal
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

Pour l'Union Départementale des Associations
Familiales du Cantal
Les Présidentes

Marie-Christine CAVROIS et Suzanne RAYMOND

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 31 MAI 2024

DELIBERATION N°24CP05-31

Subvention d'investissement 2024 à la Protection Civile du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le trente et un mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 15 mai 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Marina BESSE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Aurélie BRESSON donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Considérant la demande de subvention présentée par la Protection Civile du Cantal au titre de l'année 2024 ;

- ATTRIBUE une subvention de 15 000 € en investissement à la Protection Civile du Cantal pour l'année 2024.

Cette subvention sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 20421, fonction 18 du Budget départemental.

Publication : 04-06-2024

Transmission Préfecture : 03-06-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des

délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.